

CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2019  
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2019

REGISTRE  
REGISTER

<b>Présents</b>	Serge Minet, <i>Président/Voorzitter</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Jacques Brotchi, Lise Goetghebuer, Laurence Anne Vandeputte, Valérie Gillès de Pelichy, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, <i>Conseiller(s)</i> <i>communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b>	Eric Sax, Odile Margaux, Aleksandra Kokaj, Nicolas Clumeck, <i>Conseiller(s)</i>
<b>Verontschuldigd</b>	<i>communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)</i> .

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

27.06.2019/A/0001 **Hommage à M. Armand De Decker, ancien Bourgmestre d'Uccle.**

**M. le Bourgmestre :**

« Le 12 juin dernier, une bien triste nouvelle a frappé notre pays, et plus particulièrement notre commune. Nous sommes nombreux ici à avoir côtoyé notre Bourgmestre, Armand De Decker. Son parcours brillant et au-dessus de la mêlée a été largement rappelé, à juste titre. Un homme d'Etat, un honnête homme et un ami s'en est allé. Empreint de bienveillance, Armand se nourrissait de toutes les rencontres qu'il faisait. Il ne voyait jamais dans ses adversaires politiques des ennemis et présidait notre assemblée avec charisme et avec un total respect pour chacun, qu'il appartienne à la majorité ou à l'opposition. Il avait cette capacité à présider une assemblée avec cette rare finesse qui consistait parfois à feindre de ne pas réellement s'attacher aux détails alors qu'il cernait avec précision les émotions, les sentiments, et même et surtout les non-dits.

Il aimait de tout son cœur la commune d'Uccle, dont la population l'a si souvent classé premier. Premier, il ne l'était pas par hasard. Il n'a jamais eu besoin d'élever la voix et s'il travaillait sérieusement, il n'était pas de ceux qui se prennent au sérieux. Il était un

amoureux des rencontres et des découvertes. De Calevoet au Fort-Jaco en passant par l'Observatoire, la place Saint-Job ou Uccle-Centre, il aimait notre commune, qui continuait à l'émerveiller. Il la voulait toujours plus belle, toujours plus sûre, toujours plus humaine, et toujours plus conviviale. Il la voulait aussi toujours plus ancrée dans le futur, et c'est aussi grâce à cela qu'aujourd'hui, nous pouvons voir sereinement l'approche de cette révolution copernicienne que constitue le déménagement sur un seul site de toute l'administration communale et de ses agents, dont les rapports avec Armand étaient empreints d'estime et de respect mutuels.

Nous sommes nombreux à avoir pu bénéficier de ses conseils et de ses encouragements. Il aimait soutenir la jeunesse, il n'a jamais craint de lui confier des responsabilités, et comme il n'était pas grand que par la taille, il n'a jamais étouffé qui que ce soit. Au contraire, il était si attaché à la liberté qu'il veillait à ce que chacun puisse s'épanouir. Populaire sans jamais être populiste, il luttait contre toute forme d'extrémisme. Il aimait voir les sourires s'afficher sur tous les visages et son propre sourire était contagieux.

Le président de l'ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique, le bâtonnier Jean-Pierre Buyl, a manifesté son estime et sa confiance à l'égard d'Armand dans une lettre adressée à son épouse Jacqueline, que je salue particulièrement. Il a souhaité que des extraits puissent être lus :

*« Je sais aussi toutes les souffrances injustes qu'il a subies ces dernières années et qui l'ont miné de fond en comble. Qui connaît Armand sait qu'il était tout autre chose que ce que certains politiques donneurs de leçons et certains médias ont tracé de lui tout au long de ces dernières saisons. Armand était un vrai homme d'Etat, attaché à la démocratie, à l'unité de notre pays qui fait notre force, à la monarchie et aux valeurs qui fondent notre Etat de droit. Armand a été un grand serviteur de l'Etat. Il était un des rares hommes politiques issus du barreau qui maniait et surmontait la contradiction avec talent. Nous perdons un grand homme auquel je reste fidèle avec détermination. »*

Chère Jacqueline, chère Anne, de tout cœur nous sommes nombreux à être avec vous, tout comme nombreux sont les Ucclois, comme en témoignent les messages reçus ici même, au sein de notre Maison communale, ainsi que les citoyens qui se sont précipités dans le hall pour lui rendre un dernier hommage.

J'ai envie de vous dire que nous devons continuer à sourire en pensant à lui, parce que c'est certainement ce qu'il aurait exigé de nous.

En sa mémoire, je vous demande d'observer une minute de silence. »

L'assemblée observe une minute de silence à la mémoire d'Armand De Decker.

#### **M. Desmet :**

« Le groupe Ecolo est très attristé par le décès d'Armand De Decker, au-delà des divergences politiques qu'il a pu exprimer lorsqu'il se trouvait dans l'opposition.

Lorsque, comme d'autres, j'ai appris ce décès par les médias, les larmes me sont venues directement à l'œil.

Quand, il y a 12 ans, j'ai commencé à siéger au sein de ce Conseil communal, Armand m'avait accueilli avec beaucoup de gentillesse. Il n'y avait pas pour lui de grande ou de petite personne, chacun avait droit spontanément à son respect.

Pour tes authentiques qualités humaines, merci Armand. »

#### **M. De Bock :**

« La disparition d'Armand De Decker a causé une profonde tristesse au sein de la population uccloise, mais aussi parmi nous. Je regrette beaucoup de ne pas avoir eu

l'occasion de siéger dans un Collège à ses côtés car c'était un homme qui n'élevait pas la voix et avec lequel les débats pouvaient atteindre une certaine hauteur. Certes, nous n'étions pas d'accord sur tout. Je me souviens notamment de discussions homériques sur le sens de la royauté face à des contradicteurs aux opinions plus républicaines, mais je retiens surtout sa générosité sans faille et une amitié qu'il n'a jamais reniée.

Comme son épouse l'a rappelé avec justesse la semaine dernière, chacun doit peut-être faire son examen de conscience car Armand De Decker a reçu beaucoup plus de coups qu'il n'en a donnés. En réalité, il n'en a jamais donnés et c'était peut-être cela, sa faiblesse. Pour ma part, je me réjouis de n'avoir jamais demandé sa démission. »

**M. Vanraes** :

« Entre Armand et moi, c'est une longue histoire, qui a commencé au barreau, car j'ai eu l'honneur et le privilège de connaître Armand quand il était très jeune. Et il est demeuré tel qu'il était il y a 35 ans, il est demeuré fidèle à lui-même, ce dont peu d'hommes sont capables. Je l'ai rarement vu fâché, et certainement pas dans le cadre de cénacles politiques. Par les temps qui courent, nous avons besoin de personnes qui s'engagent en politique avec le sérieux et la dignité dont Armand a fait preuve. »

**M. Minet** (président du Conseil communal) :

« Je profite de la position que j'occupe exceptionnellement ce soir pour dire à Jacqueline avec combien d'émotion je tiens aussi à rendre hommage à son époux Armand, que j'ai connu lorsque, âgé de 16 ou 17 ans, je faisais des animations à la guitare dans une maison de jeunes à la mer. »

Le Conseil est informé.

---

**Eerbetoon aan de h. Armand De Decker, gewezen Burgemeester van Ukkel.**

**De burgemeester:**

Op 12 juni is onze burgemeester Armand De Decker overleden. Zijn schitterende loopbaan werd terecht meermaals aangehaald. Een staatsman, eerbaar man en vriend is heengegaan. Ontmoetingen waren voor hem erg belangrijk. Oppositieleden waren voor hem geen vijanden en als voorzitter van de raad was hij steeds charismatisch en respectvol, zowel voor de meerderheid als de oppositie. Hij kon de raad voorzitten met een bijzondere finesse en op de gepaste wijze reageren.

Hij hield van Ukkel en werkte hard. Hij hield van ontmoetingen en ontdekkingen. Hij vond Ukkel steeds mooier, humaner, gezelliger worden. De centralisatie van de gemeentediensten was ook zijn initiatief.

Velen hebben gebruik kunnen maken van zijn advies en aanmoediging. Hij hield van de jeugd die hij steeds de nodige verantwoordelijkheden wou geven. Hij stond ook voor vrijheid en wou dat iedereen zich kon ontplooien. Populair maar nooit populist. Hij bestreed elke vorm van extremisme. Hij wou een glimlach op elk gezicht zijn en zijn eigen glimlach was aanstekelijk.

Hij leest een stuk voor uit de brief van stafhouder Jean-Pierre Buyl, gericht aan zijn echtgenote Jacqueline:

*« Je sais aussi toutes les souffrances injustes qu'il a subies ces dernières années et qui l'ont miné de fond en comble. Qui connaît Armand sait qu'il était tout autre chose que ce que certains politiques donneurs de leçons et certains médias ont tracé de lui tout au long de ces dernières saisons. Armand était un vrai homme d'Etat, attaché à la démocratie, à l'unité de notre pays qui fait notre force, à la monarchie et aux valeurs qui fondent notre Etat de droit. Armand a été un grand serviteur de l'Etat. Il était un des rares hommes politiques issus du barreau qui maniait et surmontait la contradiction avec talent. Nous perdons un grand homme auquel je reste fidèle avec détermination. »*

Iedereen hier aanwezig brengt een laatste eerbetoon en zal aan hem blijven denken. Hij vraagt een minuut stilte als eerbetoon.

De vergadering houdt een minuut stilte als eerbetoon aan Armand De Decker.

**De h. Desmet:**

Ecolo betreurt het overlijden van Armand De Decker. De h. Desmet werd gedurende zijn 12 jaar in de gemeenteraad steeds vriendelijk door hem ontvangen. Elkeen kreeg spontaan zijn respect.

**De h. De Bock:**

Iedereen betreurt het overlijden van Armand De Decker. Hij betreurt niet met hem in het college te hebben kunnen zetelen want hij verhief nooit zijn stem en gesprekken met hem konden steeds een zeker niveau bereiken. Zijn echtgenote had vorige week vermeld dat elkeen eens in eigen boezem moet kijken omdat er veel klappen werden uitgedeeld, terwijl hij dit zelf nooit deed.

**De h. Vanraes:**

Hij geeft aan dat hij hem al sinds erg jonge leeftijd kende. Hij bleef steeds trouw aan zichzelf, wat weinig mensen gegeven is. Hij zag hem nooit kwaad en vindt dat er ook meer mensen nodig zijn die op een ernstige en waardige manier aan politiek doen zoals Armand De Decker deed.

**De h. Minet** (voorzitter van de gemeenteraad):

Als voorzitter richtte hij zich tot zijn echtgenote Jacqueline.

"Ik maak gebruik van de positie die ik vanavond uitzonderlijk bekleed om aan Jacqueline te zeggen dat ik vol emotie hulde breng aan haar echtgenoot, Armand, die ik gekend heb toen ik op de leeftijd van 16 of 17 jaar, animaties verzorgde voor een jeugdhuis aan zee."

De Raad wordt geïnformeerd.

---

27.06.2019/A/0002 **Hommage à Mme Amina Bakkali, ancienne conseillère communale.**

**M. le Bourgmestre :**

« Nous avons appris le décès de notre ancienne collègue, Amina Bakkali. Mme Bakkali a siégé durant 12 ans au Conseil communal. Quoi qu'elle fût très discrète, cette personnalité posait de nombreuses questions en commission, de manière constructive et bienveillante. En outre, c'était un esprit extrêmement libre. Je vous invite en sa mémoire à observer une minute de silence. »

L'assemblée observe une minute de silence à la mémoire d'Amina Bakkali.

**M. Desmet :**

« À plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion de discuter avec Amina Bakkali, dont la riche personnalité a pu m'éclairer sur toute une série de sujets. J'ai toujours regretté qu'elle n'ait pu davantage partager ses idées en raison de sa timidité, de sa retenue. »

**M. Hayette :**

Nous avons tous été surpris et choqués par le décès de Mme Bakkali. Cette personnalité profondément socialiste incarnait la diversité culturelle au sein de notre commune. Je présente mes plus sincères condoléances à ses amis et à ses proches. »

**Mme Dupuis :**

« Amina est décédée d'une longue et pénible maladie dont elle souffrait alors même qu'elle siégeait parmi nous et s'efforçait de suivre nos travaux avec régularité. J'apprécie particulièrement l'expression « esprit libre » pour la qualifier, et j'aimerais qu'on utilise la même formule à mon égard si jamais on me rendait hommage à l'occasion de mon propre décès. Merci beaucoup, Boris. »

**Mme Maison :**

« Je regrette très vivement le décès de Mme Bakkali, dont je voudrais saluer l'extrême dignité. À plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion de m'enquérir de sa santé car elle subissait des traitements récurrents avec beaucoup de courage. Cette personnalité discrète au Conseil était très active en commission et avait un réel intérêt pour les travaux de notre assemblée. J'exprime à ses proches mes plus sincères condoléances. »

Le Conseil est informé.

---

**Eerbetoon aan Mevr. Amina Bakkali, gewezen gemeenteraadslid.**

**De burgemeester:**

Hij vermeldt het overlijden van oud-collega Amina Bakkali die 12 jaar in de gemeenteraad heeft gezeteld. Hoewel ze erg discreet was, was ze erg aanwezig tijdens de commissies en dit op een constructieve manier. Ze getuigde eveneens van een open geest. Hij vraagt een minuut stilte ter nagedachtenis.

De vergadering houdt een minuut stilte ter nagedachtenis van Amina Bakkali.

**De h. Desmet:**

Hij heeft verschillende keren kunnen discussiëren met Amina Bakkali die hem over verschillende onderwerpen veel heeft bijgebracht. Hij betreunde het dat ze niet nog meer haar ideeën heeft gedeeld door haar terughoudendheid.

**De h. Hayette:**

Hij geeft aan dat iedereen verrast was door dit onverwachte overlijden van mevr. Bakkali. Ze heeft steeds geijverd voor culturele diversiteit binnen onze gemeente en was een persoonlijkheid met een socialistische visie. Hij biedt zijn innige deelneming aan.

**Mevr. Dupuis:**

Amina is overleden na een lange en pijnlijke ziekte. Ook tijdens haar ziekte bleef ze regelmatig werken. Ze eert haar open geest.

**Mevr. Maison:**

Ze betreurt het overlijden van mevr. Bakkali. Ze was erg discreet tijdens gemeenteraden maar des te aanwezig op commissies en ze had een grote interesse in het werk van de raad. Zie biedt haar innige deelneming aan.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

27.06.2019/A/0003 **Démission d'un membre du Conseil communal.- Prise d'acte.**

Le Conseil,  
Attendu que par mail du 20 juin 2019, Mme Sophie François, conseiller communal, présente sa démission et ce avec effet immédiat,  
Décide de prendre acte de la démission de ses fonctions de Conseiller communal, présentée par Mme Sophie François.

Le Conseil prend acte.

---

**Ontslag van een Gemeenteraadslid.- Akteneming.**

De Raad,  
Aangezien Mevr. Sophie François, gemeenteraadslid, per mail van 20 juni 2019 haar ontslag aanbiedt met onmiddellijke ingang,  
Beslist akte te nemen van het ontslag aangeboden door Mevr. Sophie François, gemeenteraadslid.

De Raad neemt akte.

---

27.06.2019/A/0004 **Démission d'un membre du Conseil communal.- Prestation de serment et installation**

## **d'un conseiller communal.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance de ce jour, l'Assemblée a pris acte de la démission de Mme Sophie François, conseiller communal;

Qu'il y a lieu de la remplacer;

Que le suppléant en ordre utile sur la liste à laquelle appartenait l'intéressée, M. Michel Bruylant, né le 28 mars 1959 et domicilié à Uccle, avenue de la Chênaie 1, a accepté ce mandat par mail du 25 juin 2019;

Que l'intéressé a déclaré sur l'honneur ne pas tomber sous l'application des cas d'inéligibilité, d'incompatibilité ou de prohibition résultant de parenté ou d'alliance et qu'il réunit les conditions requises,

En conséquence, M. le Bourgmestre invite l'intéressé à prêter le serment prévu à l'article 80 de la nouvelle loi communale.

M. Bruylant prête le serment en français.

M. le Bourgmestre en prend acte et le déclare installé en qualité de Conseiller communal.

Le Conseil prend acte.

---

## **Ontslag van een Gemeenteraadslid.- Eedaflegging en installatie van een gemeenteraadslid.**

De Raad,

Aangezien in de zitting van vandaag de Vergadering akte genomen heeft van het ontslag van Mevr. Sophie François, gemeenteraadslid;

Dat ze vervangen dient te worden;

Dat de eerste opvolger op de lijst waarop de voornoemde stond, namelijk de h. Michel Bruylant, geboren op 28 maart 1959 en gehuisvest in de Eikenboslaan, 1 te Ukkel per mail van 25 juni 2019 het mandaat heeft aanvaard;

Aangezien de betrokkene op erewoord verklaard heeft dat hij niet valt onder één van de gevallen van onverkiesbaarheid, onverenigbaarheid of het verbod tot bloed- of aanverwantschap en dus aan de vereiste voorwaarden voldoet,

De Voorzitter nodigt de betrokkene bijgevolg uit om de eed af te leggen zoals voorzien in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet.

De h. Bruylant legt de eed af in het Frans.

De Burgemeester neemt er akte van en verklaart hem aangesteld als gemeenteraadslid.

De Raad neemt akte.

---

27.06.2019/A/0005 **Communication : le Président de la séance annonce que du 21 au 30 août 2019 inclus, Mme la Secrétaire communale sera remplacée par Mme Frédérique Meuris-Desmet, Directeur.**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mededeling : de voorzitter van de zitting meldt dat van 21 tot en met 30 augustus 2019, Mevr. de Gemeentesecretaris vervangen zal worden door Mevr. Frédérique Meuris-Desmet, Directeur.**

De Raad neemt kennis.

---

27.06.2019/A/0006 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 25 avril 2019.**

Le Conseil approuve le point.

---

**Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 25 april 2019.**

De Raad keurt het punt goed.

---

27.06.2019/A/0007 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 8 mai 2018 - Construction d'un raccordement à l'égout public à la conciergerie de l'école de Verrewinkel - 3.017,96 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt - Travaux effectués par Vivaqua;
- 21 mai 2019 - Achat et livraison d'une imprimante de reçus thermique - 200 € (T.V.A. comprise) - Article 137/742-51/58 - Fonds de réserve;
- 21 mai 2019 - Achat d'une hotte à filtre pour le centre récréatif du Troisième âge Vanderkindere - 120 € (T.V.A. comprise) - Article 834/744-98/71 - Fonds de réserve;
- 21 mai 2019 - Informatisation des services - Achat d'un système de stockages - 35.211 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;
- 21 mai 2019 - Informatisations des services - Renouvellement des licences de gestion de stockage - 35.997,49 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;
- 28 mai 2019 - Propriétés communales - Pavillon Louis XV - Pose et fourniture d'une nouvelle chaudière à condensation et d'un boiler - 6.890 € (T.V.A. comprise) - Article 773/724-60/87 - Fonds de réserve;
- 28 mai 2019 - Ecole Longchamp - Remplacement des carrelages de sol au niveau du 2ème étage - 87.321,74 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 4 juin 2019 - Achat de masques respiratoires complets et de filtres HEPA - 2.779,78 € (T.V.A. comprise) - Article 104/744-98/14 - Fonds de réserve;
- 4 juin 2019 - Achat de trois déshumidificateurs - 2.218,31 € (T.V.A. comprise) - Article 104/744-98/14 - Fonds de réserve;
- 4 juin 2019 - Fourniture et pose de logos en thermoplastique dans les zones bleues - Exercice 2018 - Approbation de la dépense de 4.639,19 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 4 juin 2019 - Camion 873 - Compacteur - Changement de la boîte de vitesse - 15.871 € (T.V.A. comprise) - Article 136/745-53/84 - Fonds de réserve;
- 4 juin 2019 - Centre culturel - Sinistre inondation - Réparation du plancher de la scène - 10.466,50 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/96 de 2017;
- 4 juin 2019 - Achat de mobilier urbain - Articles 421/741-52/58 (45.000 €) - 421/744-98/95 (16.000 €) et 875/741-52/58 (3.000 €);
- 4 juin 2019 - Livraison de matériel pour le service de prêt de matériel - 5.000 € (T.V.A.



- comprise) - Article 76301/744-98/58 - Fonds de réserve;
- 4 juin 2019 - Informatisation des services - Contrat de consultance Technicien Informatique via la convention de mandat avec le CIRB - 33.644,05 € (T.V.A. comprise) - Article 139/122-02/53;
- 11 juin 2019 - Salle de sport Stroobant - Remplacement des lanterneaux - 86.015,88 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/85 - Emprunt;
- 11 juin 2019 - Matériel et équipement de musique - 15.900 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/744-98/40 et 734/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 11 juin 2019 - Matériel et équipement électrique 2019 - 15.900 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/744-98/40, 75102/744-98/40 et 84401/744-98/58 - Fonds de réserve;
- 18 juin 2019 - Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job - Exercice 2014 - Approbation de la dépense supplémentaire de 90.585,14 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 18 juin 2019 - Matériel et équipement de gymnastique 2019 - 18.500 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-98/40 et 75102/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 18 juin 2019 - Informatisation des services - Refonte et migration des données du site Intranet - 48.340 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;
- 25 juin 2019 - Ecole du Centre - Rénovation conciergerie - Approbation de l'augmentation de la dépense estimée de 10.261,49 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 25 juin 2019 - Family Corner/Maison de la parentalité - Placement de stores enrôleurs anti-solaire et chaleur - 2.013,98 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 25 juin 2019 - Informatisations des services - Consultance pour mise en production des conseils de l'audit IT via la centrale d'achats GIAL - 96.013,50 € (T.V.A. comprise) - Article 139/122-02/53.

Le Conseil est informé.

---

**Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 8 mei 2018 - Aansluiting op de openbare riolering van de conciërgewoning van de school Verrewinkel - € 3.017,96 (incl. btw) - Artikel 722/724-60/85 - Lening - Werken uitgevoerd door Vivaqua;
- 21 mei 2019 - Aankoop en levering van een thermische bonprinter - € 200 (incl. btw) - Artikel 137/742-51/58 - Reservefonds;
- 21 mei 2019 - Aankoop van een dampkap met filter voor het recreatiecentra van de Derde Leeftijd Vanderkindere - € 120 (incl. btw) - Artikel 834/744-98/71 - Reservefonds;
- 21 mei 2019 - Informatisering van de diensten - Aankoop van een opslagsysteem - € 35.211 (incl. btw) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;
- 21 mei 2019 - Informatisering van de diensten - Vernieuwing licenties opslagbeheer - € 35.997,49 (incl. btw) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;
- 28 mei 2019 - Gemeente-eigendommen - Paviljoen Louis XV - Levering en plaatsing nieuwe condensatieketel en boiler - € 6.890 (incl. btw) - Artikel 773/724-60/87 - Reservefonds;
- 28 mei 2019 - School Longchamp - Vervanging tegelvloer 2de verdieping - € 87.321,74

(incl. btw) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;

- 4 juni 2019 - Aankoop complete maskers en HEPA-filters - € 2.779,78 (incl. btw) - Artikel 104/744-98/14 - Reservefonds;
- 4 juni 2019 - Aankoop van drie luchtontvochtigers - € 2.218,31 (incl. btw) - Artikel 104/744-98/14 - Reservefonds;
- 4 juni 2019 - Levering en plaatsing thermoplastische logo's in blauwe zones - Dienstjaar 2018 - Goedkeuring van de uitgave van € 4.639,19 (incl. btw) - Artikel 421/731-60/82;
- 4 juni 2019 - Vrachtwagen 873 - Compactor - Vervanging versnellingsbak - € 15.871 (incl. btw) - Artikel 136/745-53/84 - Reservefonds;
- 4 juni 2019 - Cultureel centrum - Overstroming - Herstelling plankenvloer van het podium - € 10.466,50 (incl. btw) - Artikel 76201/724-60/96 van 2017;
- 4 juni 2019 - Aankoop stadsmeubilair - Artikels 421/741-52/58 (€ 45.000) - 421/744-98/95 (€ 16.000) en 875/741-52/58 (€ 3.000)
- 4 juni 2019 - Levering van materiaal voor de Uitleendienst - € 5.000 (incl. btw) - Artikel 76301/744-98/58 - Reservefonds;
- 4 juni 2019 - Informatisering van de diensten - Adviescontract informaticatechnicus via CIBG-mandaatovereenkomst - € 33.644,05 (incl. btw) - Artikel 139/122-02/53;
- 11 juni 2019 - Sportzaal Stroobant - Vervanging lichtkoepels - € 86.015,88 (incl. btw) - Artikel 764/724-60/85 - Lening;
- 11 juni 2019 - Muziekmateriaal - € 15.900 (incl. btw) - Artikels 721/744-98/40 en 734/744-98/40 - Reservefonds;
- 11 juni 2019 - Elektrisch materiaal 2019 - € 15.900 (incl. btw) - Artikels 721/744-98/40, 75102/744-98/40 en 84401/744-98/58 - Reservefonds;
- 18 juni 2019 - Specifieke inrichting van een overstromingsgebied in de Sint-Jobsesteenweg - Dienstjaar 2014 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van € 90.585,14 (incl. btw) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 18 juni 2019 - Turnmateriaal 2019 - € 18.500 (incl. btw) - Artikels 722/744-98/40 en 75102/744-98/40 - Reservefonds;
- 18 juni 2019 - Informatisering van de diensten - Herziening en gegevensmigratie van Intranet - € 48.340 (incl. btw) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;
- 25 juni 2019 - School Centre - Renovatie conciërgewoning - Goedkeuring van de geraamde uitgave van € 10.261,49 (incl. btw) - Artikel 722/724-60/85;
- 25 juni 2019 - Family Corner/Maison de la parentalité - Plaatsing zonnerolluiken - € 2.013,98 (incl. btw) - Artikel 137/724-60/85 - Reservefonds;
- 25 juni 2019 - Informatisering van de diensten - Raadpleging inzake uitvoering van advies van de IT-audit via de aankoopcentrale GIAL - € 96.013,50 (incl. btw) - Artikel 139/122-02/53.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

## DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

### Recette - Ontvangerij

27.06.2019/A/0008 **Budget 2018.- Modifications budgétaires n°s 98 (service ordinaire) et 99 (service extraordinaire).**

Le Conseil,

Vu que la modification budgétaire n° 98 du service ordinaire de l'exercice 2018, conformément aux prescriptions de la circulaire du Service public Régional de Bruxelles, relative à la clôture de l'exercice, porte sur les dépenses pour lesquelles une insuffisance de crédit a été constatée, sans compensation possible au sein de la même fonction budgétaire (en matière de rémunérations du personnel de l'enseignement, d'assurance de non-valeurs de droits constatés...);

Considérant que cette modification budgétaire diminue le résultat budgétaire de l'exercice propre ainsi que celui du résultat global;

Vu que la modification budgétaire n° 99 du service extraordinaire porte sur l'enregistrement de réajustements de crédits de dépenses (non-valeurs de subsides),

Décide d'approuver les modifications budgétaires 98 ordinaire et 99 extraordinaire de 2018 dont les cahiers sont joints, en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Begroting 2018.- Begrotingswijzigingen nrs 98 (gewone dienst) en 99 (buitengewone dienst).**

De Raad,

Aangezien de begrotingswijziging nr. 98 van de gewone dienst 2018, overeenkomstig de voorschriften van de omzendbrief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de afsluiting van het dienstjaar, betrekking heeft op de uitgaven waarvoor een krediettekort werd vastgesteld zonder mogelijke compensatie binnen dezelfde begrotingsfunctie (op het gebied van het personeel van het onderwijs, verzekeringen, onwaarden van de vastgestelde rechten...)

Aangezien het begrotingsresultaat van het eigen dienstjaar daalt hiermee maar ook het globale resultaat;

Aangezien de begrotingswijziging nr. 99 van de buitengewone dienst betrekking heeft op de registratie van herzieningen van uitgavekredieten (onwaarden van subsidies),

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen 98 gewone dienst en 99 buitengewone dienst van 2018 waarvan de nota's in de bijlage werden toegevoegd.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*MB 98 Economique FR.pdf, MB 98 Economique NL.pdf, MB 98 Ordinaire détaillée NL.pdf, MB98 Ordinaire-analyse FR 2018.pdf, MB 98 Fonctionnelle NL.pdf, MB 98 Ordinaire détaillée FR.pdf, MB 98 Fonctionnelle FR.pdf, Copie de MB98 Ordinaire-analyse FR 2018 (Nederlands).xlsx, MB 99 Extra détaillée NL.pdf, MB 99 Extra détaillée FR.pdf*

---

27.06.2019/A/0009 **Compte 2018.**

Le Conseil,

Vu l'article 78 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de

la comptabilité communale;  
Vu l'article 240 de la nouvelle loi communale;  
Attendu que le compte 2018 est clôturé et annexé;  
Vu les annexes explicatives constituant un recueil séparé,  
Décide d'arrêter le compte 2018.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Rekening 2018.**

De Raad,  
Gelet op artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 betreffende het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;  
Gelet op artikel 240 van de nieuwe gemeentewet;  
Aangezien de rekening 2018 afgesloten is en bijgevoegd is;  
Gelet op de afzonderlijke verklarende bijlagen,  
Beslist de rekening 2018 vast te stellen.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*Bijlage Light Rekening 2018.pdf, rapport annuel - NL.pdf, A. introduction Receveur 2018 français.pdf, A. introduction Receveur 2018 NL.pdf, Compte 2018 NL.pdf, Compte 2018 FR.pdf, Rapport annuel 2018.pdf, Annexes Light Compte 2018.pdf, rapport annuel - FR.pdf, Jaarverslag 2018.pdf*

---

### 27.06.2019/A/0010 **Budget 2019.- Modifications budgétaires n°s 1 et 2.**

Le Conseil,  
Considérant qu'il convient à l'Assemblée de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n° 1 et 2 du budget 2019;  
Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire;  
Considérant que nous joignons, en annexe, les cahiers reprenant les articles modifiés;  
Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2019 telles qu'elles se présentent :

1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. n° 1)

A. RESULTAT EX. ORDINAIRE BUDGET INITIAL	Boni	5.332.522,16
B. RESULTAT DE LA MB 1	Mali	-309.446,04
C=A+B NOUVEAU RESULTAT EX. PROPRE	Boni	5.023.076,12
D. RESULTAT EX. ANTERIEURS BUDGET INITIAL	Boni	10.103.323,50
E. PRELEVEMENTS GENERAUX BUDGET INTIAL		-5.435.845,66
F. INJECTION BONI 2018 ORDINAIRE	Boni	7.578.392,59

## 2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. n° 2)

Vu que l'augmentation des dépenses de la MB 2 (823.150 €) est compensée plus que totalement, d'une part par une augmentation équivalente des recettes de financement (823.150 €, dont 712.651 € d'emprunts, 512.710 € de fonds de réserve et -402.211 € de subsides);

Vu que le résultat global du service extraordinaire diminue fortement jusqu'à -35.136.361,84 € suite à l'injection du mali de l'exercice 2018 (vu que les emprunts pour le programme extraordinaire important de 2018 se feront plus tard).

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Begroting 2019.- Begrotingswijzigingen nrs 1 en 2.**

De Raad,

Overwegende dat de vergadering begrotingswijzigingen 01 en 02 van de begroting 2019 ter goedkeuring moet voorleggen aan de gemeenteraad;

Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst;

Overwegende dat we de gewijzigde artikels als bijlage hebben toegevoegd,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroting 2019, als volgt :

## 1°) GEWONE DIENST (BW 1)

A. RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPR. BEGROTING	Overschot	
5.332.522,16		
B. RESULTAAT VAN BW 1	Tekort	-
309.446,04		
C = A+B. NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	Overschot	
5.023.076,12		
D. RESULTAAT VOORG. DIENSTJAREN OORSPR. BEGROTING	Overschot	
10.103.323,50		
E. ALGEMENE OVERBOEKINGEN OORSPR. BEGROTING		
-5.435.845,66		
F. INJECTIE OVERSCHOT 2019 GEWOON	Overschot	
7.578.392,59		
G = C+D+E+F. RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR	Overschot	
17.268.946,55		

## 2°) BUITENGEWONE DIENST (BW 2)

Aangezien de stijging van de uitgaven van BW 2 (€ 823.150) volledig gecompenseerd wordt door een gelijkwaardige stijging van financieringsinkomsten (€ 823.150 waarvan € 712.651 leningen, € 512.710 van het reservefonds en - € -402.211 subsidies);

Aangezien het globale resultaat van de buitengewone dienst aanzienlijk daalt tot € -

35.136.361,84 ingevolge de injectie van het tekort van het dienstjaar 2018 (aangezien de leningen voor het belangrijke buitengewone programma later zullen komen).

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*12 annexes / 12 bijlagen*

*MB0102 2019-avis de la commission NL.pdf, MB1 ORDINAIRE - DETAILLEE FR.pdf, Synthèse MB 1 FR 2019.pdf, MB1 ORDINAIRE - DETAILLEE NL.pdf, MB1 ECONOMIQUE FR.pdf, MB1 FONCTIONNELLE FR.pdf, Synthèse MB 1 NL 2019.pdf, MB2 EXTRA - DETAILLEE FR.pdf, MB2 EXTRA - DETAILLEE NL.pdf, ANNEXE MB 2 (Nederlands) (3).xlsx, MB1 FONCTIONNELLE NL.pdf, MB1 ECONOMIQUE NL.pdf*

---

27.06.2019/A/0011 **Compte de transit.- Nouvelle convention bipartite, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle et la convention tripartite, entre la Région de Bruxelles-capitale, la commune d'Uccle et le Caissier régional.- Accord et adoption des conventions.**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 30.03.2017, le Conseil communal a donné son accord pour l'adoption d'une convention entre la commune et la Région dans le cadre du préfinancement de recettes fiscales avec mise en place de comptes de transit afin d'éviter aux communes de recourir aux emprunts à court terme pour couvrir leurs dépenses;

Attendu que le gouvernement de la Région de Bruxelles souhaitait instaurer un système d'avances mensuelles (préfinancement) sur les recettes fiscales enrôlées au profit de la commune, via un compte de transit (compte du SPRB), dédié à notre commune sur lequel sont versées ces avances sur recettes fiscales;

Attendu que la commune peut effectuer des tirages sur ce compte et que le montant demandé est versé dans les 3 jours ouvrables (cf. schéma ci-joint);

Attendu que la Région demande aux communes bruxelloises de faire évoluer le système d'avances régionales vers un système de couverture- compensation dans lequel la commune ouvre un compte à vue A propre de la commune, ouvert auprès du caissier régional vers lequel seuls les transferts du compte de transit peuvent être effectués (cf. schémas, ci-joint);

Attendu que la commune fera un virement interne du compte à vue A vers le compte à vue B (compte propre de la commune) et que le caissier régional virera automatiquement le montant total de la journée du compte de transit au compte à vue A de telle sorte qu'en fin de journée, le solde sera égal à zéro;

Attendu que le Collège en date du 13 décembre 2018 a donné son accord pour l'ouverture de ce compte A, demandé auprès de Belfius qui est le BE16 0910 2199 4474;

Attendu que la Région demande aux communes bruxelloises, pour mettre en oeuvre le nouveau système, de marquer leur accord à :

- la nouvelle convention bipartite, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle, dont le contenu de certains articles a été adapté en tenant compte notamment des changements induits par la coexistence d'une convention tripartite et intégrant la fixation à zéro faisant pour l'instant l'objet d'un addendum à la convention bipartite existante (cf.annexe);

- la convention tripartite, entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Uccle et le Caissier Régional, introduisant la mise en place d'un système couverture-compensation

dont Belfius assuerra le fonctionnement (cf annexe);

Décide de donner son accord pour la nouvelle convention bipartite et la convention tripartite précitées.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Transitrekening.- Nieuwe tweepartijovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en driepartijovereenkomst tussen de gemeente ukkel, het brussels Hoofdstelijk Gewest en Belfius BANK (kassier van het Brussels Hoofdstelijk Gewest).- Overeenkomst en goedkeuring van de conventies.**

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad op 30.03.2017 zijn goedkeuring heeft verleend aan een overeenkomst tussen de gemeente en het gewest in het kader van de prefinanciering van fiscale ontvangsten met creatie van transitorekeningen om te vermijden dat gemeentes leningen op korte termijn moeten afsluiten om hun uitgaven te dekken;

Aangezien de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een systeem van maandelijkse voorschotten (prefinanciering) wenst in te voeren op de aan de gemeente toekomende ingekohierde fiscale ontvangsten via een transitrekening (rekening van de GOB), bestemd voor onze gemeente waarop deze voorschotten op de fiscale ontvangsten gestort zullen worden;

Aangezien de gemeente geld mag opvragen van deze rekening en het gevraagde bedrag binnen de drie werkdagen gestort zal worden (zie schema in de bijlage);

Aangezien het gewest aan de Brusselse gemeentes vraagt het systeem van gewestelijke voorschotten te laten evolueren naar een systeem van dekking-compensatie waarin de gemeente een eigen gemeentelijke zichtrekening A opent bij de gewestelijke kassier waarnaar enkel de transferts van de transitorekening uitgevoerd kunnen worden (zie schema's in de bijlage);

Aangezien de gemeente een interne overschrijving zal uitvoeren van zichtrekening A naar zichtrekening B (eigen rekening van de gemeente) en de gewestelijke kassier het totaalbedrag van de dag van de transitorekening automatisch zal overschrijven naar zichtrekening A op een zodanige manier dat het saldo aan het einde van de dag gelijk is aan nul;

Aangezien het college op 13 december 2018 zijn goedkeuring heeft verleend aan de opening van deze rekening A, gevraagd bij Belfius, meer bepaald BE16 0910 2199 4474;

Aangezien het gewest aan de Brusselse gemeentes vraagt hun goedkeuring te verlenen - om het nieuwe systeem in te voeren - aan het volgende :

- de nieuwe tweedelige overeenkomst, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel, waarvan de inhoud van bepaalde artikels werd aangepast, rekening houdend o.m. met de wijzigingen ingevolge de co-existentie van een driedelige overeenkomst, met integratie van de vastlegging op nul, momenteel het onderwerp uitmakend van een addendum op de bestaande tweedelige overeenkomst (zie bijlage);

- de driedelige overeenkomst, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Ukkel en de gewestelijke kassier, inzake de invoering van een systeem dekking-compensatie waarvan Belfius de werking zal verzekeren (zie bijlage);

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de vermelde nieuwe tweedelige overeenkomst en de driedelige overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positive stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

*conventie tripartite.pdf, système actuel.pdf, convention bipartite.pdf, nouveau système.pdf*

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

### **Secrétariat central - Centraal secretariaat**

27.06.2019/A/0012 **A.S.B.L. La Ferme Rose.- Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Attendu que le groupe MR propose de remplacer Mme Aurélie Czekalski, administrateur au sein de l'A.S.B.L. La Ferme Rose, par Mme Nevin Duysak, domiciliée rue du Merlo 6C/23,

Décide de désigner Mme Nevin Duysak en qualité d'administrateur au sein de l'A.S.B.L. La Ferme Rose.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**V.Z.W. La Ferme Rose.- Vervanging van een bestuurder.**

De Raad,

Aangezien de groep MR voorstelt om Mevr. Aurélie Czekalski, bestuurder bij de V.Z.W. La Ferme Rose, te vervangen door Mevr. Nevin Duysak, wonende Merlostraat 6C/23, Beslist Mevr. Nevin Duysak aan te duiden als bestuurder bij de V.Z.W. La Ferme Rose.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positive stemmen.

---

27.06.2019/A/0013 **Citydev.- Deuxième délégué aux assemblées générales.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 28 février 2019, le Conseil communal a désigné Mme Sophie François comme deuxième délégué aux assemblées générales de Citydev;

Que Mme François, ayant démissionné du groupe MR auquel elle appartenait, retire sa candidature;

Qu'il y dès lors lieu de la remplacer;

Qu'en outre, Citydev doit veiller au respect de la parité linguistique au sein de ses organes de gestion;

Que le groupe MR présente la candidature de M. David Praet, demeurant rue du Ham, 76, du rôle linguistique néerlandophone,

Décide de désigner M. David Praet comme deuxième délégué aux assemblées générales de Citydev.



Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Citydev.- Tweede afgevaardigde bij de algemene vergaderingen.- Vervanging.**

De Raad,  
Aangezien in zitting van 28 februari 2019 de Gemeenteraad Mevr. Sophie François aanduidt als tweede afgevaardigde bij de algemene vergaderingen bij Citydev;  
Dat Mevr. François haar kandidatuur intrekt, aangezien ze ontslag genomen heeft uit de groep MR waartoe ze behoorde;  
Dat ze bijgevolg vervangen dient te worden;  
Dat Citydev bovendien moet waken over het naleven van de taalpariteit bij haar bestuursorganen;  
Dat de groep MR de kandidatuur voorstelt van de h. David Praet, wonende Hamstraat, 76 en behorend tot de Nederlandse taalrol,  
Beslist de h. David Praet aan te duiden als tweede afgevaardigde bij de algemene vergaderingen van Citydev.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.*  
*Valentine Delwart quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE**

### **Mobilité - Mobiliteit**

27.06.2019/A/0014 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,  
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;  
Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;  
Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;  
Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;  
Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;  
Considérant que certains articles doivent être abrogés, demandent une rectification ou une nouvelle disposition;  
Abrogations :  
Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :  
14.123.- Avenue Latérale, à hauteur des n°s 13, 15 et 17, du lundi au vendredi, de 8 h 00 à 12 h 00, sur une distance de 20 m;  
14.163.- Rue du Melkriek, à hauteur du n° 100, sur une distance de 20 m;

- 14.175.- Rue des Carmélites, du côté opposé au n° 183, sur une distance de 13 m, du lundi au samedi, de 7h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.181.- Avenue des Sept Bonniers, côté impair, depuis le carrefour avec la chaussée d'Alseberg, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 8 h 00 à 16 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.185.- Place de Saint-Job, 31-33, sur une distance de 15 m, du lundi au vendredi, de 7 h 00 à 15 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.187.- Rue Egide Van Ophem, 14-16, sur une distance de 6 m, du lundi au vendredi, de 7 h 00 à 18 h 30;
- 14.190.- Avenue Guillaume Herinckx, à hauteur du n° 80, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 7 h 00 à 19 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.211.- Avenue Montjoie, 8-12, sur une distance de 20 m, du lundi au samedi, de 7 h 00 à 18 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.218.- Chaussée de Saint-Job, 638, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 10 h à 17 h (zone de chargement et de déchargement);
- 14.237.- Rue Victor Allard, aux nos 112-114, du lundi au samedi, de 8h00 à 18h00, sur une distance de 15m;
- 14.238.- Rue Edith Cavell, 32, sur une distance de 24m (dépose-minute);
- 14.247.- Rue Vanderkindere, 311, sur une distance de 12 m, du lundi au samedi, de 7h00 à 15h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.248.- Rue Vanderkindere, 379, sur une distance de 18 m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.249.- Rue Vanderkindere, 465, sur une distance de 20 m, du lundi au samedi, de 8 h 00 à 17 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.250.- Rue Vanderkindere, 197-201, sur une distance de 12 m, du lundi au samedi, de 8 h 00 à 18 h 30 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.251.- Rue de la Mutualité, mitoyen des n°s 77 et 79, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 9 h 00 à 16 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.252.- Rue Vanderkindere, 172, sur une distance de 20 m (porte cochère y comprise), du lundi au vendredi, de 7h00 à 18h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.253.- Rue Vanderkindere, 139-143, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 16h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.254.- Rue Vanderkindere, 564-566, sur une distance de 21 m, du lundi au vendredi, de 6 h 00 à 15 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.255.- Rue Vanderkindere, 378-380, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 7 h 00 à 17 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.256.- Rue Vanderkindere, 407-409, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 6 h 00 à 12 h 00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.257.- Rue Vanderkindere, du n° 155 au carrefour avec l'avenue Brugmann sur une distance de 20 m, du lundi au samedi, de 9 h 00 à 18 h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.258.- Rue Vanderkindere, 315-319, sur une distance de 15m, du lundi au samedi de 6h00 à 13h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.261.- Avenue Maréchal Joffre, 147, sur une distance de 6m, du lundi au samedi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.262.- Rue du Doyenné, 130, sur une distance de 10m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.263.- Parvis Saint-Pierre, 22 à 18, sur une distance de 14m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.264.- Rue du Doyenné, à hauteur du n°16, sur une distance de 16m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 18h00 (zone de chargement et de déchargement);

- 14.265.- Place Emile Danco, 14-13, sur une distance de 12m, du lundi au samedi, de 7h00 à 15h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.266.- Rue Xavier De Bue, 26, sur une distance de 12m, du lundi au samedi, de 8h00 à 12h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.267.- Rue Edith Cavell, 212, sur une distance de 12m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 15h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.268.- Rue Dodonée, face au mitoyen des n°s 65 et 67, sur une distance de 12m, du lundi au samedi, de 6h00 à 13h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.269.- Avenue Legrand, 92-96, sur une distance de 16m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 14h30 et de 18h00 à 23h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.288.- Avenue Prince de Ligne, 18, du lundi au vendredi, de 7h à 9h et de 16h à 17h, sur une distance de 10m;
- 14.296.- Rue Vanderkindere, 532, sur une distance de 14m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 12h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.297.- Rue de l'Etoile, 6, sur une distance de 10 m, du lundi au vendredi, de 10h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);
- 14.307.- Avenue Coghen, 1-3, du lundi au samedi de 6h à 10h, sur une distance de 16m;
- 14.312.- Rue Beeckman, à hauteur du n°99, du lundi au vendredi, de 7h00 à 11h00 et de 14h00 à 16h00, sur 12m;
- 14.328.- Rue Emile Regard, à hauteur des numéros 20-22, du lundi au samedi, de 8h à 10h et de 16h à 18h, sur 8m;
- 14.332.- Rue Edith Cavell, à hauteur du n°151, du mercredi au vendredi, de 8h à 12h, sur 12m;
- 14.333.- Rue Egide Van Ophem, n°48, du lundi au samedi, de 8h à 16h, sur 20 m;
- 14.338.- Rue Meyerbeer, 144, du lundi au samedi, de 7h à 22h, sur 14 m;
- 14.342.- Avenue Wolvendael, n°44, du mardi au vendredi, de 9h00 à 17h00, sur 12 m;
- 14.343.- Rue Edith Cavell, n° 170, du lundi au vendredi, de 7h00 à 17h00 et le samedi, de 8h00 à 13h00, sur 9 m;
- 14.344.- Avenue de Floréal, 53, du lundi au vendredi, de 7h00 à 18h00, sur 10 m;
- Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:
- 17.II.1- à certaines catégories de véhicules :
- 17.II.1.d- Handicapés.
- 17.II.1.d.130.- Parvis Chantecler, 12, sur une distance de 6 m;
- Rectification :
- Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :
- 13.J.104.- Avenue de Floréal, 63, sur 9 m;
- Nouvelles dispositions :
- Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :
- 13.E.554.- Rue Robert Scott, au carrefour avec la rue de la Fauvette;
- 13.E.555.- Rue de la Fauvette, 37;
- 13.E.556.- Rue des Carmélites, 151.
- 13.E.557.- Avenue Guillaume Herinckx, 75;
- 13.E.558.- Avenue Guillaume Herinckx, 52;
- 13.E.559.- Place Saint-Job, 20;
- 13.E.560.- Prince de Ligne, 85;
- Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :
- 13.J.688.- Avenue Coghen, 197 (deux zones);
- 13.J.689.- Rue Molensteen, 37;

- 13.J.690.- Rue Victor Allard, du côté droit en sortant du garage du n°140 rue du Merlo;
- 13.J.691.- Rue Rouge, du côté gauche en sortant du garage du n°22 avenue Wolvendael;
- 13.J.692.- Rue Victor Gambier, 47-49 (deux zones);
- 13.J.693.- Rue Vanderkindere, 7;
- 13.J.694.- Rue des Trois Arbres, 80;
- 13.J.695.- Rue du Postillon, au mitoyen des n°s 10-14;
- 13.J.696.- Dieweg, du côté opposé au n° 65;
- 13.J.697.- Rue du Bourdon, du côté opposé au n° 64;
- 13.J.698.- Rue de la Pêcherie, 138;
- 13.J.699.- Rue Vanderkindere, au mitoyen des n°s 58-60, sur 4 m;
- 13.J.700.- Rue des Carmélites, côté pair au carrefour avec l'avenue Coghen, sur 4 m;
- 13.J.701.- Rue du Doyenné, au mitoyen des n°s 36-38;
- 13.J.702.- Avenue Bel-Air, 127, sur 4 m;
- 13.J.703.- Rue des Carmélites, au mitoyen des n°s 147-149, sur 4 m;
- 13.J.704.- Rue des Cottages, 44, sur 4 m;
- 13.J.705.- Avenue Jean Burgers, 1, sur 4 m;
- 13.J.706.- Avenue Coghen, 135, sur 4 m;
- 13.J.707.- Avenue Guillaume Herinckx, au mitoyen des n°s 2-4, sur 4 m;
- 13.J.708.- Rue Alphonse Asselbergs, 43, sur 4 m;
- 13.J.709.- Rue Joseph Bens, 56, sur 4 m;
- 13.J.710.- Rue Général Lotz, 36, sur 4 m;
- 13.J.711.- Avenue du Lycée Français, 2, sur 4 m;
- 13.J.712.- Avenue de Messidor, au mitoyen des n°s 205-207, sur 7 m;
- 13.J.713.- Château de Walzin, du côté opposé au 10 A, sur 4 m;
- 13.J.714.- Avenue des Ormeaux, côté impair au carrefour avec l'avenue Brugmann, sur 4 m;
- 13.J.715.- Rue de l'Anémone, côté pair au carrefour avec la place Guy d'Arezzo, sur 4 m;
- Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:
- 17.II.1- à certaines catégories de véhicules :
- 17.II.1.d- Handicapés.
- 17.II.1.d.419.- Rue de la Mutualité, 110;
- 17.II.1.d.420.- Rue Général Lotz, 50;
- 17.II.1.d.421.- Rue des Fidèles, 11;
- 17.II.1.d.422.- Rue Emile Claus, côté impair au carrefour avec la chaussée de Waterloo;
- 17.II.1.d.423.- Rue du Melkriek, à hauteur du n°100, sur une distance de 20m;
- 17.II.1.d.424.- Chemin de la Truite, 7;
- 17.II.1.d.425.- Rue du Chamois, 10;
- Article 17.II.- Le stationnement est réserve aux endroits suivants :
- 17.II.3- aux vélos.
- 17.II.3.28.- Parvis Chantecler, 10;
- 17.II.3.29.- Rue Baron Guillaume Van Hamme, 22;
- Article 18.- Le stationnement est payant dans les emplacements de stationnement tracés dans les rues suivantes.
- 18.21.- Avenue Coghen, 1-3, du lundi au samedi, de 6h à 10h, sur 16 m;
- 18.22.- Avenue des Sept Bonniers, côté impair, depuis le carrefour avec la chaussée d'Alseberg, de 8h à 16h, sur 12 m;
- 18.23.- Avenue de Floréal, 53, du lundi au vendredi, de 7h à 18h, sur 10 m;
- 18.24.- Avenue Latérale, à hauteur des n°s 13-17, du lundi au vendredi, de 8h à 12h, sur 20 m;
- 18.25.- Chaussée de Saint-Job, 638, du lundi au vendredi, de 10h à 17h, sur 12 m;

- 18.26.- Avenue Wolvendael, 44, du mardi au vendredi, de 9h à 17h, sur 12 m;
- 18.27.- Avenue du Prince de Ligne, 18, du lundi au vendredi, de 7h à 9h et 16h à 17h, sur 10 m;
- 18.28.- Avenue Legrand, 92-96, du lundi au vendredi, de 8h à 14h30 et de 18h à 23h, sur 10 m;
- 18.29.- Avenue Montjoie, 8-12, du lundi au samedi, de 7h à 18h, sur 20 m;
- 18.30.- Parvis Saint-Pierre, 22-18, du lundi au vendredi, de 7h à 17h, sur 14 m;
- 18.31.- Rue Egide Van Ophem, 48, du lundi au samedi, de 8h à 16h, sur 20 m;
- 18.32.- Rue Egide Van Ophem, 14-16, du lundi au vendredi, de 7h à 18h30, sur 6 m;
- 18.33.- Rue Edith Cavell, 170, du lundi au vendredi, de 7h à 17h et le samedi, de 8h à 13h, sur 9 m;
- 18.34.- Rue de l'Etoile, 6, du lundi au vendredi, de 10h à 17h, sur 10 m;
- 18.35.- Rue de la Mutualité, 79, du lundi au vendredi, de 9h à 16h, sur 12 m;
- 18.36.- Rue Beeckman, 99, du lundi au vendredi, de 7h à 11h et de 14h à 16h, sur 12 m;
- 18.37.- Place de Saint-Job, 31-33, du lundi au vendredi, de 7h à 15h, sur 15 m;
- 18.38.- Place Emile Danco, 14-13, du lundi au samedi, de 7h à 15h, sur 12 m;
- 18.39.- Rue Dodonnée, du côté opposé aux n<sup>o</sup>s 65-67, du lundi au samedi, de 6h à 13h, sur 12 m;
- 18.40.- Rue Edith Cavell, 151, du mercredi au vendredi, de 8h à 12h, sur 12 m;
- 18.41.- Rue Edith Cavell, 210, du lundi au vendredi, de 7h à 15h, sur 12 m;
- 18.42.- Rue du Doyenné, 130, du lundi au vendredi, de 8h à 17h, sur 10 m;
- 18.43.- Rue des Carmélites, du côté opposé au n<sup>o</sup>183, du lundi au samedi, de 7h à 17h, sur 13 m;
- 18.44.- Rue du Doyenné, 16, du lundi au vendredi, de 8h à 18h, sur 16 m;
- 18.45.- Rue Vanderkindere, 532, du lundi au vendredi, de 7h à 12h, sur 14 m;
- 18.46.- Rue Emile Regard, 20-22, du lundi au samedi, de 8h à 10h et de 16h à 18h, sur 8 m;
- 18.47.- Rue Vanderkindere, 139-143, du lundi au vendredi, de 8h à 16h, sur 12 m;
- 18.48.- Rue Vanderkindere, 465, du lundi au samedi, de 8h à 17h, sur 20 m;
- 18.49.- Rue Vanderkindere, 564-566, du lundi au vendredi, de 6h à 15h, sur 21 m;
- 18.50.- Rue Vanderkindere, du n<sup>o</sup>155 au carrefour avec l'avenue Brugmann, du lundi au samedi, de 9h à 18h, sur 20 m;
- 18.51.- Rue Victor Allard, aux n<sup>o</sup>s 112-114, du lundi au samedi, de 8h à 18h, sur 15 m;
- 18.52.- Rue Xavier De Bue, 26, du lundi au samedi, de 8h à 12h, sur 12 m;
- 18.53.- Rue Vanderkindere, 172, du lundi au vendredi, de 7h à 18h, sur 20 m (porte cochère comprise);
- 18.54.- Rue Vanderkindere, 197-201, du lundi au samedi, de 8h à 18h30, sur 12 m;
- 18.55.- Rue Vanderkindere, 331-325, du lundi au samedi, de 6h à 13h, sur une 15 m;
- 18.56.- Rue Vanderkindere, 379, du lundi au vendredi, de 7h à 17h, sur 18 m;
- 18.57.- Rue Vanderkindere, 407-409, du lundi au vendredi, de 6h à 12h, sur 12 m;
- 18.58.- Rue Meyerbeer, 144, du lundi au samedi, de 7h à 22h, sur 14 m;
- 18.59.- Avenue Guillaume Herinckx, 80, du lundi au vendredi, de 7h à 19h, sur 12 m;
- 18.60.- Rue Joseph Stallaert, 34, du lundi au vendredi, de 9h à 18h, sur 8 m.
- Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 34 votes positifs, 3 abstentions.

*Abstentions : Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

---

**Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.-**

## **Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.**

De raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 en volgende van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens;

Overwegende dat bepaalde artikels ingetrokken moeten worden, een rechtzetting of een nieuwe bepaling vragen;

Intrekkingen:

Artikel 14.- Het parkeren is verboden op de volgende wegen of weggedeeltes:

14.123.- Zijlaan, ter hoogte van nr. 13, 15 en 17, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 12.00 uur, over een afstand van 20 meter.

14.163.- Melkriekstraat, ter hoogte van nr. 100, over een afstand van 20 meter.

14.175.- Karmelietenstraat, aan de kant tegenover nr. 183, over een afstand van 13 meter, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).

14.181.- Zeven Bunderslaan, oneven kant, vanaf het kruispunt met de Alsebergsesteenweg, over een afstand van 12 meter, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 16.00 uur (laad- en loszone).

14.185.- Sint-Jobsplein 31-33, over een afstand van 15 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 15.00 uur (laad- en loszone).

14.187.- Egide Van Ophemstraat 14-16, over een afstand van 6 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 18.30 uur.

14.190.- Guillaume Herinckxlaan, ter hoogte van nr. 80, over een afstand van 12 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 19.00 uur (laad- en loszone).

14.211.- Montjoielaan 8-12, over een afstand van 20 meter, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 18.00 uur (laad- en loszone).

14.218.- Sint-Jobsesteenweg 638, over een afstand van 12 meter, van maandag tot vrijdag van 10.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).

14.237.- Victor Allardstraat, aan nr. 112-114, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 18.00 uur, over een afstand van 15 meter.

14.238.- Edith Cavellstraat 32, over een afstand van 24 meter (kiss & ride).

14.247.- Vanderkinderestraat 311, over een afstand van 12 meter, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 15.00 uur (laad- en loszone).

14.248.- Vanderkinderestraat 379, over een afstand van 18 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).

14.249.- Vanderkinderestraat 465, over een afstand van 20 meter, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).

14.250.- Vanderkinderestraat 197-201, over een afstand van 12 meter, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 18.30 uur (laad- en loszone).

14.251.- Onderlinge Bijstandstraat, aan de scheiding van nr. 77 en 79, over een afstand van 12 meter, van maandag tot vrijdag van 9.00 tot 16.00 uur (laad- en loszone).

14.252.- Vanderkinderestraat 172, over een afstand van 20 meter (koetspoort inbegrepen), van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 18.00 uur (laad- en loszone).

14.253.- Vanderkinderestraat 139-143, over een afstand van 12 meter, van maandag tot

- vrijdag van 8.00 tot 16.00 uur (laad- en loszone).
- 14.254.- Vanderkinderestraat 564-566, over een afstand van 21 meter, van maandag tot vrijdag van 6.00 tot 15.00 uur (laad- en loszone).
- 14.255.- Vanderkinderestraat 378-380, over een afstand van 12 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).
- 14.256.- Vanderkinderestraat 407-409, over een afstand van 12 meter, van maandag tot vrijdag van 6.00 tot 12.00 uur (laad- en loszone).
- 14.257.- Vanderkinderestraat, van nr. 155 tot het kruispunt met de Brugmannlaan, over een afstand van 20 meter, van maandag tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur (laad- en loszone).
- 14.258.- Vanderkinderestraat 315-319, over een afstand van 15 meter, van maandag tot zaterdag van 6.00 tot 13.00 uur (laad- en loszone).
- 14.261.- Maarschalk Joffrelaan 147, over een afstand van 6 meter, van maandag tot zaterdag van 9.00 tot 12.00 uur en van 14.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).
- 14.262.- Dekenijstraat 130, over een afstand van 10 meter, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).
- 14.263.- Sint-Pietersvoorplein 22 tot 18, over een afstand van 14 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).
- 14.264.- Dekenijstraat, ter hoogte van nr. 16, over een afstand van 16 meter, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 18.00 uur (laad- en loszone).
- 14.265.- Emile Dancoplein 14-13, over een afstand van 12 meter, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 15.00 uur (laad- en loszone).
- 14.266.- Xavier De Buestraat 26, over een afstand van 12 meter, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 12.00 uur (laad- en loszone).
- 14.267.- Edith Cavellstraat 212, over een afstand van 12 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 15.00 uur (laad- en loszone).
- 14.268.- Dodonéestraat, tegenover de scheiding van nr. 65 en 67, over een afstand van 12 meter, van maandag tot zaterdag van 6.00 tot 13.00 uur (laad- en loszone).
- 14.269.- Legrandlaan 92-96, over een afstand van 16 meter, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 14.30 uur en van 18.00 tot 23.00 uur (laad- en loszone).
- 14.288.- Prins de Lignelaan 18, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 9.00 uur en van 16.00 tot 17.00 uur, over een afstand van 10 meter.
- 14.296.- Vanderkinderestraat 532, over een afstand van 14 meter, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 12.00 uur (laad- en loszone).
- 14.297.- Sterstraat 6, over een afstand van 10 meter, van maandag tot vrijdag van 10.00 tot 17.00 uur (laad- en loszone).
- 14.307.- Coghenlaan 1-3, van maandag tot zaterdag van 6.00 tot 10.00 uur, over een afstand van 16 meter.
- 14.312.- Beeckmanstraat, ter hoogte van nr. 99, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 11.00 uur en van 14.00 tot 16.00 uur, over 12 meter.
- 14.328.- Emile Regardstraat, ter hoogte van nr. 20-22, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 10.00 uur en van 16.00 tot 18.00 uur, over 8 meter.
- 14.332.- Edith Cavellstraat, ter hoogte van nr. 151, van woensdag tot vrijdag van 8.00 tot 12.00 uur, over 12 meter.
- 14.333.- Egide Van Ophemstraat 48, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 16.00 uur, over 20 meter.
- 14.338.- Meyerbeerstraat 144, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 22.00 uur, over 14 meter.
- 14.342.- Wolvendaellaan 44, van dinsdag tot vrijdag van 9.00 tot 17.00 uur, over 12 meter.
- 14.343.- Edith Cavellstraat 170, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 17.00 uur en zaterdag van 8.00 tot 13.00 uur, over 9 meter.
- 14.344.- Floréallaan 53, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 18.00 uur, over 10 meter.

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd:

17.II.1- aan bepaalde voertuigen:

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.130.- Canteclaervoorplein 12, over een afstand van 6 meter.

Rechtzetting:

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd:

13.J.104.- Floréallaan 63, over 9 meter.

Nieuwe bepalingen:

Artikel 13.E.- Op de volgende plaatsen worden voetgangersoversteekplaatsen afgebakend:

13.E.554.- Robert Scottstraat, aan het kruispunt met de Grasmusstraat.

13.E.555.- Grasmusstraat 37.

13.E.556.- Karmelietenstraat 151.

13.E.557.- Guillaume Herinckxlaan 75.

13.E.558.- Guillaume Herinckxlaan 52.

13.E.559.- Sint-Jobsplein 20.

13.E.560.- Prins de Lignelaan 85.

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd:

13.J.688.- Coghenlaan 197 (twee vlakken).

13.J.689.- Molensteenstraat 37.

13.J.690.- Victor Allardstraat, aan de rechterkant van de uitrit van de garage in de Merlostraat 140.

13.J.691.- Rodestraat, aan de linkerkant van de uitrit van de garage in de Wolvendaellaan 22.

13.J.692.- Victor Gambierstraat 47-49 (twee vlakken).

13.J.693.- Vanderkinderestraat 7.

13.J.694.- Drie Bomenstraat 80.

13.J.695.- Postiljonstraat, aan de scheiding van nr. 10-14.

13.J.696.- Dieweg, aan de kant tegenover nr. 65.

13.J.697.- Horzelstraat, aan de kant tegenover nr. 64.

13.J.698.- Visserijstraat 138.

13.J.699.- Vanderkinderestraat, aan de scheiding van nr. 58-60, over 4 meter.

13.J.700.- Karmelietenstraat, even kant aan het kruispunt met de Coghenlaan, over 4 meter.

13.J.701.- Dekenijstraat, aan de scheiding van nr. 36-38.

13.J.702.- Schoon Uitzichtlaan 127, over 4 meter.

13.J.703.- Karmelietenstraat, aan de scheiding van nr. 147-149, over 4 meter.

13.J.704.- Landhuisjesstraat 44, over 4 meter.

13.J.705.- Jean Burgerslaan 1, over 4 meter.

13.J.706.- Coghenlaan 135, over 4 meter.

13.J.707.- Guillaume Herinckxlaan, aan de scheiding van nr. 2-4, over 4 meter.

13.J.708.- Alphonse Asselbergsstraat 43, over 4 meter.

13.J.709.- Joseph Bensstraat 56, over 4 meter.

13.J.710.- Generaal Lotzstraat 36, over 4 meter.

13.J.711.- Frans Lyceumlaan 2, over 4 meter.

13.J.712.- Messidorlaan, aan de scheiding van nr. 205-207, over 7 meter.

13.J.713.- Kasteel de Walzinlaan, aan de kant tegenover nr. 10A, over 4 meter.

13.J.714.- Olmpjeslaan, oneven kant aan het kruispunt met de Brugmannlaan, over 4 meter.

13.J.715.- Anemoonstraat, even kant aan het kruispunt met het Guido van Arezzoplein,



over 4 meter.

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd:

17.II.1- aan bepaalde voertuigen:

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.419.- Onderlinge Bijstandstraat 110.

17.II.1.d.420.- Generaal Lotzstraat 50.

17.II.1.d.421.- Gelovigenstraat 11.

17.II.1.d.422.- Emile Clausstraat, oneven kant aan het kruispunt met de Waterlooesteenweg.

17.II.1.d.423.- Melkriekstraat, ter hoogte van nr. 100, over een afstand van 20 meter.

17.II.1.d.424.- Forelweg 7.

17.II.1.d.425.- Gemsstraat 10.

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen:

17.II.3- aan fietsen.

17.II.3.28.- Canteclaervoorplein 10.

17.II.3.29.- Baron Guillaume Van Hammestraat 22.

Artikel 18.- Het parkeren is betalend op de afgebakende parkeerplaatsen in de volgende straten:

18.21.- Coghenlaan 1-3, van maandag tot zaterdag van 6.00 tot 10.00 uur, over 16 meter.

18.22.- Zeven Bunderslaan, oneven kant, vanaf het kruispunt met de Alsebergsesteenweg, van 8.00 tot 16.00 uur, over 12 meter.

18.23.- Floréallaan 53, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 18.00 uur, over 10 meter.

18.24.- Zijlaan, ter hoogte van nr. 13-17, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 12.00 uur, over 20 meter.

18.25.- Sint-Jobsesteenweg 638, van maandag tot vrijdag van 10.00 tot 17.00 uur, over 12 meter.

18.26.- Wolvendaellaan 44, van dinsdag tot vrijdag van 9.00 tot 17.00 uur, over 12 meter.

18.27.- Prins de Lignelaan 18, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 9.00 uur en van 16.00 tot 17.00 uur, over 10 meter.

18.28.- Legrandlaan 92-96, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 14.30 uur en van 18.00 tot 23.00 uur, over 10 meter.

18.29.- Montjoielaan 8-12, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 18.00 uur, over 20 meter.

18.30.- Sint-Pietersvoorplein 22-18, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 17.00 uur, over 14 meter.

18.31.- Egide Van Ophemstraat 48, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 16.00 uur, over 20 meter.

18.32.- Egide Van Ophemstraat 14-16, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 18.30 uur, over 6 meter.

18.33.- Edith Cavellstraat 170, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 17.00 uur en zaterdag van 8.00 tot 13.00 uur, over 9 meter.

18.34.- Sterstraat 6, van maandag tot vrijdag van 10.00 tot 17.00 uur, over 10 meter.

18.35.- Onderlinge Bijstandstraat 79, van maandag tot vrijdag van 9.00 tot 16.00 uur, over 12 meter.

18.36.- Beeckmanstraat 99, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 11.00 uur en van 14.00 tot 16.00 uur, over 12 meter.

18.37.- Sint-Jobsplein 31-33, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 15.00 uur, over 15 meter.

18.38.- Emile Dancoplein 14-13, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 15.00 uur, over 12 meter.

18.39.- Dodonéestraat, aan de kant tegenover nr. 65-67, van maandag tot zaterdag van 6.00

tot 13.00 uur, over 12 meter.

18.40.- Edith Cavellstraat 151, van woensdag tot vrijdag van 8.00 tot 12.00 uur, over 12 meter.

18.41.- Edith Cavellstraat 210, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 15.00 uur, over 12 meter.

18.42.- Dekenijstraat 130, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 17.00 uur, over 10 meter.

18.43.- Karmelietenstraat, aan de kant tegenover nr. 183, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 17.00 uur, over 13 meter.

18.44.- Dekenijstraat 16, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 18.00 uur, over 16 meter.

18.45.- Vanderkinderestraat 532, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 12.00 uur, over 14 meter.

18.46.- Emile Regardstraat 20-22, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 10.00 uur en van 16.00 tot 18.00 uur, over 8 meter.

18.47.- Vanderkinderestraat 139-143, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 16.00 uur, over 12 meter.

18.48.- Vanderkinderestraat 465, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 17.00 uur, over 20 meter.

18.49.- Vanderkinderestraat 564-566, van maandag tot vrijdag van 6.00 tot 15.00 uur, over 21 meter.

18.50.- Vanderkinderestraat, van nr. 155 tot het kruispunt met de Brugmannlaan, van maandag tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur, over 20 meter.

18.51.- Victor Allardstraat, aan nr. 112-114, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 18.00 uur, over 15 meter.

18.52.- Xavier De Buestraat 26, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 12.00, over 12 meter.

18.53.- Vanderkinderestraat 172, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 18.00 uur, over 20 meter (koetspoort inbegrepen).

18.54.- Vanderkinderestraat 197-201, van maandag tot zaterdag van 8.00 tot 18.30 uur, over 12 meter.

18.55.- Vanderkinderestraat 331-325, van maandag tot zaterdag van 6.00 tot 13.00 uur, over 15 meter.

18.56.- Vanderkinderestraat 379, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 17.00 uur, over 18 meter.

18.57.- Vanderkinderestraat 407-409, van maandag tot vrijdag van 6.00 tot 12.00 uur, over 12 meter.

18.58.- Meyerbeerstraat 144, van maandag tot zaterdag van 7.00 tot 22.00 uur, over 14 meter.

18.59.- Guillaume Herinckxlaan 80, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 19.00 uur, over 12 meter.

18.60.- Joseph Stallaertstraat 34, van maandag tot vrijdag van 9.00 tot 18.00 uur, over 8 meter.

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 34 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

*Onthoudingen : Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

*2 annexes / 2 bijlagen*

*2019 06 27\_Cc\_Annexes\_PartieI.pdf, 2019 06 27\_Cc\_Annexes\_PartieII.pdf*

27.06.2019/A/0015 **Renouvellement du contrat de mobilité entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport, section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre du contrat de mobilité;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise "qu'il appartient aux Communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important";

Considérant que la Région Bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement;

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de circulation;

Considérant qu'un projet de contrat de mobilité a été établi avec la commune d'Uccle et que celui-ci prévoit une surveillance par la police communale deux carrefours prioritaires, à savoir :

- rue de Stalle/chaussée de Neerstalle;

- rue de Stalle/rue de l'Etoile;

Considérant que l'administration s'engage, à partir du 5 mai 2019 à effectuer dans ces carrefours et ce, durant les jours ouvrables (hors week-end, jours fériés et vacances scolaires), une surveillance quotidienne de 3h15 (2h45 le mercredi);

Considérant que l'administration est autorisée à déplacer les agents en fonction des nécessités de circulation et lorsqu'il y a un chantier dans les carrefours régionaux, à condition d'en informer la Région au préalable;

Considérant que la commune devra solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport, section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité;

Vu le procès-verbal de la concertation du 6 juin 2019 et le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours établi par les services de la Police,  
Décide de marquer son accord sur la signature du contrat de mobilité tel que repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

### **Vernieuwing van het mobiliteitscontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 dat de toekenning van subsidies aan gemeentes voorziet in het kader van de mobiliteitscontracten,  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeentes in het raam van het mobiliteitscontract;

Gelet op de intenties van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan dat aangeeft dat de gemeentes maatregelen moeten nemen om het verkeer te beheren, meer bepaald door agenten voor deze taak in te zetten en snelle interventiemethodes te voorzien bij ongevallen die het verkeer op belangrijke verkeerswegen hinderen;

Overwegende dat het Brussels Gewest naar duurzame mobiliteit moet evolueren;

Overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen te voet en per fiets essentiële elementen zijn voor een duurzame mobiliteit;

Overwegende dat de promotie van het gebruik van het openbaar vervoer meer bepaald moet gebeuren door de verbetering van hun reissnelheid;

Overwegende dat de promotie van de verplaatsingen te voet meer bepaald moet gebeuren door de verbetering van hun veiligheid;

Overwegende dat de verkeersoverbelasting nefast is voor de socio-economische werking van de gemeente en schade berokkent aan de gezondheid en het milieu;

Overwegende dat het gewest de gemeentes aanmoedigt om de aanwezigheid van hun agenten op de gewestwegen te verhogen zodat elke gebruiker zich steeds in goede omstandigheden kan verplaatsen;

Overwegende dat er een ontwerp van een mobiliteitscontract met de gemeente Ukkel werd opgesteld waarin is voorzien dat de gemeentelijke politie zal toezien op twee prioritaire kruispunten, namelijk :

- Stallestraat/Neerstallesteenweg;
- Stallestraat / Sterstraat;

Overwegende dat het bestuur zich ertoe verbindt om vanaf 5 mei 2019 aan deze kruispunten dagelijks toezicht te houden gedurende 3 u. en 15 min. (2 u. en 45 min. op woensdagen) en dit tijdens werkdagen (behalve tijdens weekends, feestdagen en schoolvakanties);

Overwegende dat het bestuur agenten mag verplaatsen naargelang de verkeersnoden en indien er gewerkt wordt op de gewestelijke kruispunten, op voorwaarde het gewest op voorhand hiervan te hebben ingelicht;

Overwegende dat de gemeente Ukkel een subsidie zal aanvragen overeenkomstig het

besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract; Gelet op het proces-verbaal van het overleg van 6 juni 2019 en het verslag inzake de uitvoering van het lopende contract, opgesteld door de politiediensten, Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de ondertekening van het mobiliteitscontract zoals toegevoegd in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*  
*UCC023\_contrat mob\_NL.doc, UCC023\_contrat mob\_FR.doc,*  
*UCC023\_pv.20190606.doc*

---

## **Parking - Parking**

27.06.2019/A/0016 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouverts par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 5 jours calendrier à compter de la date de délivrance de la redevance de stationnement pour procéder au paiement;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date

d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement;  
Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune;  
Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale;  
Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III articles 37 et 38 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 28 septembre 2017,  
Decide de prendre pour information les listes des 6.615 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

Le Conseil approuve le point.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.- Dwangbevelen.- Kennisneming.**

De Raad,

Gelet op artikel 137bis zoals toegevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen geïssueerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts geïssueerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemeenteraad.";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van schuldenaars die beschikken over een termijn van 5 kalenderdagen vanaf de uitreiking van de parkeerretributie om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat er bij gebrek aan betaling van de bovenvermelde retributie ingebrekestellingen naar elke schuldenaar verstuurd worden per aangetekende brief;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzendingsdatum van de ingebrekestelling beschikken om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat de schuldenaars tot op heden de retributie(s) betaald noch betwist hebben en ze geen afbetalingsplan van hun schuld tegenover de gemeente hebben aangevraagd;

Overwegende dat de schulden aldus opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteontvanger een dwangbevel heeft opgesteld voor de

recuperatie van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de per aangetekende brief verstuurde ingebrekestelling zoals voorzien in hoofdstuk III artikels 37 en 38 van de retributieverordening, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 28 september 2017,

Beslist kennis te nemen van de lijst van de 6.615 dwangbevelen, opgesteld door de gemeenteontvanger voor onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

---

## Voirie - Wegen

### 27.06.2019/A/0017 **Remise en état de revêtements de voirie suite aux travaux d'égouttage exécutés par Vivaqua.- Exercice 2019.- Approbation et engagement de la dépense.- Mode de financement.**

Le Conseil,

Vu qu'un budget de 1.700.000 € est prévu à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires de 2019 pour l'amélioration de la voirie;

Vu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la Commune par l'IBrA qui entre-temps a changé de nom et est devenue Hydrobru, Hydrobru et Vivaqua ont fusionné et est devenu Vivaqua;

Vu l'état des revêtements des voiries à égoutter dans le bassin versant du Verrewinkelbeek dans le quartier Fond'Roy ou dans d'autres voiries dépourvues d'égout nécessitant après travaux une remise en état sur toute la surface de la voirie dès la fin des travaux d'égouttage;

Vu que pour des raisons techniques et pour une meilleure organisation de chantiers, Hydrobru a été désigné comme pouvoir adjudicateur qui intervient au nom de la Commune d'Uccle;

Vu qu'une convention a été établie à cet effet, approuvée par le Conseil communal du 30 mai 2013, approuvée par dépassement de délai par la Tutelle et signée par les deux parties le 3 septembre 2013;

Vu que la répartition de la prise en charge de la remise en état des voiries dépendra de l'année de la dernière réfection de la voirie. Si l'année de la dernière réfection de la voirie est récente (moins de 5 ans) et des travaux d'égouttage sur plus de 20 % de la surface du revêtement d'une voirie. Hydrobru prendra l'entièreté des travaux à sa charge – dans les autres cas une clé de répartition entre la Commune et Hydrobru (devenue Vivaqua) sera d'application;

Vu que pour l'année 2019, les rues pour lesquelles la convention sera d'application sont rue du Pacifique, avenue des Chalets, avenue de la Floride, chemin des Pêcheurs, rue de Boetendael et rue du Framboisier;

Vu que la dépense estimée de 400.000 € pour la quote-part de la commune d'Uccle dans les travaux d'asphaltage sera engagée à l'article 421/731-60/82 pour l'amélioration de la voirie 2019;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- de confier à Vivaqua l'attribution et l'exécution du marché d'asphaltage ou de pavage en vertu de la convention signée par les deux parties le 3 septembre 2013;
- d'approuver la dépense de 400.000 € TVAC pour les travaux d'asphaltage ou de pavage;
- d'engager la dépense de 400.000 € TVAC à l'article 421/731-60/82 amélioration de la voirie 2019.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

---

**Herstelling van de wegbedekking ten gevolge van de rioleringswerken uitgevoerd door Vivaqua.- Dienstjaar 2019.- Goedkeuring en vastlegging van de uitgave.- Financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien een budget van € 1.700.000 is voorzien onder artikel 421/731-60/82 van de buitengewone uitgaven voor de verbetering van de rijbaan in de buitengewone begroting 2019;

Aangezien de Gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS heeft goedgekeurd en dat intussen de naam van BrIS gewijzigd is naar Hydrobru, Hydrobru en Vivaqua zijn gefusioneerd en wordt genoemd Vivaqua;

Aangezien de staat van de wegbedekkingen van de wegen waar een riolering dient te worden aangelegd in het stroomgebied van de Verrewinkelbeek in de wijk Vronerode of in andere wegen die geen riolering hebben, na de werkzaamheden een heraanleg vereist over de hele oppervlakte van de rijbaan zodra de rioleringswerken zijn beëindigd;

Aangezien Hydrobru om technische redenen en voor een betere werforganisatie aangeduid is als aanbestedende overheid die in naam van de gemeente Ukkel zal optreden;

Aangezien daartoe een overeenkomst is opgesteld, goedgekeurd door de gemeenteraad van 30 mei 2013, goedgekeurd door overschrijding van de termijn door de toezichhoudende overheid en getekend door beide partijen op 3 september 2013;

Aangezien de kosten van de heraanleg van de wegen verdeeld zal worden volgens het jaar waarin de rijbaan de laatste keer is hersteld. Indien het jaar van de laatste herstelling van de rijbaan recent is (minder dan 5 jaar) en de rioleringswerken zich uitstrekken op meer dan 20 % van het oppervlak van de wegbedekking. Hydrobru neemt de volledige werken op zich - in de andere gevallen wordt een verdeelsleutel toegepast tussen de gemeente en Hydrobru;

Aangezien voor het jaar 2019 het een overeenkomst betreft de volgende straten : Stille Oceaanstraat, Kasteeltjeslaan, Floridalaan, Vissersweg, Boetendaelstraat en Frambozenstruikstraat;

Aangezien de uitgave op € 400.000 wordt vastgelegd voor het aandeel van de gemeente Ukkel in de asfalteringswerken, te boeken onder artikel 421/731-60/82 voor de verbetering van de rijbaan 2019;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- Vivaqua de toekenning van de uitvoering van de asfalteringsopdracht of de bestratingsopdracht toe te vertrouwen uit hoofde van de overeenkomst die beide partijen op 3 september 2013 hebben ondertekend;
- de op € 400.000 BTW inbegrepen inbegrepen uitgave goed te keuren voor de asfalterings- of bestratingswerken;
- de uitgave van € 400.000 BTW inbegrepen vast te leggen onder artikel 421/731-60/82 verbetering van de rijbaan 2019.



De Raad keurt het punt goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*20190521104911706.pdf*

*Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.*  
*Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.*

---

27.06.2019/A/0018 **Rue de Percke : Plan d'Alignement Général de l'Avenue Particulière menant au n° 104 depuis la rue de Percke.**

Le Conseil,

Attendu que la rue de Percke comporte une voirie annexe formant une antenne se dirigeant en direction du sud jusqu'à la limite avec la Commune de Linkebeek, sur le territoire de laquelle le chemin vicinal n° 41 en prend le relais;

Attendu que cette antenne, bien que dénommée « avenue particulière » sur la planche n° 17 de l'Atlas des Communications Vicinales dressé en 1850, y est dessinée sous forme de parcelle non cadastrée, et que le chemin n° 41 qui en prend le relais sur la Commune de Linkebeek est lui aussi établi sur du domaine non cadastré;

Attendu qu'un plan cadastral datant du milieu des années 1930 dessine lui aussi cette voirie sous forme de domaine public et lui attribue le nom rue de Percque (sic);

Attendu que le plan cadastral de 2002 ne renseigne plus cette voirie que sous forme de servitude, et que le plan cadastral numérisé a totalement fait disparaître cette voirie;

Attendu que cette voirie est équipée depuis plus de trente ans en eau potable, électricité et télécommunications, que les services postaux et de ramassage des immondices y pénètrent;

Attendu que le plan du permis de lotir n° 244 du 20 août 1974, non seulement dessine ce chemin, mais en outre prévoit de le compléter via l'abandon de propriété au profit de la voirie d'accès d'une aire de manœuvre de forme triangulaire;

Attendu que le lotisseur a failli à son obligation de cession, et que cette aire de manœuvre est donc restée propriété intégrante du n° 110 jusqu'à présent, mais est en pratique néanmoins accessible au public depuis la réalisation du lotissement;

Attendu que le propriétaire du n° 104, dont la parcelle est longée par cette « avenue particulière » jusqu'à la limite communale, avait obtenu du Collège en date du 23 novembre 1989 l'autorisation à titre précaire d'aménager l'assiette du chemin creux et d'y placer deux pilastres à condition de respecter le chemin de campagne de 4 m de largeur (sic);

Attendu que cette voirie est démunie d'égout public, mais que la présence du collecteur tout récemment construit sous la rue de Percke permet à présent d'y remédier, et qu'à la demande expresse de la Commune, Vivaqua accepte de poser un égout public dans cette voirie;

Attendu que Vivaqua a informé verbalement ce 11 février 2019 le service technique de la Voirie de son souhait de procéder à la pose de l'égout dans cette antenne dès la fin des travaux de pose de l'égout à travers le bois de Verrewinkel, c'est-à-dire à partir du mois de mars 2019;

Attendu que Vivaqua demande de lui indiquer l'alignement afin de savoir où implanter le collecteur et où faire aboutir les branchements en attente pour les raccordements privés;

Attendu que le seul plan général d'alignement concernant cette voirie est l'Atlas des Communications Vicinales de 1850, qui ne donne hélas aucune cote pour cette avenue et dont l'imprécision ne permet pas de reporter graphiquement l'alignement sur le terrain;

Attendu qu'il s'indique par ailleurs d'intégrer de manière claire et définitive l'aire de manœuvre du lotissement n° 244 dans l'espace public alors qu'elle constitue toujours une partie intégrante de la parcelle cadastrée sous F/ 443G;

Attendu cependant qu'une superficie d'environ 130 m<sup>2</sup> de cette aire de manœuvre est occupée par le jardin du propriétaire du n° 112, mais que la diminution de surface de cette aire ne s'avère ne pas poser de souci à la manœuvre de giration des camions de Bruxelles-Propreté;

Attendu que le service technique de la Voirie a dressé un projet de Plan Général d'Alignement destiné à définitivement confirmer les limites tant présentes que futures de cette voirie;

Attendu que seul le Conseil communal peut décider, après enquête publique, de créer ou de modifier un plan général d'alignement;

Attendu que le projet d'alignement général a déjà été approuvé provisoirement par le Collège en séance du 26 février 2019;

Vu les articles 27 et 28 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;

Vu les circulaires ministérielles des 30 mars 1907 et 25 octobre 1908 relatives à l'élaboration et à l'approbation des plans généraux d'alignement;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- d'approuver provisoirement le Plan Général d'Alignement proposé par le service technique de la Voirie;
- d'inviter le Collège à organiser une consultation publique.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **De Perckestraat : algemeen rooilijnplan van de bijzondere laan naar nr. 104 vanaf de de Perckestraat.**

De Raad,

Aangezien de de Perckestraat in zuidelijke richting een zijweg omvat tot aan de grens met de gemeente Linkebeek, op het grondgebied waarvan buurtweg nr. 41 het overneemt;

Aangezien deze zijweg, hoewel hij "bijzondere laan" genoemd wordt op kaart nr. 17 van de Atlas der Buurtwegen opgesteld in 1850, er getekend is in de vorm van een niet-gekadastreerd perceel, en aangezien weg nr. 41 die doorloopt in de gemeente Linkebeek ook in niet-gekadastreerd domein gelegen is;

Aangezien een kadastraal plan van midden jaren 1930 deze weg ook tekent in de vorm van openbaar domein en hem de naam de Percquestraat (sic) toekent;

Aangezien het kadastraal plan van 2002 deze weg slechts aanduidt in de vorm van erfdiensbaarheid en dit digitaal kadastraal plan deze weg volledig heeft doen verdwijnen;

Aangezien deze weg al meer dan dertig jaar voorzien is van drinkwater, elektriciteit en telecommunicatie en aangezien de post- en vuilnisophaaldiensten er langskomen;

Aangezien het plan van verkavelingsvergunning nr. 244 van 20 augustus 1974 deze weg niet alleen tekent, maar daarnaast voorziet hem te voltooiën via de eigendomsoverdracht ten bate van de toegangsweg van een driehoekige manoeuvreerruimte;

Aangezien de verkavelaar tekortgeschoten is in zijn verplichting tot overdracht en deze manoeuvreerruimte tot op heden dus onlosmakelijk eigendom gebleven is van nr. 110, maar in de praktijk echter voor het publiek toegankelijk is sinds de verwezenlijking van de verkaveling;

Aangezien de eigenaar van nr. 104, waarvan het perceel tot aan de gemeentegrens langs deze "bijzondere laan" ligt, op 23 november 1989 van het college tot wederopzeggens de

toelating had gekregen om de bedding van de holle weg aan te leggen en er twee pilasters te plaatsen, op voorwaarde dat hij de landweg van 4 meter breed in stand hield (sic);

Aangezien deze weg geen openbare riolering heeft, maar de recent aangelegde collector onder de de Perckestraat het nu mogelijk maakt dit te verhelpen, en aangezien Vivaqua op uitdrukkelijke vraag van de gemeente aanvaardt een openbare riolering aan te leggen in deze weg;

Aangezien Vivaqua de Technische Wegendienst op 11 februari 2019 mondeling geïnformeerd heeft over haar wens om over te gaan tot de plaatsing van de riolering in deze zijweg na afloop van de werken voor de aanleg van de riolering in het Verrewinkelbos, met andere woorden vanaf maart 2019;

Aangezien Vivaqua vraagt de rooilijn aan te duiden om te weten waar de collector geplaatst moet worden en waar de wachtleidingen voor de privé-aansluitingen moeten uitkomen;

Aangezien het enige algemeen rooilijnplan voor deze weg de Atlas der Buurtwegen uit 1850 is, die helaas geen enkel maatcijfer voor deze laan weergeeft en waarvan de onnauwkeurigheid het niet mogelijk maakt de rooilijn grafisch op het terrein over te nemen;

Aangezien het bovendien aangewezen is de manoeuvreerruimte van verkaveling nr. 244 duidelijk en definitief op te nemen in de openbare ruimte, aangezien ze nog steeds onlosmakelijk deel uitmaakt van het gekadastreerd perceel onder F/443G;

Aangezien een oppervlakte van ongeveer 130 m<sup>2</sup> van deze manoeuvreerruimte echter ingenomen wordt door de tuin van de eigenaar van nr. 112, maar de kleinere oppervlakte van deze ruimte geen problemen lijkt te stellen voor de draaibewegingen van de vrachtwagens van Net Brussel;

Aangezien de Technische Wegendienst een ontwerp van algemeen rooilijnplan opgesteld heeft om zowel de aanwezige als de toekomstige grenzen van deze weg definitief vast te leggen;

Aangezien alleen de gemeenteraad kan beslissen om, na een openbaar onderzoek, een algemeen rooilijnplan te scheppen of te wijzigen;

Aangezien het project van algemene rooilijnplan werd reeds voorlopig goedgekeurd door het College in zitting op 26 februari 2019;

Gelet op de artikelen 27 en 28 van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 30 maart 1907 en 25 oktober 1908 betreffende het opstellen en het goedkeuren van algemene rooilijnplannen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- het algemeen rooilijnplan voorgesteld door de Technische Wegendienst tijdelijk goed te keuren;
- het College te verzoeken een openbare raadpleging te organiseren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*UCCLE\_Cadaastre\_2002\_F7\_extrait-compressé.pdf,*

*UCCLE\_Cadaastre\_±1935\_F6\_extrait-compressé.pdf, Cadaastre\_2017.pdf,*

*Permis\_lotir\_244-1974\_plan terrier.pdf, Atlas Chemins Vicinaux 1850\_Plan 17\_extrait-compressé.pdf, Clos\_de\_Percke\_alignement\_2019\_avant-projet.pdf*

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Sports - Sport

27.06.2019/A/0019 **Prorogation du Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs pour la période 2019-2022.**

Le Conseil,

Considérant que le Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs, approuvé en séance du 24 novembre 2016, arrive à échéance ce 30 juin 2019;

Que de ce fait, le service des sports soumet à l'Assemblée la reconduction du présent règlement pour la période courant du 1er juillet 2019 au 30 juin 2022 (voir annexes);

Que les tarifs seront automatiquement indexés au 1er janvier de chaque année au taux de 2 %,

Décide d'approuver la reconduction du Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs et l'indexation des tarifs au 1er janvier de chaque année pour la période du 1er juillet 2019 au 30 juin 2022.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Verlenging van het vergoedingsreglement voor het gebruik van de Sportcentra 2019-2022.**

De Raad,

Overwegende dat het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra, goedgekeurd in zitting van 24 november 2016, op 30 juni 2019 zal verstrijken;

Overwegende dat de Sportdienst de vergadering verzoekt het onderhavige reglement te verlengen voor de periode van 1 juli 2019 tot 30 juni 2022 (zie bijlagen);

Overwegende dat de tarieven op 1 januari van elk jaar automatisch aangepast worden aan een tarief van 2 %,

Verleent zijn goedkeuring aan de verlenging van het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra en de indexering van de tarieven op 1 januari van elk jaar voor de periode van 1 juli 2019 tot 30 juni 2022.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Règlement redevance 2019-2022 NL.pdf, Règlement redevance 2019-2022.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

### Logement - Huisvesting

**Logement.- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et par des agences immobilières sociales.- Adaptation du règlement d'attribution.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales, entré en vigueur le 1er janvier 2018;

Vu les remarques de la Tutelle du 23 janvier 2019 concernant notre règlement d'attribution, approuvé le 29 novembre 2018 ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter des modifications à notre règlement d'attribution des logements communaux afin de répondre aux remarques de la Tutelle ;

Vu les problèmes rencontrés de plus en plus fréquemment avec de locataires dont les revenus donnent accès aux logements de type moyen mais qui sont incapables de s'acquitter des loyers une fois établis dans le logement;

Vu qu'une procédure menant à l'expulsion de ces locataires peut prendre jusqu'à une année et mener à une dette de loyer pouvant atteindre 10.000 € qu'il sera très difficile, voire impossible, de récupérer par la suite;

Attendu qu'il est probable que les précédents bailleurs de ces locataires problématiques aient déjà rencontré des difficultés pour obtenir le paiement des loyers dus;

Attendu que la majorité des sociétés immobilières, privées comme publiques, exigent des candidats locataires la preuve du paiement des 3 voire des 6 derniers mois de loyers afin de se prémunir contre les risques financiers liés au non-paiement des loyers;

Vu que le portail du logement de la Région de Bruxelles Capitale reprend les preuves de paiement des loyers antérieurs dans les informations que le propriétaire peut collecter auprès du candidat locataire (voir document en annexe);

Vu que, le conseiller juridique de Brulocalis et le Responsable de l'application du Règlement Général sur la Protection des Données de notre Administration n'ont trouvé aucune contradiction légale à l'exigence de produire ces preuves de paiement de loyer (Voir annexe);

Vu que cette exigence pourrait permettre d'éviter l'inscription de personnes n'ayant pas respecté leurs obligations contractuelles en termes de bail vis-à-vis de leur bailleur précédent et, par conséquent, d'éviter que ces personnes s'endettent auprès de la Régie Foncière et soient encore plus précarisées;

Attendu que la mise en évidence de problèmes de paiement de loyers pourrait permettre d'orienter les personnes concernées vers des sociétés de logements sociaux plutôt que de leur proposer des logements de type moyen dont ils ne peuvent pas acquitter les loyers,

Décide d'adopter le règlement d'attribution des logements communaux modifié.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 37 votes positifs, 1 vote négatif.

*Non : Cédric Didier Norré.*

---

**Huisvesting.- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2017 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld - Aanpassing van het toewijzingsreglement.**

De Raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2017 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld, van kracht op 1 januari 2018;

Gelet op de opmerkingen van de toezichthoudende overheid van 23 januari 2019 betreffende ons toewijzingsreglement, goedgekeurd op 29 november 2018;

Overwegende dat ons toewijzingsreglement van gemeentelijke woningen aangepast moet worden om te voldoen aan de voorschriften van het toezichthoudende overheid;

Gelet op de steeds vaker voorkomende problemen met huurders die door hun inkomen toegang krijgen tot middelgrote woningen, maar die hun huur niet kunnen betalen zodra ze zich in de woning gevestigd hebben;

Aangezien een procedure voor de uitzetting van deze huurders een jaar kan duren en kan leiden tot een huurachterstand die kan oplopen tot € 10.000, die daarna heel moeilijk of zelfs onmogelijk teruggevorderd kan worden;

Aangezien de vorige verhuurders van deze problematische huurders waarschijnlijk al moeilijkheden ondervonden hebben om de betaling van de verschuldigde huur te bekomen;

Aangezien de meerderheid van de vastgoedvennootschappen, zowel privaat als publiek, van kandidaat-huurders het betalingsbewijs van de 3 of 6 laatste maanden van de huur vragen om zich te beschermen tegen de financiële risico's die samenhangen met de niet-betaling van de huur;

Aangezien het huisvestingsportaal van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de betalingsbewijzen van de vorige huur bevat in de informatie die de eigenaar over de kandidaat-huurder kan inwinnen (zie document in de bijlage);

Aangezien de juridische adviseur van Brulocalis en de verantwoordelijke voor de toepassing van de algemene verordening gegevensbescherming van ons bestuur geen enkele wettelijke tegenspraak gevonden hebben tegen de vereiste om deze huurbetalingsbewijzen voor te leggen (zie bijlage);

Aangezien deze vereiste het mogelijk zou maken de inschrijving van personen te vermijden die hun contractuele verplichtingen inzake huur ten opzichte van hun vorige verhuurder niet nagekomen zijn en bijgevolg te vermijden dat deze personen schulden maken bij de Grondregie en nog meer in gevaar komen;

Aangezien het aantonen van huurbetalingsproblemen het mogelijk zou maken de betrokken personen door te sturen naar socialehuisvestingsmaatschappijen in plaats van ze middelgrote woningen voor te stellen waarvan ze de huur niet kunnen betalen.

Beslist het gewijzigde toekenningsreglement van gemeentewoningen aan te nemen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

*Nee : Cédric Didier Norré.*

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Portail du logement.pdf, Avis brulocalis et RGPD.pdf, 20190627 Reglement voor de toewijziging.pdf, Remarques tutelle 20190123.pdf, 20190627 Réglement d'attribution.pdf*

---

## Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

27.06.2019/A/0021 **Propriétés communales.- Immeuble vendu situé rue Auguste Danse, 3.- Avenant à**

## **L'occupation précaire.**

Le Conseil,

Considérant qu'il a été annoncé à la société DEXIN, nouveau propriétaire de l'immeuble rue Auguste Danse 3, représentée par son administrateur délégué Jean-Paul De Coster, que le bien ne sera libre que mi 2020;

Considérant que ce retard complique les projets de réhabilitation de Monsieur De Coster ainsi que son plan financier;

Considérant que celui-ci, par courrier du 6 novembre 2018, afin de combler sa perte financière due au retard, a demandé une augmentation de la redevance à 10.000 € ;

Considérant qu'il a demandé et rencontré l'Echevin des Propriétés communales pour discuter de ce dossier;

Considérant qu'un paiement de 10.000 € à partir du 1er septembre 2019 a été envisagé et que cela convient au propriétaire;

Considérant que le propriétaire devra être tenu au courant régulièrement de l'avancement du chantier et du futur déménagement;

Considérant que le 4 juin 2019, le Collège des Bourgmestres et Echevins a validé le paiement d'une redevance de 10.000 € à partir du 1er septembre 2019,

Décide d'approuver l'avenant à la convention d'occupation précaire signée entre la société DEXIN et son administrateur délégué, Jean-Paul De Coster et la Commune précisant que le montant de la redevance passera à 10.000 € par mois à partir du 1er septembre 2019, étant donné que l'immeuble sera libéré plus tard que ce qui était prévu dans la convention signée en 2017.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

## **Gemeente-eigendommen.- Verkocht gebouw Auguste Dansestraat, 3.- Bijvoegsel bij de preciaire bezetting.**

De Raad,

Overwegende dat aan de firma DEXIN, nieuwe eigenaar van het gebouw in de Auguste Dansestraat 3, vertegenwoordigd door haar afgevaardigd bestuurder Jean-Paul De Coster, meegedeeld werd dat het goed pas ontruimd zal worden midden 2020;

Overwegende dat deze vertraging de renovatiewerken van de heer De Coster en zijn financieel plan bemoeilijkt;

Overwegende dat hij in een brief van 6 november 2018 een verhoging van de retributie tot € 10.000 gevraagd heeft als compensatie voor zijn financieel verlies door de vertraging;

Overwegende dat hij de schepenen van Gemeente-eigendommen ontmoet heeft om dit dossier te bespreken;

Overwegende dat een betaling van € 10.000 vanaf 1 september 2019 overwogen werd en dat de eigenaar hiermee instemt;

Overwegende dat de eigenaar regelmatig op de hoogte gebracht moet worden van de vorderingen van de werken en de toekomstige verhuizing;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 4 juni 2019 de betaling van een retributie van € 10.000 vanaf 1 september 2019 goedgekeurd heeft,

Beslist het bijvoegsel bij de preciaire gebruiksovereenkomst tussen de firma DEXIN en haar afgevaardigd bestuurder, Jean-Paul De Coster, en de gemeente goed te keuren, dat bepaalt dat het bedrag van de retributie opgetrokken zal worden tot € 10.000 per maand vanaf 1 september 2019, aangezien het goed later zal vrijkomen dan voorzien in de overeenkomst die in 2017 ondertekend werd.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*2017 06 01 Conseil approbation convention et prix.pdf, 2019 avenant à la convention de 2017.pdf, 2017 06 27 Convention occupation 3 Danse signée.pdf, 2016 12 22 Conseil mise en vente publique.pdf*

---

27.06.2019/A/0022 **Propriétés communales.- Parking Saint-Pierre.- Modification de la convention.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Vu que le service des Propriétés communales donne en location des emplacements situés dans le sous-sol du Parking Saint-Pierre, situé rue du Doyenné 63;

Vu que, lors de la location, une convention est signée par les deux parties et remise aux futurs locataires;

Vu que la convention a été élaborée il y a des années et que le texte n'est plus adapté aux problèmes du quotidien;

Vu qu'afin de faciliter la communication entre le locataire et l'Administration et afin d'éviter, en cas de non-paiement du loyer, de devoir patienter une année avant de pouvoir résilier le contrat du locataire, le service envisage de modifier certains éléments de la convention actuelle, tels que :

- résiliation facilitée si non-paiement du loyer;
- adaptation du montant de la garantie;
- signalisation de soucis dans le parking;

Considérant par ailleurs que la liste d'attente tenue au service est limitée, sans doute à cause du changement de politique de stationnement à Uccle et la fréquence de faillites de commerces au centre d'Uccle;

Considérant qu'il serait dès lors intéressant de faire régulièrement de la publicité gratuite via le site Internet communal et le magazine Wolvendael;

Considérant que la nouvelle convention a été relue par le service Juridique,

Décide :

- d'approuver le nouveau contrat de location d'emplacement au parking Saint-Pierre, à appliquer aux futurs locataires;
- d'autoriser la parution de publicité gratuite pour ce parking, tant sur le site Internet communal que dans le magazine Wolvendael.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Parking Sint-Pieter.- Wijziging van de overeenkomst.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Aangezien de dienst Gemeente-eigendommen parkeerplaatsen verhuurt in de ondergrondse parking Sint-Pieter, gelegen Dekenijstraat 63;

Aangezien bij de verhuur een overeenkomst wordt ondertekend door beide partijen, die aan de toekomstige huurders bezorgd wordt;

Aangezien de overeenkomst jaren geleden opgesteld is en de tekst niet meer aangepast is



aan de huidige situatie;

Aangezien de dienst overweegt bepaalde elementen van de huidige overeenkomst te wijzigen om de communicatie tussen de huurder en het bestuur te vereenvoudigen en om in geval van niet-betaling van de huur geen jaar te moeten wachten voordat de overeenkomst van de huurder ontbonden kan worden, zoals :

- eenvoudige ontbinding in geval van niet-betaling van de huur;
- aanpassing van het bedrag van de waarborg;
- melden van problemen in de parking;

Overwegende bovendien dat de wachtlijst van de dienst beperkt is, waarschijnlijk wegens het gewijzigde parkeerbeleid in Ukkel en het herhaaldelijke faillissement van handelszaken in het centrum van Ukkel;

Overwegende dat het bijgevolg interessant zou zijn om regelmatig gratis reclame te maken op de website van de gemeente en in het Wolvendaelmagazine;

Overwegende dat de nieuwe overeenkomst nagelezen is door de Juridische dienst,

Beslist :

- de nieuwe huurovereenkomst voor parkeerplaatsen in parking Sint-Pieter, toe te passen op toekomstige huurders, goed te keuren;
- de publicatie van gratis reclame voor deze parking toe te staan, zowel op de website van de gemeente als in het Wolvendaelmagazine.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*2019 parking Saint-Pierre convention finale après Collège\_nl.pdf, 2019 Parking Saint Pierre convention après Collège.pdf*

---

27.06.2019/A/0023 **Propriétés communales.- Place Homère Goossens, 1, deuxième étage.- Occupation précaire d'un local au 2 étage pour un atelier d'artiste.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Considérant que le contrat d'occupation avec l'A.B.D relatif aux locaux du 1er étage place Homère Goossens, entré en vigueur le 1er janvier 2003, s'est terminé le 31 octobre 2018;

Considérant que depuis les locaux sont occupés en partie par l'asbl Force Douce, l'asbl les Passagers de la Force Douce, par l'Atelier littéraire et par Scripta Linea;

Considérant qu'il reste encore des locaux disponibles;

Considérant que Michel Keymolen, secrétaire à la Commune dans le service de la Régie foncière est également peintre;

Considérant qu'au deuxième étage se trouve un espace grenier qui lui conviendrait pour un atelier en dehors des heures de travail;

Considérant que cet espace n'est ni chauffé ni aménagé;

Considérant que Monsieur Keymolen souhaite occuper le local et s'engage à le prendre tel quel, sous sa responsabilité et à l'aménager pour son atelier ;

Considérant que le local serait occupé par une seule personne quelques heures par semaine;

Considérant que les toilettes seraient partagées avec les autres occupants en bonne harmonie;

Considérant qu'aucune décision n'a encore été prise quant à l'avenir du bâtiment mentionné;

Considérant qu'une convention d'occupation précaire de cet espace pourrait être signée par Monsieur Michel Keymolen,

Décide :

- de prendre connaissance de la demande de Monsieur Michel Keymolen;
- d'autoriser la mise à disposition du local E, situé au 2e étage de l'immeuble situé place Homère Goossens, n° 1, moyennant une redevance de 20 € par mois, à Monsieur Keymolen pour son atelier de peinture, sous sa responsabilité à l'entière décharge de la Commune;
- d'approuver la convention d'occupation précaire en sa faveur, aux conditions suivantes : résiliation possible en un mois et durée indéterminée.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Homère Goossenplein, 1, tweede verdieping.- Precaire bezetting van een lokaal op de 2de verdieping voor een kunstatelier.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Overwegende dat de gebruiksovereenkomst met de ABD voor de lokalen op de eerste verdieping van het Homère Goossensplein, in werking getreden op 1 januari 2003, afgelopen is op 31 oktober 2018;

Overwegende dat de lokalen sindsdien deels gebruikt worden door de V.Z.W. Force Douce, de V.Z.W. Les Passagers de la Force Douce en het Atelier littéraire;

Overwegende dat er nog lokalen beschikbaar zijn;

Overwegende dat Michel Keymolen, secretaris binnen de Grondregie van de gemeente, eveneens schilder is;

Overwegende dat er zich op de tweede verdieping een zolderruimte bevindt die hem gepast lijkt als atelier buiten de werkuren;

Overwegende dat deze ruimte niet ingericht is en er geen verwarming is;

Overwegende dat de heer Keymolen het lokaal wenst te gebruiken in de huidige toestand, onder zijn verantwoordelijkheid, om er zijn atelier in te richten;

Overwegende dat het lokaal door één enkele persoon gedurende enkele uren per week gebruikt zou worden;

Overwegende dat de toiletten in goede verstandhouding gedeeld zouden worden met de andere gebruikers;

Overwegende dat er nog geen beslissing genomen is over de toekomst van het voornoemde gebouw;

Overwegende dat er een preciaire gebruiksovereenkomst voor deze ruimte afgesloten zou kunnen worden met de heer Michel Keymolen,

Beslist :

- kennis te nemen van de aanvraag van de heer Michel Keymolen;
- zijn toelating te verlenen aan de terbeschikkingstelling van lokaal E, gelegen op de tweede verdieping van het gebouw op het Homère Goossensplein 1, middels een vergoeding van € 20 per maand, aan de heer Keymolen voor zijn schildersatelier, onder zijn verantwoordelijkheid, tot volledige ontlasting van de gemeente;
- de preciaire gebruiksovereenkomst hiervoor goed te keuren op de volgende voorwaarden : opzegging mogelijk binnen de maand, onbepaalde duur.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

27.06.2019/A/0024 **Propriétés communales.- Terrain communal situé entre la rue Geleytsbeek et la chaussée de Saint-Job.- Résiliation d'une convention d'occupation précaire et approbation d'une nouvelle convention d'occupation précaire à durée déterminée.- Principe et conditions.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Considérant qu'en date du 28 mai 2015, le Conseil communal a consenti, à titre précaire pour une durée de cinq années, l'occupation d'une partie du terrain communal d'environ 270 m<sup>2</sup>, situé entre la rue Geleytsbeek et la chaussée Saint-Job, cadastré 4ème division, section E, 234 X 11 (anciennement 234 A 9) au profit d'une habitante riveraine;

Considérant que la partie mise en location ne concernait pas le sentier public sur la parcelle et était constituée d'environ 215 m<sup>2</sup> de terrain;

Considérant que cette bande de terre, contiguë au numéro 291, a été acquise par notre Commune pour cause d'utilité publique, destinée à servir de support au réseau d'égouttage desservant ces deux voies publiques;

Considérant que l'intérêt des riverains est motivé par le désir d'entretenir ce bien (tonte du gazon, arrachage des mauvaises herbes, élagage des arbustes) et de profiter d'un petit jardin;

Considérant qu'en date du 7 mai 2019, l'occupante du terrain a demandé la résiliation de la convention d'occupation, suite à son déménagement en dehors de la Région;

Considérant qu'elle explique que c'est son père, habitant une maison plus loin, qui a toujours entretenu le terrain et qu'elle propose qu'il puisse continuer, via une convention d'occupation à son nom;

Considérant que l'avenir de ce terrain n'est pas encore déterminé;

Considérant qu'une nouvelle convention d'occupation précaire d'une durée de cinq ans renouvelable, aux mêmes conditions que la précédente a été établie, moyennant une redevance annuelle équivalente à celle de l'année dernière elle-même basée initialement sur le même prix unitaire que pour les potagers communaux, soit 0,25 €/m<sup>2</sup>/an;

Considérant que, pour les raisons suivantes, il conviendrait que l'occupation soit à nouveau consentie pour un temps déterminé et à titre précaire :

la Commune doit pouvoir reprendre l'usage du terrain à tout moment;

les principes de bonne gestion du patrimoine public déconseillent de concéder l'occupation privative d'un bien communal pour une durée indéterminée avec faculté de renonciation anticipée (hors la réglementation particulière aux logements sociaux);

Considérant que l'occupation devrait être exclusivement attribuée à la personne désignée, sans possibilité de sous-location ni de cession à qui que ce soit,

Décide :

- de prendre acte de la résiliation par Mme Tamara Devillers de la convention d'occupation du terrain communal, d'environ 215 m<sup>2</sup>, situé entre la rue Geleytsbeek et la chaussée Saint-Job;

- de consentir, l'avenir du terrain n'étant pas encore déterminé, à titre précaire et pour une durée de 5 années, prenant cours le 1er juillet 2019 mais résiliable avant terme, à l'occupation d'une partie du terrain communal, d'environ 215 m<sup>2</sup>, situé entre la rue Geleytsbeek et la chaussée Saint-Job, cadastré 4ème division, section E, 234 X 11 (anciennement 234 A 9) au profit de Monsieur Michel Devillers, domicilié chaussée Saint-

Job 289, moyennant le paiement d'une redevance annuelle indexable de 56,85 EUR, en vue d'assurer l'entretien régulier du terrain et sa préservation de toute occupation sauvage ainsi que du versage de détritiques et objets encombrants;  
- d'adopter la convention qui reprend également les autres conditions de l'occupation.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Gemeentelijk terrein tussen de Geleytsbeekstraat en de Sint-Jobsesteenweg.- Verbreking van een preciaire bezettingsovereenkomst en goedkeuring van een nieuwe preciaire bezettingsovereenkomst van bepaalde duur.- Principe en voorwaarden.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Overwegende dat de gemeenteraad op 28 mei 2015 zijn goedkeuring heeft verleend aan de preciaire bezetting, voor een periode van 5 jaar, van een gedeelte van het gemeentelijke terrein van ± 270 m<sup>2</sup>, gelegen tussen de Geleytsbeekstraat en de Sint-Jobsesteenweg, gekadastréerd 4de afdeling, sectie E, 234 X 11 (voorheen 234 A 9) ten bate van een aangrenzende bewoonster;

Overwegende dat het verhuurde gedeelte niet het openbaar voetpad op het perceel betreft en het ± 215 m<sup>2</sup> groot is;

Overwegende dat deze strook grond, grenzend aan nummer 291, door onze gemeente werd aangekocht ten algemene nutte, bestemd als drager van het rioleringsnet dat deze twee openbare wegen bedient;

Overwegende dat het belang van de inwoners gemotiveerd wordt door de wens om dit goed te onderhouden (gras maaien, onkruid verwijderen, struiken snoeien) en te kunnen genieten van een kleine tuin;

Overwegende dat de bezetter van het terrein op 7 mei 2019 gevraagd heeft de bezettingsovereenkomst te verbreken omdat ze naar buiten het gewest verhuist;

Overwegende dat ze aangeeft dat haar vader, die enkele huizen verderop woont, het terrein steeds heeft onderhouden en ze voorstelt dat hij dit verder zou kunnen doen, via een bezettingsovereenkomst op zijn naam;

Overwegende dat de toekomst van dit terrein nog niet bepaald is;

Overwegende dat er een nieuwe preciaire bezettingsovereenkomst afgesloten kan worden, voor een duur van vijf jaar, vernieuwbaar, aan dezelfde voorwaarden als de voorgaande overeenkomst, middels een jaarlijkse vergoeding die gelijk is aan die van vorig jaar, gebaseerd op dezelfde eenheidsprijs voor gemeentelijke moestuintjes, ofwel € 0,25 /m<sup>2</sup>/jaar;

Overwegende dat het om de volgende redenen een preciaire bezettingsovereenkomst van bepaalde duur moet zijn:

de gemeente moet het gebruik van het goed te allen tijde kunnen overnemen;

de principes van een goed beheer van het openbaar patrimonium raden af een privaat bezetting van een gemeentelijk goed toe te kennen voor een onbepaalde duur met mogelijkheid tot vervroegde afstand (buiten bijzondere reglementering inzake sociale huisvesting);

Overwegende dat de bezetting uitsluitend toegekend zou worden aan de aangestelde persoon, zonder de mogelijkheid om het terrein onder te verhuren of over te dragen,

Beslist :

- akte te nemen van de verbreking door mevr. Tamara Devillers van de bezettingsovereenkomst van het gemeentelijke terrein, van ± 215 m<sup>2</sup>, gelegen tussen de

Geleytsbeekstraat en de Sint-Jobsesteenweg;

- zijn goedkeuring te verlenen - de toekomst van het terrein is nog niet bepaald - aan de preciaire bezetting, voor een duur van 5 jaar, met ingang op 1 juni 2019, van een gedeelte van het gemeentelijke terrein, van ± 215 m<sup>2</sup>, gelegen tussen de Geleytsbeekstraat en de Sint-Jobsesteenweg, gekadastréerd 4de afdeling, sectie E, 234 X 11 (voorheen 234 A 9) ten bate van de heer Michel Devillers, gehuisvest in de Sint-Jobsesteenweg 289, middels de betaling van een jaarlijkse geïndexeerde vergoeding van 56,85 EUR, om te zorgen voor het regelmatig onderhoud van het terrein en elk ongepast gebruik en sluikestorten van afval en grof vuil te voorkomen;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst die eveneens de andere bezettingsvoorwaarden bevat.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*2019 06 Convention d'occupation Devillers Michel.pdf, 2019 05 07 IN résiliation convention Tamara et demande Michel Devillers.pdf, 2015 05 28 Delib CC convention Tamara Devillers.pdf, 2015 08 18 Convention signée Tamara Devillers.pdf*

---

## Régie foncière - Grondregie

27.06.2019/A/0025 **Régie Foncière.- Bâtiment Stalle-Neerstalle - Family Corner, chaussée de Neerstalle, 458.- Approbation d'une convention avec l'A.S.B.L. « Maison Médicale Etoile Santé » pour organiser des activités de prévention, dont un atelier de rencontre - couture.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Considérant qu'en date du 8 octobre 2015, le Collège des Bourgmestres et Echevins a émis un avis favorable quant à la relocation de la surface commerciale située chaussée de Neerstalle 454-456-458 et a décidé de permettre la séparation du rez-de-chaussée commercial en trois entités distinctes;

Considérant que l'Echevinat de la Familles-Crèches, Santé et Egalités des Chances cherchait un local afin de pouvoir y créer un lieu dédié à la famille et à son bien-être;

Considérant qu'en date du 19 mai 2016, le Collège des Bourgmestres et Echevins a marqué son accord de principe quant à l'attribution du local d'angle, dénommé local A, pour une maison de soutien à la parentalité;

Considérant qu'en date du 23 juin 2016, le Conseil Communal a approuvé la création, dans ce local A d'une maison de l'Enfance, des Familles et de la Parentalité, gérée par l'échevinat de la Familles-Crèches, Santé et Egalité des Chances et dénommée le Family Corner;

Considérant que diverses associations occupent déjà les lieux, à tour de rôle et selon un planning organisé;

Considérant que le service a rédigé une convention d'occupation type pour ce Family Corner qui a obtenu l'accord du service juridique;

Considérant que l'A.S.B.L. « Maison Médicale Etoile Santé » a besoin d'un local pour continuer ses activités de rencontre et de prévention (atelier couture, atelier dents, ...) afin

de sortir de l'isolement les personnes inscrites à la Maison Médicale Etoile Santé;

Considérant que la convention commencerait le 1<sup>er</sup> du mois qui suit le jour de sa signature et qu'elle ne prévoit pas de dépôt de garantie locative;

Considérant que les conditions principales de l'occupation sont : activités le lundi après-midi de 14h à 16h plus quelques soirées, redevance mensuelle couvrant les charges énergétiques de 30 €, durée indéterminée et préavis de 3 mois si résiliation par la commune,

Décide d'approuver la nouvelle convention d'occupation du Family Corner, local A, chaussée de Neerstalle 458, en faveur de l'A.S.B.L. "Maison Médicale Etoile Santé", dont le siège est situé rue de Stalle 171 à 1180 Bruxelles, d'une durée indéterminée et mentionnant le paiement d'un montant mensuel de 30 € pour couvrir le loyer et les charges énergétiques.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Grondregie. - Gebouw Stalle-Neerstalle - Family Corner, Neerstallesteenweg 458.-  
Goedkeuring van een overeenkomst met de V.Z.W. "Maison Médicale Etoile Santé"  
om preventieacties te organiseren, waaronder ontmoetingen - een naaiatelier.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 8 oktober 2015 een gunstig advies afgeleverd heeft voor het opnieuw verhuren van de handelsruimtes op de Neerstallesteenweg 454-456-458 en beslist heeft toe te laten dat deze gelijkvloerse handelsoppervlakte in drie aparte eenheden opgesplitst wordt;

Overwegende dat de dienst Gezinnen-Kinderdagverblijven, Gezondheid en Gelijke Kansen op zoek was naar een ruimte om een plek in te richten voor het gezin en het welzijn binnen het gezin;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 19 mei 2016 zijn principeakkoord verleend heeft voor de toekenning van het lokaal op de hoek, genaamd lokaal A, voor een huis om gezinnen te ondersteunen;

Overwegende dat de gemeenteraad op 23 juni 2016 heeft ingestemd met het oprichten in dit lokaal A van een huis voor het kleine kind, voor gezinnen en ouders, beheerd door de dienst Gezinnen-Kinderdagverblijven, Gezondheid en Gelijke Kansen en genaamd Family Corner;

Overwegende dat verschillende verenigingen deze plaats al gebruiken, beurtelings en volgens een georganiseerde planning;

Overwegende dat de dienst een modelgebruiksovereenkomst voor deze Family Corner opgesteld heeft, die goedgekeurd werd door de Juridische dienst;

Overwegende dat de vzw "Maison Médicale Etoile Santé" een lokaal nodig heeft om haar ontmoetingen en preventieacties voort te zetten (naaiatelier, tandenworkshop, ...) om personen ingeschreven bij het Maison Médicale Etoile Santé uit de eenzaamheid te halen;

Overwegende dat de overeenkomst zou beginnen te lopen op de 1e dag van de maand volgend op de dag van de ondertekening en dat er geen huurwaarborg in bepaald wordt;

Overwegende dat de voornaamste gebruiksvoorwaarden de volgende zijn: activiteiten op maandagnamiddag van 14 tot 16 uur en enkele avonden, maandelijkse retributie van € 30 om de energiekosten te dekken, onbepaalde duur en opzegtermijn van 3 maanden in geval van ontbinding door de gemeente,

Beslist de nieuwe gebruiksovereenkomst voor de Family Corner, lokaal A, Neerstallesteenweg 458, goed te keuren ten bate van de V.Z.W. "Maison Médicale Etoile

Santé", met zetel in de Stallestraat 171 te 1180 Brussel, voor een onbepaalde duur en met vermelding van de betaling van een maandelijks bedrag van € 30 om de huur en de energiekosten te dekken.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*7 annexes / 7 bijlagen*

*2019 06 13 Family Corner conditions occupation.pdf, 2019 02 15 OUT mail proposition convention.pdf, 2018 10 23 IN mail infos convention.pdf, 2019 05 Convention d'occupation Atelier couture changée après Collège.pdf, 2019 02 20 IN mail postposer.pdf, 2019 05 10 IN mails conditions.pdf, Statut asbl.pdf*

---

27.06.2019/A/0026 **Régie foncière.- Bâtiment Stalle-Neerstalle - Family Corner, chaussée de Neerstalle, 458.- Approbation d'une nouvelle convention avec l'A.S.B.L. "Centre d'Hébergement pour Sourds et Malentendants" CHSM.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Considérant qu'en date du 8 octobre 2015, le Collège des Bourgmestre et Echevins a émis un avis favorable quant à la relocation de la surface commerciale située chaussée de Neerstalle 454-456-458 et a décidé de permettre la séparation du rez-de-chaussée commercial en trois entités distinctes;

Considérant que l'Echevinat de la Familles-Crèches, Santé et Egalités des Chances cherchait un local afin de pouvoir y créer un lieu dédié à la famille et à son bien-être;

Considérant qu'en date du 19 mai 2016, le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord de principe quant à la création, dans le local A, d'une maison de soutien à la parentalité, dénommée le Family Corner;

Considérant qu'en date du 23 juin 2016, le Conseil Communal a approuvé la création, dans le local A, d'une maison de l'Enfance, des Familles et de la Parentalité, gérée par l'échevinat de la Familles-Crèches, Santé et Egalité des Chances;

Considérant que l'association sans but lucratif « Centre d'Hébergement pour Sourds et Malentendants » CHSM cherche un local pour organiser 2 après-midis d'entraînements sportifs de disciplines concourant pour les Specials Olympics;

Considérant que l'association a notamment pour objet d'améliorer l'organisation d'activités éducatives et récréatives pour les sourds et malentendants;

Considérant que les activités seraient chaque fois organisées pour 7 résidents du CHSM sis 100 rue du Melkriek accompagnés de 2 éducateurs;

Considérant que le matériel utilisé ne serait pas entreposé sur place et que la salle serait remise en état après chaque occupation;

Considérant que ce local A conviendrait parfaitement à ce type de rencontre;

Considérant que les activités se dérouleraient de septembre à juin, excepté durant les vacances scolaires;

Considérant qu'un maintien du paiement de la redevance d'occupation a été maintenu toute l'année pour l'A.S.B.L. « Lieu pour jouer » malgré une suspension des activités en été, la redevance représentant, même symboliquement, un maintien des droits et de l'usage;

Considérant qu'ici la convention d'occupation y relative devrait également couvrir toute l'année;

Considérant qu'en comparant les redevances demandées aux différentes associations, un montant mensuel de 25 euros pourrait être sollicité, correspondant à une charge forfaitaire couvrant les dépenses énergétiques, le nettoyage et toutes autres dépenses liées aux charges communes du bâtiment;

Considérant que la convention commencerait le 1<sup>er</sup> du mois qui suit le jour de sa signature et qu'elle ne prévoit pas de dépôt de garantie locative;

Considérant que les conditions principales de l'occupation sont : activités les mardis et jeudis de 13h30 à 16h, redevance mensuelle couvrant les charges énergétiques de 50 €, durée indéterminée et préavis de 3 mois si résiliation par la commune,

Décide d'approuver la nouvelle convention d'occupation du Family Corner, local A, chaussée de Neerstalle 458, en faveur de l'A.S.BL. « Centre d'Hébergement pour Sourds et Malentendants », CHSM, dont le siège est situé rue de la Charrette, 15-17 à 1200 Bruxelles, d'une durée indéterminée et mentionnant le paiement d'un montant mensuel de 50 € pour couvrir le loyer et les charges énergétiques.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Grondregie.- Gebouw Stalle-Neerstalle - Family Corner, Neerstallesteenweg 458.-  
Goedkeuring van een nieuwe overeenkomst met de V.Z.W. "Centre d'Hébergement  
pour Sourds et Malentendants" CHSM.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 8 oktober 2015 een gunstig advies afgeleverd heeft voor het opnieuw verhuren van de handelsruimtes op de Neerstallesteenweg 454-456-458 en beslist heeft toe te laten dat deze gelijkvloerse handelsoppervlakte in drie aparte eenheden opgesplitst wordt;

Overwegende dat de dienst Gezinnen-Kinderdagverblijven, Gezondheid en Gelijke Kansen op zoek was naar een ruimte om een plek in te richten voor het gezin en het welzijn binnen het gezin;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 19 mei 2016 zijn principeakkoord verleend heeft voor de oprichting in lokaal A van een huis om gezinnen te ondersteunen, genaamd Family Corner;

Overwegende dat de gemeenteraad op 23 juni 2016 heeft ingestemd met het oprichten in dit lokaal A van een huis voor het kleine kind, voor gezinnen en ouders, beheerd door de dienst Gezinnen-Kinderdagverblijven, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Overwegende dat de vereniging zonder winst oogmerk "Centre d'Hébergement pour Sourds et Malentendants" CHSM een lokaal zoekt om 2 namiddagen sporttrainingen te organiseren voor disciplines die deelnemen aan de Special Olympics;

Overwegende dat de vereniging meer bepaald als doel heeft de organisatie van educatieve en recreatieve activiteiten voor doven en slechthorenden te verbeteren;

Overwegende dat de activiteiten telkens georganiseerd zouden worden voor 7 bewoners van het CHSM in de Melkriekstraat 100, begeleid door 2 opvoeders;

Overwegende dat het gebruikte materiaal niet ter plaatse opgeborgen zou worden en dat de zaal na elk gebruik in haar oorspronkelijke staat hersteld zou worden;

Overwegende dat dit lokaal A perfect voor dergelijke ontmoetingen in aanmerking komt;

Overwegende dat de activiteiten zouden plaatsvinden van september tot juni, behalve tijdens de schoolvakanties;

Overwegende dat de betaling van de gebruiksvergoeding het hele jaar behouden werd voor de V.Z.W. "Lieu pour jouer" ondanks de opschorting van de activiteiten in de zomer,



aangezien de retributie zelfs symbolisch een behoud van de rechten en het gebruik betekent;

Overwegende dat de desbetreffende gebruiksovereenkomst hier ook het volledige jaar zou moeten dekken;

Overwegende dat, bij vergelijking van de retributies die aan de verschillende verenigingen gevraagd worden, een maandelijks bedrag van € 25 gevraagd zou kunnen worden als forfaitaire bijdrage voor het energieverbruik, de schoonmaak en alle andere uitgaven in verband met de gemeenschappelijke lasten van het gebouw;

Overwegende dat de overeenkomst zou beginnen te lopen op de 1e dag van de maand volgend op de dag van de ondertekening en dat er geen huurwaarborg in bepaald wordt;

Overwegende dat de voornaamste gebruiksvoorwaarden de volgende zijn: activiteiten op dinsdag en donderdag van 13.30 tot 16 uur, maandelijks retributie van € 50 om de energiekosten te dekken, onbepaalde duur en opzegtermijn van 3 maanden in geval van ontbinding door de gemeente,

Beslist de nieuwe gebruiksovereenkomst voor de Family Corner, lokaal A, Neerstallesteenweg 458, goed te keuren ten bate van de V.Z.W. "Centre d'Hébergement pour Sourds et Malentendants" CHSM, met zetel in de Karrestraat 15-17 te 1200 Brussel, voor een onbepaalde duur en met vermelding van de betaling van een maandelijks bedrag van € 50 om de huur en de energiekosten te dekken.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*8 annexes / 8 bijlagen*

*2019 06 Convention Abilis CHSM changée après Collège.pdf, 2019 06 13 Family Corner conditions occupation.pdf, 2018 04 16 Extrait Moniteur nominations.pdf, 2017 10 17 Extrait Moniteur statuts CHSM.pdf, 2019 06 05 IN mail signataire.pdf, 2019 04 03 IN CHSM réseau Abilis demande occupation.pdf, 2011 02 01 Extrait Moniteur statuts CHSM.pdf, 2019 04 04 IN mail demande occupation.pdf*

*Lise Goetghebuer quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Cédric Didier Norré quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

27.06.2019/A/0027 **Régie foncière.- Box de garage à la Montagne de Saint-Job.- Modification de la convention.**

Le Conseil,

Considérant la Nouvelle Loi communale et notamment l'article 232 ;

Vu que le service de la Régie foncière donne en location des box de garage situés Montagne de Saint-Job ;

Vu que, lors de la location, une convention est signée par les deux parties et remise aux futurs locataires ;

Vu que la convention a été élaborée il y a des années et que le texte n'est plus adapté aux problèmes du quotidien ;

Vu qu'afin de faciliter la communication entre le locataire et l'Administration et afin d'éviter, en cas de non-paiement du loyer, de devoir patienter une année avant de pouvoir résilier le contrat du locataire, le service envisage de modifier certains éléments de la convention actuelle, tels que :

résiliation facilitée si non-paiement du loyer

adaptation du montant de la garantie  
signalisation de soucis dans le parking ;  
Considérant que la nouvelle convention a été relue par le service Juridique ;

Décide :

D'approuver le nouveau contrat de location de box de garage, à appliquer aux futurs locataires.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

---

### **Grondregie.- Garageboxen Berg van Sint-Job.- Wijziging van de overeenkomst.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Aangezien de dienst Grondregie garageboxen verhuurt in de Berg van Sint-Job;

Aangezien bij de verhuur een overeenkomst wordt ondertekend door beide partijen, die aan de toekomstige huurders bezorgd wordt;

Aangezien de overeenkomst jaren geleden opgesteld is en de tekst niet meer aangepast is aan de huidige situatie;

Aangezien de dienst overweegt bepaalde elementen van de huidige overeenkomst te wijzigen om de communicatie tussen de huurder en het bestuur te vereenvoudigen en om in geval van niet-betaling van de huur geen jaar te moeten wachten voordat de overeenkomst van de huurder ontbonden kan worden, zoals:

Eenvoudige ontbinding in geval van niet-betaling van de huur

Aanpassing van het bedrag van de waarborg

Melden van problemen in de parking;

Overwegende dat de nieuwe overeenkomst nagelezen is door de Juridische dienst;

Beslist:

De nieuwe huurovereenkomst voor garageboxen, toe te passen op toekomstige huurders, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*2019 Box Saint-Job convention après Collège \_nl.pdf, 2019 Box Saint-Job convention après Collège.pdf*

---

### **27.06.2019/A/0028 Régie foncière.- Parking Polders.- Modification de la convention.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Vu que le service de la Régie foncière donne en location des emplacements de parking situés rue des Polders 16;

Vu que, lors de la location, une convention est signée par les deux parties et remise aux futurs locataires;

Vu que la convention a été élaborée il y a des années et que le texte n'est plus adapté aux problèmes du quotidien;

Vu qu'afin de faciliter la communication entre le locataire et l'Administration et afin d'éviter, en cas de non-paiement du loyer, de devoir patienter une année avant de pouvoir résilier le contrat du locataire, le service envisage de modifier certains éléments de la convention actuelle, tels que :

- résiliation facilitée si non-paiement du loyer;
- adaptation du montant de la garantie;
- signalisation de soucis dans le parking;

Considérant par ailleurs que la liste d'attente tenue au service est limitée, sans doute à cause du changement de politique de stationnement à Uccle et la fréquence de faillites de commerces au centre d'Uccle;

Considérant qu'il serait dès lors intéressant de faire régulièrement de la publicité gratuite via le site Internet communal et le magazine Wolvendael;

Considérant que la nouvelle convention a été relue par le service Juridique,

Décide :

- d'approuver le nouveau contrat de location d'emplacement au parking Polders, à appliquer aux futurs locataires;
- d'autoriser la parution de publicité gratuite pour ce parking, tant sur le site Internet communal que dans le magazine Wolvendael.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

---

### **Grondregie.- Parking Polders.- Wijziging van de overeenkomst.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Aangezien de Grondregie parkeerplaatsen in de Poldersstraat 16 verhuurt;

Aangezien bij de verhuur een overeenkomst wordt ondertekend door beide partijen, die aan de toekomstige huurders bezorgd wordt;

Aangezien de overeenkomst jaren geleden opgesteld is en de tekst niet meer aangepast is aan de huidige situatie;

Aangezien de dienst overweegt bepaalde elementen van de huidige overeenkomst te wijzigen om de communicatie tussen de huurder en het bestuur te vereenvoudigen en om in geval van niet-betaling van de huur geen jaar te moeten wachten voordat de overeenkomst van de huurder ontbonden kan worden, zoals :

- eenvoudige ontbinding in geval van niet-betaling van de huur;
- aanpassing van het bedrag van de waarborg;
- melden van problemen in de parking;

Overwegende bovendien dat de wachtlijst van de dienst beperkt is, waarschijnlijk wegens het gewijzigde parkeerbeleid in Ukkel en het herhaaldelijke fa dat de wachtlijst van de dienst beperkt is, waarschijnlijk wegens het gewijzigde parkeerbeleid in Ukkel en het herhaaldelijke faillissement van handelszaken in het centrum van Ukkel;

Overwegende dat het bijgevolg interessant zou zijn om regelmatig gratis reclame te maken op de website van de gemeente en in het Wolvendaelmagazine;

Overwegende dat de nieuwe overeenkomst nagelezen is door de Juridische dienst,

Beslist :

- de nieuwe huurovereenkomst voor parkeerplaatsen in parking Polders, toe te passen op de toekomstige huurders, goed te keuren;
- de publicatie van gratis reclame voor deze parking toe te staan, zowel op de website van

de gemeente als in het Wolvendaelmagazine.

De Raad keurt het punt goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*2019 Parking Polders convention finale présentée au Conseil.pdf*

---

27.06.2019/A/0029 **Régie foncière.- Approbation des comptes de la Régie foncière pour l'exercice 2018.**

Le Conseil,  
Considérant que le service a transmis les comptes annuels de la Régie foncière pour l'exercice 2018;  
Considérant que ces comptes ont été établis conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;  
Considérant qu'ils comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan et qu'ils sont accompagnés d'un rapport qui représente les résultats des comptes,  
Décide d'approuver les comptes annuels 2018 de la Régie foncière.

Le Conseil approuve le point.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**Grondregie.- Goedkeuring van de rekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2018.**

De Raad,  
Overwegende dat de dienst de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2018 heeft overgemaakt ;  
Overwegende dat die rekeningen opgesteld werden overrenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven ;  
Overwegende dat ze de begrotingsrekening, de resultatenrekening en het balans bevatten, en dat er een verslag aan wordt bijgevoegd, dat de resultaten van de rekeningen vertegenwoordigt ;  
Beslist de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2018 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*  
*Compte 2018.pdf, Explications compte régie 2018.pdf*

---

**DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT**

**Maintenance - Onderhoud**

**Projet U / bâtiment Fabricom.- Aménagement intérieur du nouveau centre administratif.- Lot 1 : mobilier (guichets accessibles au public) et cuisines (bars et équipements inox et appareils).- Lot 2 : éclairage d'un hall public.- Marché public de travaux - Procédure ouverte - Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux travaux d'aménagement intérieur du nouveau centre administratif (Projet U/bâtiment Fabricom), sis rue Gatti de Gamond, 254;

Considérant que ces travaux sont scindés en deux lots distincts :

- lot 1 : mobilier (guichets accessibles au public) et cuisines (bars, équipements inox et appareils);

- lot 2 : éclairage d'un hall public;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le Bureau d'Architecture S.A. Engineering Verhaegen à 1160 Bruxelles a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 440.000,00 € (majoration comprise et hors tva), soit 532.400,00 € (majoration et tva 21 % comprises) pour le lot 1, de 175.000,00 € (majoration comprise et hors tva), soit 211.750,00 € (majoration et tva 21 % comprises) pour le lot 2, soit 615.000,00 € (majoration comprise et hors tva), soit 744.150,00 € (majoration et tva 21 % comprises) pour les deux lots;

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense précitée à l'article 137/723-60/80 du budget extraordinaire 2019;

Vu l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 35 et 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant qu'en application de la législation concernant les administrations partiellement assujetties, la tva sera directement versée au SPF Finances par les soins de notre administration,

Décide :

- d'approuver le projet de procéder aux travaux d'aménagement intérieur du nouveau centre administratif (Projet U/bâtiment Fabricom) sis rue Gatti de Gamond, 254 scindés en deux lots distincts, à savoir lot 1 : mobilier (guichets accessibles au public) et cuisines (bars, équipements inox et appareils) et lot 2 : éclairage d'un hall public;

d'approuver les documents du marché (cahier spécial des charges et plan général de sécurité et de santé);

- d'approuver la passation d'un marché par procédure ouverte conformément aux articles 35 et 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

- d'approuver l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir pour le lot 1 à 440.000,00 € (majoration comprise et hors tva), soit 532.400,00 € (majoration et tva 21 % comprises), pour le lot 2 à 175.000,00 € (majoration comprise et hors tva), soit 211.750,00 € (majoration et tva 21 % comprises), soit pour les deux lots à 615.000,00 € (majoration comprise et hors tva), soit 744.150,00 € (majoration et tva 21 % comprises) à engager à l'article 137/723-60/80 du budget extraordinaire 2019;

- d'approuver le financement de la dépense par emprunt;

- de transmettre ce dossier aux services de la tutelle pour l'exercice de la tutelle générale de suspension ou d'annulation.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 34 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi.*

---

**Project U / gebouw Fabricom.- Binneninrichting van het nieuwe administratieve centrum.- Perceel 1 : meubilair (loketten toegankelijk voor het publiek) en keuken (cafés en apparatuur inox en toestellen).- Perceel 2 : verlichting van een openbare hal.- Overheidsopdracht voor werken.- Openbare procedure.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is werken uit te voeren aan de binneninrichting van het nieuw administratief centrum (Project U/Fabricomgebouw), gelegen Gatti de Gamondstraat 254;

Overwegende dat deze werken opgesplitst worden in twee aparte percelen :

- Perceel 1 : meubilair (loketten voor het publiek) en keukens (bars, benodigdheden in roestvrij staal en toestellen);

- Perceel 2 : verlichting van een openbare hal;

Overwegende dat er voor de voornoemde werken een overheidsopdracht geplaatst moet worden;

Overwegende dat de nv Bureau d'Architecture Engineering Verhaegen te 1160 Brussel het bestek opgesteld heeft, dat een maximale uitgave van € 440.000,00 voorziet (inclusief verhoging en excl. btw), hetzij € 532.400,00 (inclusief verhoging en 21 % btw) voor perceel 1 en € 175.000,00 (inclusief verhoging en excl. btw), hetzij € 211.750,00 (inclusief verhoging en 21 % btw) voor perceel 2, hetzij € 615.000,00 (inclusief verhoging en excl. btw) ofwel € 744.150,00 (inclusief verhoging en 21 % btw) voor de twee percelen;

Overwegende dat de voornoemde uitgave geboekt moet worden onder artikel 137/723-60/80 van de buitengewone begroting 2019;

Gelet op artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 35 en 36 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat, in toepassing van de wetgeving betreffende deels onderworpen besturen, de btw rechtstreeks door ons bestuur aan de FOD Financiën overgemaakt zal worden,

Beslist :

- het project goed te keuren om werken uit te voeren aan de binneninrichting van het nieuw administratief centrum (Project U/Fabricomgebouw) gelegen Gatti de Gamondstraat 254, opgesplitst in twee aparte percelen, meer bepaald perceel 1 : meubilair (loketten voor het publiek) en keukens (bars, benodigdheden in roestvrij staal en toestellen) en perceel 2 : verlichting van een openbare hal;

- de opdrachtdocumenten (bestek en Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan) goed te keuren;

- de plaatsing van een opdracht via openbare procedure goed te keuren, overeenkomstig artikel 35 en 36 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

- de raming van de totale overwogen uitgave goed te keuren, meer bepaald voor perceel 1 op € 440.000,00 (inclusief verhoging en excl. btw), hetzij € 532.400,00 (inclusief verhoging en 21 % btw), voor perceel 2 op € 175.000,00 (inclusief verhoging en excl. btw), hetzij € 211.750,00 (inclusief verhoging en 21 % btw), hetzij voor de twee percelen op € 615.000,00 (inclusief verhoging en excl. btw) ofwel € 744.150,00 (inclusief verhoging en 21 % btw), vast te leggen op artikel 137/723-60/80 van de buitengewone begroting 2019;

- de financiering van de uitgave via lening goed te keuren;

- dit dossier over te dragen aan de diensten van de voogdijoverheid voor het uitoefenen van het algemeen toezicht van schorsing of vernietiging.

De Raad keurt het punt goed.  
36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 onthoudingen.  
*Onthoudingen : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi.*

*8 annexes / 8 bijlagen*

*1526-20-MOB - Lot 1 métré récap\_190614.pdf, Projet U\_Guichets\_Clauses  
administratives\_17.06.2019.pdf, 1526-20-MOB - Lot 2 métré ESTIMATIF\_190614.pdf,  
1526-20-MOB - Lot 1 CSC\_190614.pdf, Formulaire d'offre\_FR\_17.06.2019.pdf, 1526-20-  
MOB - Lot 2 CSC\_190614.pdf, 1526-20-MOB - Lot 1 métré ESTIMATIF\_190614.pdf,  
1526-20-MOB - Lot 2 métré récap\_190614.pdf*

*Lise Goetghebuer entre en séance / treedt in zitting.  
Cédric Didier Norré entre en séance / treedt in zitting.*

---

## **DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

### **Environnement - Milieu**

27.06.2019/A/0031 **Campagne Uccle, commune du commerce équitable.- Plan d'action 2019-2021 et questionnaire d'évaluation.**

Le Conseil,

Considérant qu'Uccle a reçu officiellement le titre symbolique et honorifique « d'Uccle, Commune du Commerce équitable » en août 2018;

Considérant que pour conserver ce titre la Commune doit réaliser une évaluation de la campagne - sous la forme d'un questionnaire -, et formuler des actions futures - sous la forme d'un plan d'action - via le Comité de Pilotage de la campagne;

Considérant que ces documents doivent être remis au coordinateur de la campagne "Communes du commerce équitable" dans un délai d'un an après l'obtention du titre, soit pour septembre 2019 au plus tard, puis tous les deux ans;

Considérant que le Plan d'action doit au minimum contenir 4 actions à réaliser durant la période 2019-2021, que ces actions doivent être choisies dans au moins 2 des 6 critères de la campagne, et que les critères pour lesquels le jury a estimé qu'Uccle était faible - comité de pilotage diversifié et partenaires adhérant à la campagne, notamment les entreprises - doivent être prioritaires;

Considérant qu'à l'instar d'autres communes engagées dans la campagne, Uccle souhaite aller au-delà des objectifs demandés pour le renouvellement du titre et souhaite proposer un Plan d'action à la fois ambitieux et réaliste;

Vu la Déclaration de Politique Générale du Collège, prévoyant notamment le renforcement de produits bio, locaux et équitables dans les repas scolaires, le soutien et la valorisation des commerces locaux s'inscrivant dans une démarche durable, la poursuite des actions menées faisant d'Uccle une "Commune du Commerce équitable", le soutien à la création d'une boutique équitable à Uccle et de nombreuses actions liées à l'alimentation saine et durable réparties dans plusieurs compétences;

Considérant que plusieurs actions en faveur du commerce équitable ont déjà été mises en

œuvre et proposées au Collège par le service de l'Environnement depuis l'obtention du titre, notamment : le placement de panneau « Uccle, commune du commerce équitable » à 3 entrées de la Commune, un soutien financier au Jeune Magasin du Monde du Collège Saint-Pierre, l'organisation de la deuxième édition du petit déjeuner équitable destiné au personnel, l'organisation d'un petit déjeuner équitable lors de la Journée de l'eau 2019, la promotion de l'engagement de la Commune dans cette campagne dans la brochure destinée aux agents entrants, et l'organisation d'un premier Comité de Pilotage participatif le 8 mai 2019;

Considérant qu'une proposition de Plan d'action, ci-jointe, a été soumise à ce Comité de Pilotage présidé par les Échevines de l'Environnement, de la Solidarité Internationale et de la Participation citoyenne, auquel 15 personnes ont participé, et que les participants ont pu formuler des remarques, proposer des amendements, et prioriser les actions;

Considérant que la mise en œuvre de ce Plan d'Action nécessitera une approche multidisciplinaire et transversale impliquant notamment les compétences de la Solidarité Internationale, de la Participation citoyenne, de l'Environnement, de la Centrale des Marchés, de l'Économie et le commerce, de l'HORECA, de l'Éducation, de la Communication, des Manifestations publiques, etc.;

Considérant quant au questionnaire d'évaluation ci-joint que celui-ci a récemment pris la forme d'une enquête en ligne appelée « fairomètre » dont le remplissage permettra de générer une « note » illustrant les efforts mis en place par les communes;

Considérant que cet outil en ligne a pour objectif de créer de la visibilité - les réponses à ce questionnaire sont visibles du grand public-, et de créer une concurrence positive entre les communes, avec la possibilité de se voir remettre un prix,

Décide :

- d'approuver le Plan d'action ci-joint et d'autoriser son envoi au jury de la campagne Commune du Commerce équitable dans l'optique de préserver le titre obtenu;
- d'approuver le questionnaire d'évaluation ci-joint et d'autoriser sa mise en ligne sur le site du «fairomètre ».

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Campagne Ukkel, Fairtradegemeente.- Actieplan 2019-2021 en evaluatievragenlijst.**

De Raad,

Overwegende dat Ukkel in augustus 2018 de symbolische eretitel "Ukkel, Fairtradegemeente" officieel overhandigd kreeg;

Overwegende dat de gemeente om deze titel te behouden de campagne moet evalueren (aan de hand van een vragenlijst) en toekomstige acties moet formuleren (in de vorm van een actieplan) via de stuurgroep van de campagne;

Overwegende dat deze documenten aan de coördinator van de campagne "Fairtradegemeente" bezorgd moeten worden binnen een termijn van een jaar na de overhandiging van de titel, hetzij uiterlijk tegen september 2019, en daarna om de twee jaar;

Overwegende dat het actieplan minstens 4 acties voor de periode 2019-2021 moet omvatten, dat deze acties gekozen moeten worden binnen minstens 2 van de 6 criteria van de campagne en dat de criteria waarvoor Ukkel volgens de jury zwak presteert - veelzijdige stuurgroep en partners van de campagne, meer bepaald bedrijven - voorrang moeten krijgen;

Overwegende dat Ukkel, net als andere gemeenten die in de campagne verwickeld zijn, verder wil gaan dan de gevraagde doelstellingen voor de vernieuwing van de titel en een



ambitieux maar realistisch actieplan wil voorstellen;

Gelet op de algemene beleidsverklaring van het college, dat meer bepaald voorziet in de versterking van biologische, lokale en eerlijke producten in de maaltijden op school, de ondersteuning en de opwaardering van lokale handelaars die duurzame initiatieven ondernemen, het voortzetten van de acties die van Ukkel een "Fairtradegemeente" maken, de ondersteuning voor de oprichting van een eerlijke winkel in Ukkel en talrijke acties rond gezonde en duurzame voeding verspreid over verschillende bevoegdheden;

Overwegende dat de Milieudienst sinds de overhandiging van de titel al meerdere acties ten bate van fair trade uitgewerkt en aan het college voorgesteld heeft, meer bepaald: het plaatsen van een bord "Ukkel, Fairtradegemeente" aan drie toegangswegen tot de gemeente, een financiële steun aan de Wereldwinkel van het College Saint-Pierre, de organisatie van een tweede editie van het fairtrade-ontbijt voor het personeel, de organisatie van een fairtrade-ontbijt tijdens de Wereldwaterdag 2019, de promotie van het engagement van de gemeente voor deze campagne in de brochure voor nieuwe personeelsleden en de organisatie van een eerste participatieve stuurgroep op 8 mei 2019;

Overwegende dat een voorstel van actieplan, opgenomen in de bijlage, voorgelegd werd aan deze stuurgroep, voorgezeten door de schepenen van Milieu, Internationale Solidariteit en Burgerinspraak, waaraan 15 personen deelgenomen hebben, en dat de deelnemers opmerkingen konden formuleren, verbeterpunten konden voorstellen en voorrang konden geven aan bepaalde acties;

Overwegende dat de uitvoering van dit actieplan een multidisciplinaire en transversale aanpak vereist die meer bepaald de bevoegdheden van Internationale Solidariteit, Burgerinspraak, Milieu, Opdrachtencentrale, Economie en Handel, Horeca, Onderwijs, Communicatie, Openbare Manifestaties, enz. inhoudt;

Overwegende dat de bijgevoegde evaluatievragenlijst onlangs de vorm aangenomen heeft van een online enquête genaamd "fairometer", die na het invullen leidt tot een "cijfer" ter illustratie van de inspanningen van de gemeenten;

Overwegende dat deze online tool als doel heeft de zichtbaarheid te verhogen - de antwoorden op deze vragenlijst zijn zichtbaar voor het grote publiek - en positieve concurrentie tussen de gemeenten te stimuleren, met de mogelijkheid om een prijs in de wacht te slepen,

Beslist :

- het bijgevoegde actieplan goed te keuren en toestemming te verlenen het naar de jury van de campagne Fairtradegemeente te sturen om de behaalde titel te kunnen behouden;
- de bijgevoegde evaluatievragenlijst goed te keuren en toestemming te verlenen hem op de website van de "fairometer" te zetten.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Questionnaire Commune du commerce équitable ok.pdf, Plan d'Action Uccle Commune du commerce équitable.pdf*

---

27.06.2019/A/0032 **Règlement d'octroi de la prime pour le placement d'une mare naturelle.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines

subventions;

Considérant qu'une mare constitue un élément paysager intéressant en milieu urbain, qu'elle contribue à la verdurisation des espaces tout en constituant un important élément du maillage écologique, en plus d'un effet thermique bénéfique en milieu urbanisé;

Considérant qu'elle favorise la biodiversité et qu'elle sert d'habitat pour de nombreuses espèces dont notamment les libellules, les tritons, et d'abreuvoir pour d'autres comme les mésanges et les renards;

Considérant qu'une mare constitue un outil didactique pour les enfants de tous âges ;

Considérant qu'il n'existe actuellement pas d'autre incitant financier de ce type en Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que ce type d'aménagement entraîne un investissement financier très variable en fonction des matériaux choisis, de la dimension de la mare et de la typologie du jardin concerné;

Considérant qu'un montant de 12.000 € a été inscrit à l'article 879/522-51/93 du budget extraordinaire 2019 pour les subsides aux ménages;

Considérant que le budget à prévoir pour les prochaines années sera adapté en fonction du succès de la prime en 2019;

Décide :

- d'approuver le texte du règlement ci-dessous et le formulaire en annexe relatifs à la prime pour le placement d'une mare naturelle;
- d'octroyer une prime correspondant à 50 % du prix total de la mare, y compris les éventuelles plantations et main d'œuvre selon le règlement précité, avec un maximum de € 150,00.

### **Règlement d'octroi de la prime pour le placement d'une mare naturelle**

#### Préambule

Vu que le Collège communal a, dans sa déclaration de politique générale 2018 - 2024, décidé de valoriser les espaces naturels, la faune et la flore indigène ;

Considérant que les mares ont un grand intérêt en termes de biodiversité et qu'il y a dès lors lieu de promouvoir leur placement dans le domaine privé ;

Considérant que le placement d'une mare naturelle ne nécessite pas de grands travaux et qu'il peut même être réalisé dans un petit jardin urbain.

#### Article 1<sup>er</sup> : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

##### **1. Mare :**

Etendue d'eau d'une superficie de minimum 2 m<sup>2</sup> comprenant une profondeur, en un point de la mare, de minimum 80 cm et une pente douce inférieure ou égale à 45 degrés.

##### **2. Mare naturelle :**

Mare dont l'intervention humaine sur la vie du milieu aquatique est limitée au strict minimum, permettant ainsi un développement naturel pérenne des espèces.

#### Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement vise, dans les limites des crédits budgétaires annuels prévus à cet effet, à octroyer une prime pour la création d'une mare sur une parcelle située sur la Commune d'Uccle.

La prime sera également octroyée pour la rénovation d'une mare existante sur le territoire de la Commune d'Uccle dont l'intégrité du revêtement ne serait plus garantie (vieillesse, porosité, percement racinaire, etc.). Dans ce cas, une photo de la membrane endommagée sera jointe à la demande de prime.

Il peut s'agir d'une mare dont le fond est constitué par :

- Un bassin rigide préformé ;
- Une bâche souple ;
- De la fibre de verre imprégnée de résine polyester ;
- De l'argile ;
- De tout autre moyen d'étanchéification que les précédents, à l'exception du béton, mais qui devra être validé par le pouvoir subsidiant ;

Le système peut être installé par un entrepreneur ou par le demandeur de la prime dans quel cas, seuls les matériaux ayant servi à sa construction seront pris en compte dans le montant de la prime.

Sont également compris dans le montant de la prime : les éventuelles plantes indigènes implantées dans la mare.

Les systèmes d'aération/oxygénation artificiels sont autorisés mais ne seront pas pris en compte dans le calcul du montant de la prime.

Les systèmes de bacs rectangulaires surélevés et les mares dont le fond est constitué de béton sont exclus.

### Article 3 : Intervention de la Commune

Il ne peut y avoir qu'une seule prime octroyée par bien immobilier bâti ou non bâti situé à une même adresse et sur la même parcelle cadastrale.

Dans l'hypothèse où un même demandeur sollicite la prime pour plusieurs biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés à différentes adresses et différentes parcelles cadastrales, la prime est octroyée par bien immobilier avec un maximum de quatre par demandeur.

Il ne peut y avoir qu'une seule prime par mare et par jardin.

Le montant de la prime est fixé à 50 % du prix total de la mare, y compris les éventuelles plantations indigènes ou celles reprises dans la liste des espèces conseillées par Bruxelles Environnement ou par Natagora (disponible sur demande), ainsi que l'éventuelle main d'œuvre, avec un maximum de € 150,00.

Une majoration de 50,00 € sera accordée pour les mares naturelles réalisées par une entreprise d'économie sociale, par une entreprise de travail adapté ou par une entreprise d'insertion sociale. La facture de l'entreprise concernée et au nom du demandeur servira de preuve pour l'octroi de la majoration.

Dans le cas où le montant des travaux devait être inférieur au montant prévu de la prime, l'intervention de la Commune ne pourra excéder 100% de l'investissement consenti.

Cette prime peut être cumulée avec d'éventuelles autres aides à concurrence de 100% du maximum du coût total.

Si d'autres aides sont perçues pour le même objet, elles doivent figurer dans la demande de prime. Les documents doivent faire apparaître le montant des primes déjà sollicitées et

pour quels investissements. L'administration se réserve le droit, avant le paiement de la prime communale, de vérifier le bon paiement de ces autres aides.

#### Article 4 : Qualité du demandeur

La prime est octroyée aux personnes physiques et morales qui ont réalisé l'investissement. Peuvent introduire une demande de prime pour le placement d'une mare :

- le propriétaire ou copropriétaire ;
- tout titulaire d'un droit réel d'un bien immobilier ;
- le locataire d'un bien immobilier, détenteur du bail à loyer ou du bail emphytéotique, avec accord écrit du propriétaire pour le placement de la mare.

#### Article 5 : Introduction et traitement des demandes

§1. Le demandeur introduit son dossier à l'administration communale soit par courrier recommandé, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par courriel en format pdf, dans les 6 mois prenant cours à la date mentionnée sur la preuve d'achats des matériaux de construction ou sur la facture de solde de l'entrepreneur, au moyen du formulaire rédigé par l'administration. En tout état de cause, passé ce délai de 6 mois, la prime ne peut plus être octroyée.

§2. Le formulaire de demande est accompagné de :

- la preuve d'achat (facture(s) acquittée(s), extrait(s) de compte ou ticket(s) de caisse(s)) ;
- des photos de la mare naturelle avant et après travaux.

Dans l'hypothèse où l'administration communale ne disposerait pas des données relatives à la preuve d'un droit sur l'immeuble, elle pourra exiger au demandeur les documents complémentaires suivants :

- pour le propriétaire ou copropriétaire, une attestation de propriété ;
- pour le titulaire d'un droit réel immobilier, la preuve de ce droit par tout document tel qu'une attestation d'enregistrement du bail à loyer ou du bail emphytéotique, demandée aux bureaux des enregistrements ou une copie de celle-ci, une copie certifiée conforme du document attestant que vous détenez l'usufruit ou êtes titulaire du droit de superficie sur le bien.

§3. Lorsque le dossier de demande est complet, un accusé de réception du dossier complet est adressé au demandeur.

Les dossiers complets seront soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

§4. Un registre des demandes est tenu en fonction de la date de réception des demandes complètes.

Dans l'hypothèse où le nombre de demandes excède le budget annuel disponible, les demandes réputées complètes seront traitées selon la date de leur dépôt jusqu'à épuisement du budget.

§5. Lorsque le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à introduire les renseignements et/ou documents manquants dans un délai de 60 jours à dater de la date d'envoi du courrier déclarant la demande incomplète.

A défaut pour le demandeur de compléter sa demande dans le délai imparti, il ne sera pas tenu compte de sa demande et la prime ne sera pas octroyée.

#### Article 6 : Prescriptions techniques

La mare doit avoir une superficie minimum de 2 m<sup>2</sup>. Elle doit comprendre une profondeur, en un point de la mare, obligatoirement de minimum 80 cm, idéalement 1 m, afin de conserver une zone d'eau libre dépourvue de végétation aquatique servant d'abri aux animaux de la mare en cas de forte gelée.

Elle doit également comprendre une pente douce, inférieure ou égale à 45 degrés, afin de permettre le développement de la végétation ainsi que le passage aisé des animaux.

Une pente plus raide est autorisée pour les petits plans d'eau (2 à 5 m<sup>2</sup>).

L'introduction de tous types d'animaux (poissons, palmipèdes, batraciens,...) et d'espèces invasives (plantes et animaux) est proscrite.

Uniquement les espèces de plantes indigènes ou conseillées par Bruxelles Environnement et/ou Natagora seront prises en compte dans le calcul de la prime (listes disponibles auprès du Service de l'Environnement).

La mare doit être réalisée dans les règles de l'art et ce conformément à l'article 640 du Code Civil précisant que le propriétaire supérieur – situé à l'amont - ne peut aggraver la situation hydraulique naturelle du fond inférieur – situé à l'aval (exemple : mare dépourvue d'un trop-plein, ou trop-plein de la mare qui se déverserait sur la parcelle inférieure).

#### Article 7 : Obligations incombant au bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- respecter les prescriptions techniques conformément à l'article 6 ;
- maintenir la mare en parfait état de conservation pendant une durée minimum de 5 ans ;
- autoriser la Commune d'Uccle à faire procéder sur place aux vérifications utiles pendant une durée de 5 ans ;
- en cas de cession de son droit sur le bien immobilier pendant la durée de 5 ans initiale, faire respecter les obligations au présent article à tout cessionnaire.

#### Article 8 : Remboursement

Sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires, le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision de recouvrement :

- en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par le présent règlement ;
- en cas de non-respect d'un engagement souscrit conformément à l'article 7.

#### Article 9 : Législation applicable

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique à la présente prime, à l'exception de son article 5, définissant les

obligations spécifiques à une personne morale tels bilans, comptes et rapport de gestion.

#### Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Le Conseil approuve le point. Une évaluation sera faite après un an.

38 votants : 34 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Chiraz El Fassi, Yaël Ariane Nour Haumont.*

---

### **Toekenningsreglement van de premie voor de aanleg van een natuurlijke poel.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat een poel een interessant landschapsonderdeel vormt in een stedelijk milieu, dat hij bijdraagt tot de vergroening van de ruimtes, een belangrijk onderdeel van het ecologisch netwerk vormt en bovendien een gunstig thermisch effect heeft in een verstedelijkt gebied;

Overwegende dat hij de biodiversiteit bevordert en dienst doet als habitat voor talrijke soorten, waaronder waterjuffers en tritons, en als drinkplaats voor andere soorten zoals mezen en vossen;

Overwegende dat een poel een didactisch hulpmiddel vormt voor kinderen van alle leeftijden;

Overwegende dat er momenteel geen andere financiële stimulans van dit type bestaat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat dit type inrichting een erg variabele financiële investering met zich meebrengt, naargelang het gekozen materiaal, de afmetingen van de poel en de typologie van de betrokken tuin;

Overwegende dat een bedrag van € 12.000 ingeschreven werd op artikel 879/522-51/93 van de buitengewone begroting 2019 voor subsidies aan gezinnen;

Overwegende dat het te voorziene budget voor de komende jaren aangepast zal worden op basis van het succes van de premie in 2019;

Beslist :

- de tekst van het reglement hieronder en het formulier in de bijlage met betrekking tot de premie voor de aanleg van een natuurlijke poel goed te keuren;
- een premie toe te kennen die overeenkomt met 50 % van de totaalprijs van de poel, inclusief de eventuele beplantingen en het handwerk volgens het voornoemde reglement, met een maximum van € 150,00.

### **Toekenningsreglement van de premie voor de aanleg van een natuurlijke poel**

#### Inleiding

Aangezien het schepencollege in zijn algemene beleidsverklaring 2018-2024 beslist heeft de natuurlijke ruimtes en de inheemse fauna en flora op te waarderen;

Overwegende dat poelen van groot belang zijn voor de biodiversiteit en de aanleg ervan in privédoelgebied aangemoedigd moet worden;

Overwegende dat de aanleg van een natuurlijke poel geen grote werken vereist en zelfs mogelijk is in een kleine stadstuin.

### Artikel 1: Definities

Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder:

#### 1. **Poel:**

Wateroppervlak met een oppervlakte van minstens 2 m<sup>2</sup>, een diepte op een punt in de poel van minstens 80 cm en een zachte helling lager dan of gelijk aan 45 graden.

#### 2. **Natuurlijke poel:**

Poel waarin de menselijke tussenkomst op het leven van het watermilieu tot het strikt noodzakelijke beperkt is, zodat de soorten zich natuurlijk en duurzaam kunnen ontwikkelen.

### Artikel 2: Toepassingsveld

Binnen de grenzen van de jaarlijkse begrotingskredieten die hiervoor voorzien zijn, strekt het onderhavige reglement ertoe een premie toe te kennen voor de aanleg van een poel op een perceel in de gemeente Ukkel.

De premie wordt ook toegekend voor de renovatie van een bestaande poel op het grondgebied van de gemeente Ukkel waarvan de ongeschonden toestand van de bekleding niet meer gegarandeerd zou zijn (veroudering, poreusheid, doorboring door wortels, enz.). In dit geval wordt bij de premieaanvraag een foto van het beschadigde membraan gevoegd. Het kan gaan om een poel waarvan de bodem bestaat uit:

- Een voorgevormd hard bekken;
- Een buigzaam dekzeil;
- Glasvezel ingestreken met polyesterhars;
- Klei;
- Elk ander verdichtingsmiddel (met uitzondering van beton), dat echter goedgekeurd moet worden door de subsidiërende overheid;

Het systeem kan geplaatst worden door een aannemer of door de aanvrager van de premie, in welk geval enkel het materiaal voor de aanleg ervan in aanmerking genomen zal worden voor het bedrag van de premie.

Zijn eveneens begrepen in het bedrag van de premie: de eventuele inheemse planten die in de poel geplant worden.

Kunstmatige ventilatie-/zuurstoftoevoersystemen zijn toegestaan maar worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van het bedrag van de premie.

Systemen met verhoogde rechthoekige bakken en poelen met een betonnen bodem zijn uitgesloten.

### Artikel 3: Tussenkomst van de gemeente

Er wordt slechts een premie toegekend per bebouwd of onbebouwd onroerend goed

gelegen op eenzelfde adres en op hetzelfde kadastraal perceel.

Indien eenzelfde aanvrager de premie aanvraagt voor meerdere bebouwde of onbebouwde onroerende goederen gelegen op verschillende adressen en verschillende kadastrale percelen, wordt de premie toegekend per onroerend goed, met een maximum van vier premies per aanvrager.

Er wordt slechts een premie per poel en per tuin toegekend.

Het bedrag van de premie wordt bepaald op 50 % van de totaalprijs van de poel, inclusief de eventuele inheemse planten of de planten die opgenomen zijn in de lijst met soorten aanbevolen door Leefmilieu Brussel of Natagora (beschikbaar op aanvraag), alsook het eventuele handwerk, met een maximum van € 150,00.

Er wordt een verhoging van € 50,00 toegekend voor natuurlijke poelen die door een onderneming van sociale economie, door een sociale werkplaats of door een bedrijf voor maatschappelijke integratie aangelegd worden. De factuur van de betrokken onderneming op naam van de aanvrager dient als bewijs voor de toekenning van de verhoging.

Indien het bedrag van de werken lager ligt dan het voorziene bedrag van de premie, kan de tussenkost van de gemeente niet hoger liggen dan 100 % van de toegestane investering.

Deze premie kan gecumuleerd worden met eventuele andere bijstand ten belope van 100 % van het maximum van de totaalkost.

Indien er voor hetzelfde voorwerp andere bijstand ontvangen wordt, moet dit in de premieaanvraag vermeld worden. De documenten moeten het bedrag van de reeds aangevraagde premies vermelden en voor welke investeringen. Het bestuur behoudt zich het recht voor, voor de uitbetaling van de gemeentelijke premie, om de correcte betaling van deze andere bijstand te controleren.

#### Artikel 4: Hoedanigheid van de aanvrager

De premie wordt toegekend aan natuurlijke en rechtspersonen die de investering gemaakt hebben.

Kunnen een premieaanvraag voor de aanleg van een poel indienen:

- De eigenaar of mede-eigenaar;
- Elke houder van een zakelijk recht op een onroerend goed;
- De huurder van een onroerend goed, houder van de huur of de erfpacht, met schriftelijke toestemming van de eigenaar voor de aanleg van de poel.

#### Artikel 5: Indiening en behandeling van de aanvragen

§1. De aanvrager dient zijn dossier in bij het gemeentebestuur, ofwel per aangetekende zending, ofwel door indiening tegen ontvangstbevestiging, ofwel per e-mail in pdf, binnen de 6 maanden vanaf de datum vermeld op het aankoopbewijs van de bouwmaterialen of op de saldfactuur van de aannemer, aan de hand van het formulier opgesteld door het bestuur. Na deze termijn van 6 maanden kan de premie in ieder geval niet meer toegekend worden.

§2. Bij het aanvraagformulier horen:

- Het aankoopbewijs (vereffende factuur/facturen, rekeninguittreksel(s) of kasticket(s));
- Foto's van de natuurlijke poel voor en na de werken

Indien het gemeentebestuur niet zou beschikken over de gegevens voor het bewijs van een recht op het onroerend goed, kan het aan de aanvrager de volgende bijkomende



documenten vragen:

- Voor de eigenaar of mede-eigenaar, een eigendomsbewijs;
- Voor de houder van een zakelijk onroerend recht, het bewijs van dit recht door eender welk document, zoals een attest van registratie van de huur of de erfpacht, aangevraagd aan het registratiekantoor of een kopie ervan, een eensluidend verklaard afschrift van het document dat aantoonst dat u het vruchtgebruik bezit of houder bent van een recht van opstal op het goed.

§3. Indien het aanvraagdossier volledig is, krijgt de aanvrager een ontvangstbevestiging van een volledig dossier.

De volledige dossiers worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

§4. Er wordt een lijst met aanvragen bijgehouden op basis van de ontvangstdatum van volledige aanvragen.

Als het aantal aanvragen het jaarlijks beschikbare budget overschrijdt, worden de volledige aanvragen behandeld volgens de datum waarop zij ingediend worden, tot uitputting van het budget.

§5. Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt de aanvrager verzocht de ontbrekende inlichtingen en/of documenten in te dienen binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de verzenddatum van de brief die kennis geeft van een onvolledige aanvraag.

Indien de aanvrager zijn aanvraag niet vervolledigt binnen de toegestane termijn, wordt geen rekening gehouden met zijn aanvraag en wordt de premie niet toegekend.

#### Artikel 6: Technische voorschriften

De poel moet een minimumoppervlakte van 2 m<sup>2</sup> hebben. Hij moet op een punt in de poel een diepte hebben van minstens 80 cm, idealiter 1 meter, om een zone vrij water zonder waterplanten te behouden die bij hevige vrieskou dienst doet als schuilplaats voor de dieren in de poel.

Hij moet ook een zachte helling hebben, lager dan of gelijk aan 45 graden, om de groei van de vegetatie en de vlotte doorgang van dieren mogelijk te maken.

Een steilere helling is toegestaan voor kleine watervlakken (2 tot 5 m<sup>2</sup>).

De invoering van allerlei soorten dieren (vissen, zwemvogels, amfibieën, ...) en invasieve soorten (planten en dieren) is verboden.

Enkel inheemse plantensoorten of soorten die aanbevolen zijn door Leefmilieu Brussel en/of Natagora worden in aanmerking genomen bij de berekening van de premie (lijsten beschikbaar op de Milieudienst).

De poel moet aangelegd worden volgens de regels van de kunst en overeenkomstig artikel 640 van het Burgerlijk Wetboek, dat bepaalt dat de eigenaar van het stroomopwaarts gelegen erf de natuurlijke hydraulische toestand van de stroomafwaarts gelegen grond niet mag verzwaren (bijvoorbeeld: poel zonder overloop of overloop van de poel die zou afvloeien over het lageregelegen perceel).

#### Artikel 7: Verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe:

- De technische voorschriften overeenkomstig artikel 6 na te leven;
- De poel minstens 5 jaar in perfecte staat te houden;

- De gemeente Ukkel toestemming te verlenen om gedurende 5 jaar ter plaatse de nodige controles te verrichten;
- In geval van overdracht van zijn recht op het onroerend goed tijdens de eerste 5 jaar, de verplichtingen van het onderhavige artikel te doen naleven door elke cessionaris.

#### Artikel 8: Terugbetaling

Onverminderd eventuele gerechtelijke vervolging dient de begunstigde van de premie de volledige premie aan het gemeentebestuur terug te betalen, alsook de bijhorende interesten berekend volgens de wettelijke rentevoet die geldt op de datum van de beslissing tot invordering:

- In geval van onjuiste of frauduleuze aangifte om de door het onderhavige reglement toegekende premie onrechtmatig te verkrijgen;
- In geval van niet-naleving van een verbintenis overeenkomstig artikel 7.

#### Artikel 9: Toepasselijke wetgeving

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen is van toepassing op de onderhavige premie, met uitzondering van artikel 5, dat de specifieke verplichtingen voor rechtspersonen bepaalt, zoals balans, rekeningen en jaarverslag.

#### Artikel 10: Invoegetrede

Het onderhavige reglement treedt in werking op 1 juli 2019.

De Raad keurt het punt goed. Na één jaar zal er een evaluatie gemaakt worden.

38 stemmers : 34 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Chiraz El Fassi, Yaël Ariane Nour Haumont.*

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Formulaire mare.pdf, Formulaire mare\_nl.pdf*

## **Bien-être animal - Dierenwelzijn**

27.06.2019/A/0033 **Convention relative à la subvention par Bruxelles Environnement de projets liés au bien-être animal.**

Le Conseil,

Considérant que, dans sa déclaration de politique générale 2018 - 2024, la Commune d'Uccle a décidé d'être très attentive au bien-être animal et de favoriser l'adoption d'animaux domestiques en refuge;

Considérant que le Gouvernement a approuvé l'octroi de 5.000,00 € à la Commune d'Uccle pour l'année 2019 afin de mener à bien deux projets liés au bien-être animal : 2.500,00 € pour l'octroi de prime aux ménages pour l'adoption d'un animal en refuge et 2.500,00 € pour la création d'un espace de jeux et de liberté pour chiens;

Considérant que le projet de prime pour l'adoption a pour objectif de mettre en avant l'adoption d'animaux dans le besoin plutôt que le commerce de ceux-ci;

Considérant que le projet d'espace de jeux et de liberté pour chiens leur permettra de jouer entre eux tout en garantissant la quiétude et la sécurité des autres usagers;

Considérant que les deux projets sont liés de par le fait que l'espace de jeux et de liberté pour chiens permettra aux chiens adoptés via la prime de bénéficier d'un lieu clôturé et sécurisé pour se dépenser et se socialiser;

Considérant que ces deux projets, dans le cadre du bien-être animal, ont pour vocation de sensibiliser et de conscientiser à la problématique de commercialisation des animaux (conditions d'élevage, abandons, etc) et de rappeler l'implication et l'engagement que nécessite l'accueil d'un animal tout au long de sa vie;

Vu la convention entre Bruxelles Environnement et la Commune d'Uccle précisant les dispositions liées à cette subvention;

Décide d'approuver la présente convention relative à la subvention de projets liés au bien-être animal.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Overeenkomst met betrekking tot de subsidie van Leefmilieu Brussel voor projecten rond dierenwelzijn.**

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel in haar algemene beleidsverklaring 2018-2024 beslist heeft bijzondere aandacht te schenken aan dierenwelzijn en de adoptie van huisdieren uit het asiel aan te moedigen;

Overwegende dat de regering de toekenning van € 5.000,00 aan de gemeente Ukkel voor het jaar 2019 goedgekeurd heeft om twee projecten rond dierenwelzijn tot een goed einde te brengen : € 2.500,00 voor de toekenning van een premie aan gezinnen voor de adoptie van een dier uit het asiel en € 2.500,00 voor de aanleg van een vrij speelterrein voor honden;

Overwegende dat het project van de premie voor adoptie als doelstelling heeft de adoptie van noodlijdende dieren te stimuleren in plaats van ze te verhandelen;

Overwegende dat het project van het vrije speelterrein voor honden het hen mogelijk maakt met elkaar te spelen zonder dat de rust en de veiligheid van de andere gebruikers in het gedrang komt;

Overwegende dat de twee projecten met elkaar verbonden zijn, aangezien honden die via de premie geadopteerd worden dankzij het vrije speelterrein kunnen genieten van een omheinde en veilige plaats om te ravotten met andere honden;

Overwegende dat deze twee projecten in het kader van het dierenwelzijn als doel hebben de inwoners bewust te maken van de problematiek rond het verhandelen van dieren (fokken, achterlaten, enz.) en te herinneren aan de betrokkenheid en de inzet die het houden van een dier heel zijn leven vereist;

Gelet op de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente Ukkel waarin de bepalingen i.v.m. deze subsidie zijn vastgelegd,

Beslist de onderhavige overeenkomst met betrekking tot de subsidie voor projecten rond dierenwelzijn goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*CONT\_2019\_Uccle\_BEA\_Label.pdf*

---

27.06.2019/A/0034 **Règlement d'octroi de la prime pour l'adoption d'un animal domestique en refuge.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant que dans sa déclaration de politique générale 2018 - 2024, le Collège des Bourgmestre et Échevins a décidé de favoriser l'adoption d'animaux domestiques en refuge;

Considérant que les refuges belges recueillent plus de 50.000 animaux dont 25.000 chiens chaque année et dont plus de la moitié sont le résultat d'achats impulsifs chez des éleveurs commerçants;

Considérant que le commerce illégal d'animaux est le troisième plus gros trafic au monde;  
Considérant que les refuges surpeuplés n'ont souvent d'autres options que d'euthanasier certains de leurs pensionnaires;

Considérant que cette prime à l'adoption a dès lors pour vocation de sensibiliser et de conscientiser à la problématique du commerce lucratif des animaux souvent dans des conditions déplorables et de rappeler l'engagement nécessaire à l'accueil d'un animal tout au long de sa vie;

Considérant que les conditions minimales auxquelles s'engage l'adoptant sont prévues dans le contrat d'adoption type imposé par l'Annexe VIII C. à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, et que les refuges imposent généralement des conditions complémentaires tel que par exemple ne pas se séparer volontairement de l'animal, ne pas le céder et ne pas le vendre;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres incitants financiers de ce type en Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'un montant de 12.000 € a été inscrit au budget 2019 à l'article 879/522-51/93 pour les subsides aux ménages;

Considérant qu'un montant maximum de 2.500,00 € sera subsidié en 2019 par Bruxelles Environnement pour l'octroi de cette prime, et que le budget à prévoir pour les prochaines années sera adapté en fonction du succès de la prime en 2019,

Décide :

- d'approuver le texte du règlement ci-dessous et le formulaire en annexe relatifs à la prime pour l'adoption d'un animal domestique en refuge;
- d'octroyer une prime correspondant à 50 % du prix de l'adoption avec un maximum de 200,00 €.

**Règlement d'octroi de la prime pour l'adoption d'un animal domestique en refuge**

Préambule

Considérant que la Commune d'Uccle mène une politique active et volontaire relative au bien-être et aux droits des animaux ;

Considérant que, dans sa déclaration de politique générale 2018 - 2024, le Collège des Bourgmestre et Échevins a décidé de favoriser l'adoption d'animaux domestiques en refuge ;

Considérant que cette prime a pour objectif de promouvoir préférentiellement l'adoption d'animaux dans le besoin plutôt que le commerce de ceux-ci ;

Considérant que conscientiser à l'adoption devrait contribuer au désengorgement des refuges surpeuplés, et ainsi promouvoir le bien-être des animaux qui s'y trouvent ainsi que des animaux adoptés.

### Article 1<sup>er</sup> : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1. **Animaux domestiques** : animaux adaptés à une vie étroitement liée à l'être humain et issus de la domestication et de l'élevage.
2. **Refuge** : établissement public ou non, disposant d'un agrément selon l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, et qui dispose d'installations adéquates pour assurer à des animaux perdus, abandonnés, négligés, saisis ou confisqués, un abri et les soins nécessaires, à l'exclusion des établissements agréés par les autorités compétentes pour recueillir exclusivement des animaux de la faune sauvage indigène.

### Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement vise, dans les limites des crédits budgétaires annuels prévus à cet effet, à octroyer une prime pour l'adoption d'un animal domestique issu d'un refuge agréé selon l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux.

Il peut s'agir de (liste non exhaustive) : chien, chat, mouton, chèvre, lapin, furet, poule, cheval, poney, âne, vache,...

Le présent règlement ne dispense pas le demandeur de la prime de satisfaire aux obligations légales dont celle d'un éventuel permis d'environnement.

### Article 3 : Intervention de la Commune

Il peut y avoir un maximum de deux primes octroyées par ménage (en ce compris personnes physiques majeures domiciliées à la même adresse sur le territoire de la Commune d'Uccle), à raison de une prime par animal adopté.

Le montant de la prime est fixé à 50 % du prix de l'adoption avec un maximum de 200,00 €.

Cette prime peut être cumulée avec d'éventuelles autres aides à concurrence de 100% du maximum du coût total de l'adoption.

Si d'autres aides sont perçues pour le même objet, elles doivent figurer dans la demande de prime. Les documents doivent faire apparaître le montant des primes déjà sollicitées et

pour quels investissements. L'administration se réserve le droit, avant le paiement de la prime communale, de vérifier le bon paiement de ces autres aides.

#### Article 4 : Qualité du demandeur

La prime est octroyée à la personne physique majeure qui a réalisé l'adoption et qui est domiciliée sur la Commune d'Uccle.

#### Article 5 : Introduction et traitement des demandes

§1. Le demandeur introduit son dossier à l'administration communale soit par courrier recommandé, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par courriel en format pdf, dans les 6 mois prenant cours à la date mentionnée sur le contrat d'adoption, au moyen du formulaire rédigé par l'administration. En tout état de cause, passé ce délai de 6 mois, la prime ne peut plus être octroyée.

§2. Le formulaire de demande est accompagné de :

- une copie du contrat d'adoption conclu entre le refuge agréé et l'adoptant et signé par ceux-ci ;
- dans le cas où le contrat d'adoption ne mentionne pas le coût des frais d'adoption, une preuve de paiement ;
- facultatif : une photo de l'animal adopté. Celle-ci pourra être utilisée par l'Administration communale dans le cadre de campagnes de communication et de sensibilisation.

§3. Lorsque le dossier de demande est complet, un accusé de réception du dossier complet est adressé au demandeur. Les dossiers complets seront soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

§4. Un registre des demandes est tenu en fonction de la date de réception des demandes complètes. Dans l'hypothèse où le nombre de demandes excède le budget annuel disponible, les demandes réputées complètes seront traitées selon la date de leur dépôt jusqu'à épuisement du budget.

§5. Lorsque le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à introduire les renseignements et/ou documents manquants dans un délai de 60 jours à dater de la date d'envoi du courrier déclarant la demande incomplète.

A défaut pour le demandeur de compléter sa demande dans le délai imparti, il ne sera pas tenu compte de sa demande et la prime ne sera pas octroyée.

#### Article 6 : Obligations incombant au bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à respecter scrupuleusement les conditions décrites dans le contrat d'adoption ainsi qu'à respecter le bien-être de l'animal adopté.

#### Article 7 : Remboursement

Sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires, le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision de recouvrement en cas de :

- déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime

accordée par le présent règlement ;

- non-respect d'un engagement souscrit conformément à l'article 6.

#### Article 8 : Législation applicable

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique à la présente prime, à l'exception de son article 5, définissant les obligations spécifiques à une personne morale tels bilans, comptes et rapport de gestion.

#### Article 9 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Le Conseil approuve le point. Une évaluation sera faite après un an.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Toekenningsreglement van de adoptiepremie voor een huisdier uit het asiel.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn algemene beleidsverklaring 2018-2024 beslist heeft de adoptie van huisdieren uit het asiel te stimuleren;

Overwegende dat in België elk jaar meer dan 50.000 dieren, waaronder 25.000 honden, in een asiel terechtkomen, waarvan meer dan de helft het resultaat is van een impulsieve aankoop bij commerciële fokkers;

Overwegende dat illegale dierenhandel de op twee na grootste handel ter wereld is;

Overwegende dat de overbezette asielen vaak geen andere keuze hebben dan euthanasie te plegen op sommige van hun bewoners;

Overwegende dat deze adoptiepremie bijgevolg als doel heeft te sensibiliseren en bewust te maken over de problematiek van winstgevende dierenhandel in erbarmelijke omstandigheden en te herinneren aan het nodige engagement voor de opvang van een dier tijdens zijn volledige leven;

Overwegende dat de minimumvoorwaarden waartoe de adoptant zich verbindt, opgenomen zijn in de modeladoptieovereenkomst opgelegd door Bijlage VIII C. van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren, en dat de asielen over het algemeen aanvullende voorwaarden opleggen, zoals niet vrijwillig afstand doen van het dier, het niet vervreemden en het niet verkopen;

Overwegende dat er geen andere financiële stimulansen van dit type bestaan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat een bedrag van € 12.000 ingeschreven werd op de begroting 2019, artikel 879/522-51/93, voor subsidies aan gezinnen;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in 2019 een maximumbedrag van € 2.500,00 zal subsidiëren voor de toekenning van deze premie en dat het te voorziene budget voor de komende jaren aangepast zal worden op basis van het succes van de premie in 2019,

Beslist :

- de tekst van het onderstaande reglement en het bijgevoegde formulier over de

adoptiepremie voor een huisdier uit het asiel goed te keuren;

- een premie toe te kennen die overeenkomt met 50 % van de adoptieprijs, met een maximum van € 200,00.

## **Toekenningsreglement van de adoptiepremie voor een huisdier uit het asiel**

### Inleiding

Overwegende dat de gemeente Ukkel een actief en bewust beleid voert rond dierenwelzijn en -rechten;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn algemene beleidsverklaring 2018-2024 beslist heeft de adoptie van huisdieren uit het asiel te stimuleren;

Overwegende dat deze premie als doelstelling heeft bij voorkeur de adoptie van noodlijdende dieren aan te moedigen in plaats van ze te verhandelen;

Overwegende dat bewust maken rond adoptie zou moeten bijdragen tot de ontlasting van de overbezette asielen en zo het welzijn van de dieren in het asiel en de geadopteerde dieren zou moeten bevorderen.

### Artikel 1: Definities

Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder:

1. **Huisdier:** dier aangepast aan een leven dicht bij de mens en voortgekomen uit het temmen en het fokken.
2. **Asiel:** al dan niet openbare inrichting met een erkenning volgens het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren, en die beschikt over gepaste installaties om verlorengelopen, verlaten, verwaarloosde, gevangen of in beslag genomen dieren een schuilplaats en de nodige zorgen te verzekeren, met uitzondering van de inrichtingen erkend door de bevoegde overheden om uitsluitend dieren van inheemse wilde fauna op te vangen.

### Artikel 2: Toepassingsveld

Het onderhavige reglement strekt ertoe, binnen de grenzen van de hiertoe voorziene jaarlijkse begrotingskredieten, een premie toe te kennen voor de adoptie van een huisdier uit een erkend asiel volgens het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

Het kan gaan om (niet-limitatieve lijst): een hond, kat, schaap, geit, konijn, fret, kip, paard, pony, ezel, koe, ...

Het onderhavige reglement verleent de aanvrager van de premie geen vrijstelling om te voldoen aan de wettelijke verplichtingen, waaronder eventueel de aanvraag van een milieuvergunning.

### Artikel 3: Tussenkomsst van de gemeente

Er worden maximum twee premies toegekend per gezin (met inbegrip van meerderjarige natuurlijke personen woonachtig op hetzelfde adres op het grondgebied van de gemeente



Ukkel), a rato van een premie per geadopteerd dier.

Het bedrag van de premie is bepaald op 50 % van de prijs van de adoptie, met een maximum van € 200,00.

Deze premie kan gecumuleerd worden met eventuele andere bijstand ten belope van 100 % van het maximum van de totaalkost van de adoptie.

Indien er voor hetzelfde voorwerp andere bijstand ontvangen wordt, moet dit in de premieaanvraag vermeld worden. De documenten moeten het bedrag van de reeds aangevraagde premies vermelden en voor welke investeringen. Het bestuur behoudt zich het recht voor, voor de uitbetaling van de gemeentelijke premie, om de correcte betaling van deze andere bijstand te controleren.

#### Artikel 4: Hoedanigheid van de aanvrager

De premie wordt toegekend aan meerderjarige natuurlijke personen die een dier geadopteerd hebben en woonachtig zijn in de gemeente Ukkel.

#### Artikel 5: Indiening en behandeling van de aanvragen

§1. De aanvrager dient zijn dossier in bij het gemeentebestuur, ofwel per aangetekende zending, ofwel door indiening tegen ontvangstbevestiging, ofwel per e-mail in pdf, binnen de 6 maanden vanaf de datum vermeld op de adoptieovereenkomst, aan de hand van het formulier opgesteld door het bestuur. Na deze termijn van 6 maanden kan de premie in geen geval nog toegekend worden.

§2. Bij het aanvraagformulier horen:

- Een kopie van de adoptieovereenkomst tussen het erkend asiel en de adoptant, ondertekend door beide partijen;
- Indien de adoptieovereenkomst de kostprijs van de adoptie niet vermeldt: een betalingsbewijs;
- Facultatief: een foto van het geadopteerde dier. Deze mag door het gemeentebestuur gebruikt worden voor communicatie- en sensibiliseringscampagnes.

§3. Indien het aanvraagdossier volledig is, wordt een ontvangstbevestiging van een volledig dossier opgestuurd naar de aanvrager. De volledige dossiers worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

§4. Er wordt een lijst met aanvragen bijgehouden op basis van de ontvangstdatum van volledige aanvragen. Als het aantal aanvragen het beschikbare jaarlijkse budget overschrijdt, worden de volledige aanvragen behandeld volgens de datum waarop ze ingediend worden, tot uitputting van het budget.

§5. Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt de aanvrager verzocht de ontbrekende inlichtingen en/of documenten in te dienen binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de verzenddatum van de brief die kennis geeft van een onvolledige aanvraag.

Indien de aanvrager zijn aanvraag niet vervolledigt binnen de toegestane termijn, wordt geen rekening gehouden met zijn aanvraag en wordt de premie niet toegekend.

#### Artikel 6: Verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe de voorwaarden uit de adoptieovereenkomst nauwgezet na te leven en zorg te dragen voor het welzijn van het geadopteerde dier.

#### Artikel 7: Terugbetaling

Onverminderd eventuele gerechtelijke vervolging dient de begunstigde van de premie de volledige premie aan het gemeentebestuur terug te betalen, alsook de bijhorende interesten berekend volgens de wettelijke rentevoet die geldt op de datum van de beslissing tot invordering, in geval van:

- Onjuiste of frauduleuze aangifte om de door het onderhavige reglement toegekende premie onrechtmatig te verkrijgen;
- Niet-naleving van een verbintenis overeenkomstig artikel 6.

#### Artikel 8: Toepasselijke wetgeving

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen is van toepassing op de onderhavige premie, met uitzondering van artikel 5, dat de specifieke verplichtingen voor rechtspersonen bepaalt, zoals balans, rekeningen en jaarverslag.

#### Artikel 9: Invoegetredeing

Het onderhavige reglement treedt in werking op 1 juli 2019.

De Raad keurt het punt goed. Na één jaar zal er een evaluatie gemaakt worden.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Formulaire adoption.pdf, Formulaire adoption\_nl.pdf*

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJITE

### Propreté publique - Openbare reinheid

27.06.2019/A/0035 **Location et utilisation de caméras fixes temporaires destinées à filmer les lieux confrontés à des dépôts clandestins et autres problèmes de propreté sur le territoire de la commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 135, § 2;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance telle que modifiée par la loi du 21 mars 2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2

octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière;

Vu l'Arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance;

Vu l'Arrêté royal du 28 mai 2018 portant modification de l'Arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra;

Vu la nécessité de combattre les incivilités relative à la propreté publique;

Vu la nécessité d'utiliser des caméras mobiles afin de constater les infractions;

Vu l'avis positif et les consignes du Fonctionnaire sanctionnateur communal;

Vu l'avis positif et les consignes du conseiller à la protection des données;

Vu l'avis positif du Chef de corps de la zone de Police 5342 Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem et son approbation de la liste des endroits où les caméras seraient installées;

Vu que les caméras vont être déplacées à intervalles réguliers;

Vu que la durée de validité de l'avis du Conseil communal sera d'une durée de 3ans à dater de la mise en service des caméras,

Décide :

- d'approuver la location et l'installation de caméras mobiles sur l'espace public d'Uccle;
- de confier la visualisation et le traitement des données à Monsieur Jérôme Peeters afin de pouvoir surprendre les responsables de faits délictueux;
- de désigner Monsieur Jean-François Dehan et Madame Muriel Ceschini comme personne de back up à Monsieur Jérôme Peeters;
- d'approuver la liste en annexe des endroits où les caméras seraient installées.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Verhuur en gebruik van tijdelijke vaste camera's die worden gebruikt om de plaatsen in de gemeente Ukkel te filmen die geplaagd worden door sluikstorten en andere netheidsproblemen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's zoals gewijzigd door de wet van 21 maart 2018 tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt;

Gelet op de noodzaak om asociaal gedrag inzake de openbare reinheid te bestrijden;

Gelet op de noodzaak om tijdelijke vaste camera's te kunnen gebruiken om de overtredingen vast te stellen;

Gelet op het gunstige advies en de instructies van de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar;

Gelet op het gunstige advies en de instructies van de adviseur gegevensbescherming;  
Gelet op het gunstige advies van de korpschef van politiezone 5342 Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de goedkeuring van de lijst van plaatsen waar camera's geïnstalleerd zouden worden;

Aangezien deze camera's op regelmatige basis verplaatst zullen worden;

Aangezien de geldigheidsduur van het advies van de gemeenteraad drie jaar bedraagt, te rekenen vanaf de indienststelling van de camera's,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de huur en de installatie van mobiele camera's in de Ukkelse openbare ruimte;
- de visualisering en behandeling van de gegevens toe te vertrouwen aan de heer Jérôme Peeters om de verantwoordelijken van misdrijven te kunnen betrappen;
- de heer Jean-François Dehan en mevrouw Muriel Ceschini aan te stellen als back-up van de heer Jérôme Peeters;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de toegevoegde lijst van plaatsen waar camera's geïnstalleerd zouden worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*RE Demande d'avis.msg, 1904014 lettre chef de corps caméras.pdf, avis chef de corps.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Relations Internationales - Internationale betrekkingen

27.06.2019/A/0036 **Solidarité Internationale.- Approbation du règlement et du formulaire.**

Le Conseil,

Vu qu'en date du 23 avril 2019, le Collège avait approuvé le lancement d'un appel à projets dans le cadre de la Solidarité Internationale pour un montant de 14.000 € qui sera réparti entre les demandeurs remplissant les conditions d'éligibilité de l'appel à projets;

Vu que ce même collège avait approuvé la promotion de cet appel via le Wolvendael, sur le site et la page Facebook de la commune;

Décide d'approuver le règlement et le formulaire pour l'appel à projet Solidarité internationale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### Internationale solidariteit.- Goedkeuring van het reglement en het formulier.

De Raad,

Aangezien het college op 23 april 2019 zijn goedkeuring heeft verleend aan een oproep tot projecten in het kader van de internationale solidariteit voor een bedrag van € 14.000 dat verdeeld zal worden tussen de aanvragers die voldoen aan de voorwaarden van de oproep;

Aangezien hetzelfde college eveneens zijn goedkeuring heeft verleend aan de promotie

van deze oproep via de Wolvendael, de website en de Facebookpagina van de gemeente, Beslist het reglement en het formulier inzake de oproep tot projecten in het kader van de internationale solidariteit goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Formulaire solidarite-internationale-2019.docx,*

*Appel+à+projets+Solidarité+Internationale+2019 (Nederlands) final.docx,*

*Appel+à+projets+Solidarité+Internationale+2019 final.docx, Formulaire solidarite-internationale-2019 NL.docx*

---

## DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

### Personnel - Personeel

27.06.2019/A/0037 **Valeurs de l'Administration communale d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que le groupe de travail 'Valeurs' a travaillé à l'élaboration d'une approche collaborative qui a permis à un centaine de personnes de notre administration de co-créeer et proposer des valeurs pour l'Administration;

Vu que tous les niveaux de l'Administration et l'ensemble des métiers ont été invités à participer;

Vu que le Collège et le Comité de direction ont également été associés à la réflexion;

Vu que des sessions d'informations à l'attention de la ligne hiérarchique et des membres du personnel ont eu lieu les 24 et 25 juin derniers;

Qu'à cette occasion, les 5 Valeurs et leur texte général ont été communiqués;

Vu que les 5 valeurs avec un titre et une introduction ainsi que les détails des attitudes pour la ligne hiérarchique et les collaborateurs seront finalisées durant l'été 2019 et que ce document sera présenté au Conseil communal en septembre 2019,

Décide de valider le texte général des 5 Valeurs de notre Administration communale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### Waarden van het Gemeentebestuur van Ukkel.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Texte+général+-+Valeurs+Uccle+-+SD (1).docx*

**DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE  
EN ECONOMISCHE ZAKEN**

**Commerce - Handel**

27.06.2019/A/0038 **A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie ucquoise.- Comptes 2017 et 2018.**

Le Conseil,  
Ayant pris connaissances des comptes 2017 et 2018 de l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie ucquoise;  
Attendu que ces comptes ont été approuvés par l'Assemblée Générale en séance du 14 mai 2019,  
Décide d'approuver les comptes 2017 et 2018 de l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie ucquoise.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**V.Z.W. Promotion du Commerce et de l'Economie ucquoise.- Rekeningen 2017 en 2018.**

De Raad,  
Na kennis genomen te hebben van de rekeningen 2017 en 2018 van de V.Z.W. Promotion du Commerce et de l'Economie ucquoise;  
Aangezien deze rekeningen goedgekeurd werden door de Algemene Vergadering op 14 mei 2019,  
Besist de rekeningen 2017 en 2018 van de V.Z.W. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen  
Comptes 2018.pdf, Comptes 2017.pdf*

---

**Action sociale - Sociale actie**

27.06.2019/A/0039 **A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle.- Rapport d'activité, comptes et bilan 2018.- Budget 2019.**

Le Conseil,  
Vu la constitution de l'A.S.B.L. Agence pour l'emploi d'Uccle – A.L.E. d'Uccle le 24 novembre 1995;  
Attendu que l'A.L.E. d'Uccle présente son rapport d'activité, ses comptes et son bilan 2018, ainsi que son budget 2019 arrêtés par l'Assemblée générale du 6 juin 2019,  
Décide d'approuver les comptes 2018 et le budget 2019 de l'A.S.B.L. A.L.E d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**V.Z.W. P.W.A. van Ukkel.- Activiteitenverslag, rekeningen en balans 2018.-  
Begroting 2019.**

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*- Bilan 2018.xls, Rapport d'activité 2018 OK.docx, Copie de BUDGET 2019.xlsx, compte  
approuvées 2018.pdf*

---

27.06.2019/A/0040 **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Compte 2018.**

Le Conseil,  
Attendu que l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le  
Conseil communal en date du 27 juin 1991;  
Vu que l'A.S.B.L. présente son rapport d'activité et son compte 2018 approuvé par  
l'Assemblée générale en séance du 11 juin 2019;  
Décide de prendre acte du compte 2018 de l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-  
Culturelle.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.- Rekening 2018.**

De Raad,  
Aangezien dat de vzw Animatie Socio-Culturele Preventie opgericht werd door een  
beslissing van de Gemeenteraad van 27 juni 1991;  
Gezien dat de vzw zijn activiteitsverslag en de rekening voor 2018, door de Algemene  
vergadering goedgekeurd in zitting van 11 juni 2019, voorstelt;  
Beslist;  
Neemt kennis van de rekening 2018 van de vzw Animatie Socio-Culturele Preventie.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Compte 2018.pdf, Rapport d'activités 2018.pdf*

---

27.06.2019/A/0041 **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Budget 2019.**

Le Conseil,  
Vu que l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le Conseil  
communal en date du 27 juin 1991;  
Attendu que le budget 2019 de l'A.S.B.L. a été approuvé par l'Assemblée Générale en date

du 30 avril 2019;  
Attendu que celui-ci s'élève à un montant de 345.250,00 €;  
Attendu qu'une intervention communale de 270.000,00 € est inscrite au budget communal 2019,  
Décide de prendre acte du budget 2019 de l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

### **V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.- Begroting 2019.**

De Raad,  
Aangezien de V.Z.W. Animatie Socio-culturele Preventie op 27 juni 1991 werd opgericht door de Gemeenteraad;  
Aangezien de begroting van de V.Z.W. werd goedgekeurd door de algemene vergadering op 30 april 2019;  
Aangezien deze begroting € 345.250,00 bedraagt;  
Aangezien er een gemeentelijke tussenkomst van € 270.000 is ingeschreven in de gemeentebegroting 2019,  
Beslist akte te nemen van de begroting 2019 van de V.Z.W. Animatie Socio-culturele Preventie.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
budget 2019 le pas.pdf*

---

### **27.06.2019/A/0042 Règlement "Fonds communal d'aide aux familles".- Abrogation.**

Le Conseil,  
Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 1965 de créer un Fonds communal d'aide aux familles visant à encourager les organismes d'aide aux familles agréés qui exercent leur activité sur le territoire de la Commune;  
Vu le Règlement arrêté par le Conseil communal le 26 juin 2003 relatif au Fonds communal d'aide aux familles qui précise les modalités de calcul du subsidie;  
Vu la fusion des services d'aide à domicile de la Commune et du CPAS d'Uccle;  
Attendu que ce service est désormais géré par le CPAS;  
Attendu qu'aucun crédit budgétaire n'a été prévu pour alimenter le Fonds en 2019;  
Considérant que ce Fonds n'a pas vocation à être réactivé,  
Décide d'abroger le Règlement "Fonds communal d'aide aux familles".

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.  
*Abstention : Cédric Didier Norré.*

---

### **Règlement "Gemeentefonds voor hulp aan families".- Intrekking.**



De Raad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 18 oktober 1965 inzake de creatie van een gemeentefonds voor hulp aan families om erkende hulpinstanties voor families aan te moedigen die actief zijn op het grondgebied van de gemeente;

Gelet op het reglement, vastgelegd door de gemeenteraad van 26 juni 2003 inzake het gemeentefonds voor hulp aan families dat de berekeningsmodaliteiten van de subsidie verduidelijkt;

Gelet op de fusie van de thuishulpdiensten van de gemeente en het OCMW van Ukkel;

Aangezien deze dienst voortaan door het OCMW beheerd wordt;

Aangezien er geen enkel krediet werd voorzien om dit fonds aan te vullen in 2019;

Overwegende dat dit fonds niet opnieuw geactiveerd zal worden,

Beslist het reglement "Gemeentefonds voor hulp aan families" in te trekken.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Cédric Didier Norré.*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Séniors - Senioren

27.06.2019/A/0043 **Conseil Consultatif Ucclois des Aîné(e)s.- Statuts.**

Le Conseil,

Vu l'article 120 bis de la nouvelle loi communale établissant que le conseil communal peut instituer des conseils consultatifs;

Vu l'ordonnance régionale du 27 juillet 2017 relative aux Conseils consultatifs communaux des aînés qui vise à encadrer la mise en place et le fonctionnement de tels conseil en Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la Commune d'Uccle, au 1er janvier 2018, selon les données du portail de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse, comptait parmi sa population quelque 19,6 % d'habitants de 65 ans et + et 6,6 % d'habitants de 80 ans et +, soit le deuxième rang parmi les communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour ces deux classes d'âges;

Considérant la volonté du Collège d'introduire une forme de participation citoyenne dans le processus décisionnel communal;

Considérant la volonté du Collège de faire adhérer la Commune au réseau mondial des Villes amies des aînés, organisé sous l'égide de l'Organisation mondiale de la Santé, en suivant un processus dont la première étape consiste à mettre en place une démarche participative,

Décide d'approuver les statuts du Conseil consultatif communal des aînés ucclois.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Ukkelse Overlegcommissie van de ouderen.- Statuten.**

De Raad,

Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet inzake de bevoegdheid van de gemeenteraad om adviesraden op te richten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 27 juli 2017 betreffende de gemeentelijke seniorenadviesraden die voor omkadering wil zorgen met betrekking tot de oprichting en de werking van dergelijke adviesraden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de bevolking van de gemeente Ukkel, op 1 januari 2018, volgens de gegevens van de portaalsite van het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse, 19,6 % 65-plussers telt en 6,6 % 80-plussers, ofwel op de tweede plaats van de Brusselse gemeente voor deze twee leeftijdscategorieën;

Overwegende dat het college een vorm van burgerinspraak wil invoeren in het gemeentelijke beslissingsproces;

Overwegende dat het college de gemeente wil laten toetreden tot het wereldwijde netwerk Global age-friendly cities, georganiseerd onder de bescherming van de Wereldgezondheidsorganisatie, volgens een proces waarvan de eerste stap burgerinspraak omvat,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de statuten van de Ukkelse seniorenadviesraad.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Ukkelse Seniorenadviesraad - Statuten.pdf, Conseil consultatif communal ucclois des aînés - statuts.pdf*

---

## DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

### Cultes - Erediensten

27.06.2019/A/0044 **Fabriques d'église catholiques et protestantes.- Comptes de 2018.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des comptes 2018 des fabriques d'église de Sainte-Anne, Notre Dame du Sacré-Cœur, Carloo Saint-Job, Saint-Marc; l'Eglise Protestante de Uccle et Précieux-Sang.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Katholieke en protestantse kerkfabrieken.- Rekeningen 2018.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot

wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensden,  
Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekeningen 2018 van de kerkfabrieken van Sint-Anna, Heilig Hart, Carloo Sint-Job, Sint-Marcus, de Protestantse Kerk van Ukkel en Kostbaar Bloed.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Tableau comptes 2018 première partie.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat central - Centraal secretariaat

27.06.2019/A/0045 **Question orale de M. De Bock : les travaux annoncés pour une durée de 5 jours et qui durent 2 mois à Uccle-Bascule.**

**M. De Bock** s'inquiète du retard pris par les travaux dans le quartier Uccle-Bascule, en raison de leur impact sur la mobilité. Néanmoins, depuis le dépôt initial de sa question orale, la situation semble résolue. Toutefois, il y a lieu de s'interroger sur les causes d'un tel retard. Il manque un vrai manager des travaux publics à Uccle, et de manière générale en Région bruxelloise, pour contrôler la bonne exécution des chantiers dans le temps imparti.

La commune a-t-elle mis en place une cellule de contrôle des travaux en cours et pris contact avec le gestionnaire de chantier ?

**M. l'Echevin Wyngaard** répond que la situation a été réglée. Vu qu'il s'agit d'une voirie régionale, il incombe à la Région d'instruire la demande, d'autoriser cette intervention de Sibelga et d'assurer la surveillance du chantier.

La commune n'est souvent pas informée des chantiers ponctuels de ce type. Cependant, lorsque l'administration communale est saisie de réclamations de la part de citoyens, de riverains ou de mandataires politiques, elle ne manque pas, comme ce fut le cas ici, d'intervenir auprès de l'impétrant concerné.

Outre l'agent chargé de l'analyse des demandes d'autorisation, l'administration communale dispose de trois personnes pour suivre les chantiers lancés sur les voiries communales. Néanmoins, ces fonctionnaires vont jeter un coup d'œil sur les voiries régionales en cas de signalement d'un problème, quoiqu'ils soient accaparés par les nombreux chantiers des voiries communales.

La commune a fait part de son mécontentement à Sibelga, qui a retiré les panneaux et le matériel demeurés sur place sans faire de remarque particulière. Le problème a donc pu être résolu.

**M. De Bock** remercie le Collège pour sa proactivité.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mondelinge vraag van de h. De Bock : werken in wijk Bascule die 2 maanden i.p.v. de aangekondigde 5 dagen aanslepen.**

**De h. De Bock** was ongerust over de vertraging van de werken in de wijk Ukkel-Bascule en de impact op de mobiliteit hiervan. Sinds de indiening van zijn vraag lijkt het probleem opgelost te zijn. Hij vindt echter dat Ukkel zou moeten beschikken over een manager openbare werken, ook op gewestelijk vlak, om de goede uitvoering van werkzaamheden na te gaan. Beschikt de gemeente over een dergelijke controle-instantie?

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat de toestand is opgelost. Het ging echter om een gewestelijke weg waarbij het Gewest moet zorgen voor toezicht op de werf.

De gemeente is vaak niet op de hoogte van dergelijke werken. Wanneer er klachten over werken ontvangen worden, gaat het bestuur wel steeds de betrokkenen contacteren. Het bestuur beschikt over drie ambtenaren die werken op gemeentewegen opvolgen. Zij houden eveneens een oogje in het zeil op gewestelijke wegen wanneer er problemen worden gemeld. De gemeente heeft Sibelga gecontacteerd en het resterende materiaal werd verwijderd.

**De h. De Bock** bedankt het college voor deze proactieve aanpak.

De Raad neemt kennis.

---

27.06.2019/A/0046 **Question orale de M. De Bock : la décision du Collège MR-ECOLO-CDH de ne pas classer le Plateau Avijl pour y permettre la construction d'une ferme et les logements sociaux de la SLRB.**

Transformée en question écrite.

---

**Mondelinge vraag van de h. De Bock : de beslissing van het MR-ECOLO-CDH-College om het Avijlplateau niet te klasseren teneinde de bouw toe te laten van een boerderij en de sociale woningen van de BGHM.**

Wordt een schriftelijke vraag.

---

27.06.2019/A/0047 **Question orale de M. De Bock : les nombreux abribus tagués et détériorés dans la commune qui restent non-nettoyés et non-remplacés, comme à Uccle-Bascule notamment (mais aussi Churchill et ailleurs au niveau des tags).**

Transformée en question écrite.

---

**Mondelinge vraag van de h. De Bock : talrijke vernielde en met graffiti besmeurde bushokjes die niet gereinigd of vervangen worden, zoals in de Basculewijk (maar ook in de Churchillwijk en elders).**

Wordt een schriftelijke vraag.

*Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Yaël Ariane Nour Haumont quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

27.06.2019/A/0048 **Interpellation de M. Cohen : Bâtiment U : aménagement d'un petit parc et d'une aire de jeux.**

**M. Cohen** rappelle que le bâtiment U est un des projets phares de cette mandature. Ce nouveau bâtiment communal sera un des centres administratifs les plus écologiques du pays : ventilation double-flux, projet novateur de riothermie, ...

M. Cohen souhaite rendre ce projet encore plus vert et social.

En effet, à l'arrière du bâtiment U, il y a un grand espace vert non utilisé. Il serait opportun d'aménager ce grand jardin en un petit parc et d'y installer également une aire de jeux.

Le petit parc permettra aux employés communaux d'aller se relaxer ou de prendre leur déjeuner sous le soleil quand le temps sera au beau fixe. Il permettra surtout à tous les riverains de profiter d'un espace vert inexistant pour l'instant dans le quartier Gatti de Gamond/Wansart/Paola/Stalle.

Les nombreux enfants du quartier pourront s'amuser et se défouler en toute sécurité dans l'aire de jeux.

De plus, l'installation d'un petit parc et d'une aire de jeux est de nature à créer du lien social.

L'aménagement du parc ne devrait pas grever les deniers publics car, de toute façon, il faudra réhabiliter ce grand jardin. De fait, à part les majestueux arbres qui ont été protégés et préservés, le reste du jardin est ravagé : l'entrepreneur y a placé sa grue et déposé des matériaux de construction. La seule dépense importante concernera l'acquisition de quelques poubelles.

La création d'une aire de jeux sera plus onéreuse. Mais selon M. Cohen, il s'agirait d'une dépense judicieuse, vu les avantages qui en résulteraient en termes de lien social. De plus, une telle installation serait de nature à contrebalancer les nuisances inévitables et faciliterait l'adhésion des riverains au projet.

Il serait aussi opportun d'informer tous les habitants du quartier via un toutes-boîtes.

**Mme l'Echevine De Brouwer** répond qu'une réflexion a déjà été menée sur le réaménagement de l'espace vert à Fabricom. Le bureau Urban Water a notamment entrepris une étude consacrée à la gestion des eaux, à la demande du service de l'Environnement. Cette étude envisage l'établissement d'une noue à l'avant [N.B. : noue : fossé peu profond et végétalisé pour recueillir les eaux de ruissellement] ainsi que l'aménagement d'une petite cascade et l'érection de panneaux didactiques à l'arrière, de manière à ce que l'administration communale montre l'exemple et soit une vitrine des bonnes pratiques.

Les services communaux ont aussi réfléchi à l'installation d'une plaine de jeux mais le terrain ne s'y prête pas, à cause des arbres remarquables dont il faut protéger les racines.

Cependant, il ne faut pas oublier que le parc Raspail, pour lequel une demande de permis d'urbanisme sera déposée après la période de congés, se situe dans l'environnement immédiat de la future Maison communale. L'espace entrant en ligne de compte pour cette demande de permis est trop réduit pour qu'on y aménage une plaine de jeux mais il serait possible d'en installer une à l'entrée du parc. Les services de l'Echevinat sont en train d'examiner cette option. La partie située à l'avant du parc Raspail n'a pas été intégrée à la

demande de permis d'urbanisme, afin d'éviter une intervention contraignante de la Commission des Monuments et Sites.

Des toutes-boîtes ont déjà été distribués auprès des riverains du site Fabricom pour les informer des abattages de pins parasités par des scolytes [N.B.: insectes nuisibles]. Mme l'Echevine De Brouwer est tout à fait disposée à en diffuser un autre dans le cadre de l'aménagement d'une plaine de jeux.

L'installation de bancs sur le site Fabricom est d'ores et déjà prévue, afin de permettre aux employés de profiter de cet espace lors de leur pause de midi. Il va de soi que ces bancs seront aussi accessibles aux habitants.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Cohen : Gebouw U : inrichten van een parkje en een speelplein.**

**De h. Cohen** geeft aan dat het gebouw U één van de grote projecten van deze legislatuur is. Hij wil nog een extra groene en sociale toets aan dit project toevoegen. Achteraan het gebouw is er nog een ongebruikte grote groene ruimte die als tuin en speelruimte ingericht zou kunnen worden voor zowel het personeel als de buurt. Aangezien deze ruimte in ieder geval ingericht moet worden, zal de inrichting van een park geen grote kosten met zich meebrengen. De inrichting van een park zal ook sociale voordelen bieden. Men kan er sociale banden versterken en het geeft de buurtbewoners een compensatie voor de overlast die gepaard gaat met het project.

**Schepen De Brouwer** antwoordt dat Fabricom de inrichting van de groene ruimte al had bestudeerd. Het kantoor Urban Water heeft een studie rond waterbeheer gemaakt op verzoek van de dienst Milieu.

Het bestuur heeft de installatie van een speelruimte onderzocht maar het terrein is hierover niet geschikt (te klein en wortelvorming van de aanwezige bomen). Er zullen wel banken voorzien worden voor het personeel en uiteraard ook de buurtbewoners.

Een betere plaats voor een speelruimte is het Raspailpark (waarvoor na het verlot een bouwvergunning aangevraagd zal worden) en het ligt vlakbij het nieuwe gemeentehuis. Haar diensten onderzoeken momenteel deze optie. Het gedeelte aan de voorkant van het park valt niet onder de bouwaanvraag omdat dit een beschermd gebied is.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation de M. Cohen - Bâtiment U.docx*

---

### **27.06.2019/A/0049 Question orale de M. Cools : le contrôle des A.S.B.L. communales.**

**M. Cools** précise que, depuis plusieurs années, aucun réviseur d'entreprise n'a été chargé du contrôle de la conformité des différentes ASBL communales avec les législations comptables, fiscales et sociales, en raison de l'absence de renouvellement du marché relatif à la désignation d'un réviseur. Ceci lui a été spécifié en réponse à une question écrite.

Cette politique répondait d'ailleurs à une certaine logique, étant donné que les Collèges

précédents voulaient éviter la dépense requise pour l'engagement d'un réviseur.

Le temps ayant passé, M. Cools estime qu'il serait opportun de relancer ce marché, éventuellement pour une nouvelle période de trois ans, vu que par le vote d'une nouvelle loi sur les ASBL, les obligations incombant à leurs administrateurs, même bénévoles, ont été renforcées.

Certaines ASBL communales fonctionnent très bien alors que d'autres gagneraient à être gérées avec davantage de professionnalisme. Il faut surtout veiller au respect de la législation en vigueur afin d'éviter les problèmes, même si Uccle ne risque guère de se trouver dans une situation aussi chaotique que la ville de Bruxelles avec le SAMU social.

**M. le Bourgmestre** répond qu'en matière d'ASBL, le Collège souhaite développer une politique de bonne gouvernance et mettre fin aux incohérences affectant ce secteur, telles que, par exemple, l'octroi de rémunérations dans certaines ASBL et l'absence de rémunérations dans d'autres sans que cela ne soit justifié. De même, il serait sans doute opportun de ne plus confier d'office au bourgmestre la présidence de l'ASBL des espaces verts ou de l'ASBL du Parascolaire, afin de permettre à d'autres mandataires d'y déployer leur dynamisme.

L'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale a fixé un délai d'un an pour modifier les statuts des ASBL communales. Un groupe de travail composé de membres des administrations communales s'est réuni le 12 mars dernier et a relevé une série d'imprécisions quant à l'application de ces nouvelles règles.

Dès lors, le Collège attend de la part de la Région la transmission d'une circulaire qui soit de nature à clarifier la situation afin de permettre la réalisation des modifications attendues. Dès que la situation sera éclaircie, il sera possible de déterminer si l'intervention d'un réviseur s'avère nécessaire.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Mondelinge vraag van de h. Cools : de controle van de gemeentelijke V.Z.W.'s**

**De h. Cools** geeft aan dat er al jaren geen enkele bedrijfsrevisor is aangesteld voor de fiscale en sociale controle van de gemeentelijke vzw's omdat de betrokken overheidsopdracht nog niet vernieuwd werd. De vorige colleges wouden de kosten voor de aanwerving van een revisor vermijden. Hij vindt dat deze opdracht opnieuw gelanceerd zou moeten worden omwille van de nieuwe vzw-wetgeving en de nieuwe verplichtingen.

Sommige gemeentelijke vzw's werken uitstekend. Anderen tonen een gebrek aan professionalisme. Men moet de naleving van de huidige wetgeving controleren om problemen zoals met de SAMU social te voorkomen.

**De burgemeester** antwoordt dat het college een goed vzw-beleid wil ontwikkelen en een einde wil stellen aan incoherenties in deze sector (zoals vzw's die wel of geen vergoedingen krijgen zonder duidelijke reden). Het zou ook gepast zijn om het voorzitterschap niet automatisch toe te kennen aan de burgemeester zodat andere mandatarissen hier hun bijdrage kunnen leveren.

Volgens de ordonnantie van 5 juli 2018 beschikken de gemeentelijke vzw's over een jaar om hun statuten aan te passen. Er werd hiervoor een werkgroep opgericht maar het college wacht nog op een gewestelijke omzendbrief met duidelijke instructies. Daarna zal bepaald kunnen worden of een revisor al dan niet noodzakelijk wordt geacht.

---

27.06.2019/A/0050 **Question orale de M. Cools : l'encouragement des voitures à moteur à hydrogène.**

**M. Cools** signale que, selon le commissaire européen à l'environnement, la pollution cause des centaines de milliers de décès en Europe.

Les voitures électriques sont souvent présentées comme la solution écologique pour remplacer les véhicules à essence ou à moteur diesel, parce qu'elles ne rejettent pas du dioxyde de carbone ou d'autres émanations polluantes. Néanmoins, cette affirmation revient à ignorer les problèmes environnementaux induits par la production ou le recyclage des batteries ou le fait qu'une partie de l'électricité est produite grâce à des carburants fossiles voire à l'énergie nucléaire.

Le moteur à hydrogène ne présente pas les mêmes inconvénients, et ce d'autant plus qu'il n'y a aucun risque d'être confronté à une pénurie d'hydrogène. Cependant, le développement des véhicules dotés de ce type de moteur est freiné par le nombre réduit de stations où il est possible de s'alimenter en hydrogène. En effet, la Région bruxelloise et ses environs n'en comportent actuellement que deux, respectivement à Halle et Zaventem.

Cette situation débouche sur un cercle vicieux : les véhicules sont peu nombreux parce qu'ils sont encore assez chers et qu'il n'y a guère de stations à hydrogène, et les stations à hydrogène n'essaient pas parce qu'il n'y a pas assez de véhicules correspondants.

Le règlement-taxe sur les appareils de distribution d'essence, d'huile ou de mazout, qui arrivera à échéance au terme de cette année, prévoit en son article 3 une exemption pour les appareils qui alimentent des véhicules en gaz naturel, biomasse ou LPG. Selon M. Cools, les véhicules à hydrogène devraient être intégrés à cette liste. Une exemption de la taxe ne devrait-elle pas être accordée pour l'ensemble des approvisionnements opérés dans les stations qui seraient dotées d'appareils à hydrogène ?

Le Collège pourrait-il envisager l'achat d'une voiture à hydrogène dans le cas où il faudrait remplacer un véhicule de la flotte communale ?

M. Cools estime que la commune d'Uccle pourrait jouer un rôle pilote en ce domaine.

**M. l'Echevin Wyngaard** répond que le Collège est disposé à réfléchir à la proposition de M. Cools.

Cependant, cette option présente des difficultés qui sont loin d'être négligeables. En effet, le montant requis pour l'achat d'un véhicule de ce type est élevé et une telle dépense serait inconsiderée tant que, faute de station de recharge en Région bruxelloise, le personnel communal devra se rendre hors du territoire régional pour s'approvisionner en hydrogène.

De plus, selon une étude de Sibelga, le moteur électrique serait un choix plus prometteur pour l'avenir que le moteur à hydrogène.

Néanmoins, le Collège est ouvert à la réflexion, qui pourra être menée par le « fit mobility manager » dont l'engagement est prévu prochainement.

Par ailleurs, M. l'Echevin Wyngaard est tout à fait favorable à une modification du règlement-taxe dans le sens souhaité par M. Cools.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mondelinge vraag van de h. Cools : het promoten van voertuigen op waterstof.**

**De h. Cools** geeft aan vervuiling de oorzaak vormt voor duizenden overlijdens in Europa.



Elektrische voertuigen lijken een alternatief maar men vergeet hierbij te melden dat de productie/recyclage van batterijen en de nodige elektriciteit (steenkool- en kerncentrales) gevolgen voor het milieu. Een motor op waterstof heeft geen milieugevolgen en er is nooit een tekort aan waterstof. Er worden momenteel weinig dergelijke auto's ontwikkeld omwille van het tekort aan aangepaste tankstations (in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de nabije omgeving slechts twee: Halle en Zaventem) en de hoge aankoopprijs.

De h. Cools vindt dat waterstof toegevoegd moet worden aan de lijst van vrijgestelde tankstations in het gemeentereglement op de verdelers van brandstoffen.

Overweegt het college de aankoop van een waterstofauto ter vervanging van een gemeentelijk voertuig?

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat het college over het voorstel van de h. Cools nadenkt maar dat er toch bezwaren zijn: de hoge aankoopprijs en het gebrek aan tankstations. Volgens een studie van Sibelga lijkt een elektriciteit een beter alternatief te worden dan waterstof. Het bestuur zal binnenkort een fit mobility manager aanwerven die dit kan bekijken.

De voorgestelde wijziging van het gemeentereglement kan ingevoerd worden.

De Raad neemt kennis.

---

27.06.2019/A/0051 **Question orale de M. Cools : la discrétion à réserver aux plaintes adressées au Bourgmestre.**

**M. Cools** rappelle que le bourgmestre et les échevins reçoivent régulièrement des plaintes, fondées ou non, émanant de citoyens ucclois. Il leur appartient d'instruire ces plaintes avec la collaboration des services appropriés et de leur réserver la suite qui convient, dans la plus grande discrétion afin de ne pas aggraver les conflits de voisinage.

M. Cools a appris récemment qu'une plainte relative aux nuisances sonores d'un établissement horeca avait été déposée auprès du bourgmestre, ou à tout le moins de son cabinet. M. Cools ne se prononce pas sur la légitimité de cette plainte en tant que telle, vu qu'il s'agit de matières délicates exigeant un traitement au cas par cas.

Cependant, une copie de cette plainte a été communiquée à l'exploitant de l'établissement horeca, qui a ainsi pu connaître l'identité du plaignant et a été mesure d'en montrer la version téléchargée sur son smartphone à la fille du plaignant, présente un jour dans son établissement. L'auteur de la plainte a évidemment déploré cette situation.

M. Cools souhaiterait savoir si des mesures ont été prises pour éviter que ce type d'incident ne se reproduise à l'avenir.

**M. le Bourgmestre** répond que l'incident évoqué par M. Cools est inacceptable. Mais en réalité, M. le Bourgmestre n'a jamais pu prendre connaissance de ce document car il n'est jamais parvenu à son cabinet. On lui a toutefois confirmé qu'il est bien arrivé au secrétariat. Il y a donc bien eu une disparition inexplicquée.

Néanmoins, un contact a pu être établi avec le plaignant. Ce dernier a transmis un recommandé par lequel il confirmait avoir envoyé précédemment un courrier qui n'a pas

été reçu par l'administration communale.

Actuellement, tout est mis en œuvre pour régler le fond du problème, comme c'est le cas chaque fois qu'il faut apaiser des conflits de voisinage.

**M. Cools** remercie M. le Bourgmestre pour la clarté de sa réponse. Aucune indiscretion n'a été commise par le cabinet du bourgmestre mais quelqu'un a intercepté la lettre à la commune et l'a transmise à l'exploitant. M. Cools est heureux d'apprendre que M. le Bourgmestre désapprouve totalement ce procédé.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mondelinge vraag van de h. Cools : discretie m.b.t. de aan de Burgemeester gerichte klachten.**

**De h. Cools** geeft aan dat de burgemeester en de schepenen regelmatig klachten van Ukkelaars ontvangen. Deze moeten steeds in alle discretie behandeld worden om burencollicten niet te verergeren. Onlangs werd er een klacht rond geluidsoverlast van een horecazaak ingediend. De uitbater kreeg de brief van de indiener van de klacht te zien en toonde zelfs deze brief aan de betrokken klager toen die toevallig in zijn zaak aanwezig was. De h. Cools vraagt welke maatregelen genomen worden om een dergelijk incident in de toekomst te voorkomen.

**De burgemeester** antwoordt dat dit incident onaanvaardbaar is. Hij is niet op de hoogte van deze klacht want zijn kabinet heeft hierover niet ontvangen. De klacht lijkt wel op het secretariaat toegekomen te zijn en de brief lijkt om een onbekende reden verdwenen te zijn. De klager werd gecontacteerd en had aangegeven dat er een aangetekende brief werd verstuurd die het bestuur niet had ontvangen.

Er wordt momenteel gewerkt aan een oplossing van het probleem.

**De h. Cools** bedankt de burgemeester voor dit antwoord. Het kabinet heeft geen discretiefout gemaakt maar iemand moet de brief onderschept hebben en aan de uitbater overhandigd hebben. De burgemeester treft aldus geen enkele schuld.

De Raad neemt kennis.

---

27.06.2019/A/0052 **Question orale de M. Van de Cauter : les plaines de jeux.**

Transformée en question écrite.

---

**Mondelinge vraag van de h. Van de Cauter : de speelpleinen.**

Wordt een schriftelijke vraag.

*Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.*

**M. Cools** rappelle que le Collège a pris à l'égard du personnel communal les mesures habituelles en cas de forte canicule : autorisation de quitter plus tôt les postes de travail, fourniture d'eau aux ouvriers, etc.

Cependant, M. Cools souhaiterait connaître les mesures que le Collège aurait adoptées à l'égard d'autres publics (personnes âgées, SDF) dans le cadre d'un plan canicule. Il signale à titre d'exemple que la ville de Paris a distribué des gourdes d'eau aux personnes sans domicile fixe.

Les personnes âgées constituent évidemment un public fragile qui doit veiller à s'hydrater. Celles qui sont placées en institution font l'objet d'une surveillance de la part du personnel d'encadrement mais il n'en est pas de même pour celles qui vivent isolées à leur domicile. Une partie de ces dernières bénéficient de repas livrés à leur domicile par un agent communal, qui représente parfois leur unique contact social. Les ouvriers communaux qui assurent ces livraisons sensibilisent-ils les personnes âgées qu'ils visitent à la nécessité d'une bonne hydratation ? Le Collège a-t-il pris d'autres mesures dans le cadre de la canicule actuelle ?

**M. l'Echevin Lambert-Limbosch** répond que les épisodes caniculaires sont de plus en plus fréquents. La canicule de 2003 a causé de nombreux décès, notamment en France, faute de vigilance de la part des pouvoirs publics du fait que la dernière canicule antérieure remontait à 1983.

Mais vu qu'en raison du dérèglement climatique, les canicules surviennent de manière récurrente, les services communaux ont intégré cette problématique dans leur mode de fonctionnement.

Les livreurs du service de l'Action sociale ne se contentent pas de distribuer des repas mais s'enquêtent de l'état de santé des citoyens qu'ils visitent. S'ils ont le sentiment que la personne ne se porte pas bien, ils en avisent leur collègue du central téléphonique qui assure le dispatching des distributions de repas. Cette démarche fondée sur la communication, l'échange d'informations fait désormais partie des habitudes de ce service. Les gardiens de la paix emportent des bouteilles d'eau destinées aux « sans-abri », qu'ils incitent par ailleurs à se rendre à l'antenne sociale du CPAS, où ils peuvent bénéficier d'un accompagnement en vue de leur resocialisation. Le CPAS a aussi ouvert au public son hall d'accueil, particulièrement frais.

Les assistants sociaux sont également en première ligne pour signaler toute situation inquiétante.

Les services récréatifs pour seniors ne disposent pas de pièces climatisées mais sont attentifs aux effets néfastes de la chaleur sur les personnes âgées.

L'ASBL Le Pas prévoit des bouteilles d'eau et des casquettes pour les activités qu'elle organise en été à l'intention des enfants. Il arrive que certaines activités soient annulées afin de ne pas exposer les enfants à de trop fortes chaleurs.

Les actions menées par la commune lors des vagues de chaleur sont relayées par des partenaires tels que la Croix-Rouge, ou encore l'association « Bras dessus, bras dessous » dans le quartier Vanderkindere.

**Mme l'Echevine Ledan** a précisé que les crèches communales respectent scrupuleusement les directives de l'ONE relatives à la protection des enfants lors des canicules. De plus, un tuyau d'arrosage a été mis en place au parc de Wolvendael afin de rafraîchir les participants à la « Nuit au Wolvendael ».

**M. l'Echevin Lambert-Limbosch** cite les trois mesures essentielles qu'il convient de

rappeler à la population : éviter de s'exposer inutilement au soleil, boire régulièrement sans attendre la sensation de soif et s'enquérir des connaissances susceptibles de faire partie des groupes à risque.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Mondelinge vraag van de h. Cools : aanpak van de hittegolf.**

**De h. Cools** geeft aan dat het college de nodige maatregelen heeft genomen om het eigen personeel tegen de hittegolf te beschermen en vraagt wat er wordt voorzien ten bate van bevolkingsgroepen zoals ouderen en daklozen. Ouderen zijn bijzonder kwetsbaar. De ambtenaren die maaltijden aan huis brengen zijn soms hun enige sociaal contact met de buitenwereld. Letten deze ambtenaren erop dat zij voldoende water drinken? Welke andere maatregelen heeft het college in de huidige hittegolf genomen?

**Schepen Lambert-Limbosch** antwoordt dat er steeds meer hittegolven voorkomen door de klimaatopwarming en dat gemeente hierop moeten inspelen.

- De leveranciers van de maaltijden kijken ook of de betrokkene in een goede toestand verkeert en contacteren de nodige diensten bij vastgestelde problemen.
- De gemeenschapswachten verdelen water onder daklozen en moedigen hen aan om naar een sociale antenne of het OCMW te gaan voor een reïntegratieproject.
- De sociale assistenten vormen eveneens een eerstelijns hulp.
- De recreatiecentra voor senioren hebben geen airco maar hebben wel een bijzondere aandacht voor de gevolgen van de hitte op ouderen.
- Vzw Le Pas geeft water en petjes aan de kinderen tijdens de activiteiten. Bij erg grote hitte kunnen activiteiten geannuleerd worden.
- In de wijk Vanderkindere werkt de gemeente samen met partners zoals het Rode Kruis en vereniging Bras dessus, bras dessous.

**Schepen Ledan** geeft aan dat de gemeentelijke kinderdagverblijven de ONE-instructies voor hittegolven strikt naleven. Tijdens de "Nacht in het Wolvendaelpark" werd een waterslang voorzien om de deelnemers te verfrissen.

**Schepen Lambert-Limbosch** vermeldt drie essentiële maatregelen: ga niet onnodig in de zon zitten, drink regelmatig ook al heb je nog geen dorst en let in het bijzonder op indien je tot een risicogroep behoort.

De Raad neemt kennis.

---

### 27.06.2019/A/0054 **Interpellation de M. Desmet : parking "Coq-Alseberg".**

**M. Desmet** signale qu'à l'angle entre la rue du Coq et la chaussée d'Alseberg, des dizaines de voitures (essentiellement des véhicules accidentés ou proposés à la vente en seconde main) sont entreposées à l'air libre depuis de nombreuses années.

Le garage « Weekend », situé à proximité de cet espace, semble en être l'exploitant. Jusqu'il y a environ un an, une entreprise de car-wash était active sur ce site. Mais depuis lors, une autorisation a été délivrée afin de démonter cette installation et de mettre un terme à cette exploitation.

Cependant, la densité de véhicules automoteurs à cet endroit a de quoi susciter des inquiétudes.

Quelle est la perméabilité des sols sur ce site, eu égard au risque potentiel de pollution ?

Une telle concentration de véhicules, pour certains fortement accidentés, à proximité de nombreuses habitations, ne constitue-t-elle pas un risque élevé ?

Quelle est l'affectation du lieu selon le Plan particulier d'aménagement des sols (PPAS) ?

M. Desmet souhaiterait aussi obtenir des renseignements sur les autorisations et permis délivrés à l'exploitant.

**Mme l'Echevine De Brouwer** répond que le service de l'Environnement a déjà interpellé Bruxelles-Environnement à ce sujet, en signalant la fin de l'activité du car-wash. L'administration régionale a précisé que la carrosserie Weekend utilisait cet espace comme un parking. Vu que ce site relève en l'occurrence d'un permis de classe 1B, la gestion de ce dossier incombe à la Région et non à la commune. Cette dernière peut seulement relancer les instances compétentes en cas de besoin.

Le sol étant recouvert d'une couche de macadam en bon état, il ne devrait guère y avoir de problème de perméabilité. Mais dans le cas où il n'y aurait pas de macadam partout, l'échevinat ne manquera pas de le signifier à la Région.

Aucune plainte n'a été déposée auprès des services communaux par rapport au nombre élevé de véhicules.

La zone considérée n'est pas régie par un PPAS.

Quoi qu'il en soit, les services communaux ne manqueront pas de répercuter auprès de la Région tout problème qui surviendrait.

**M. Cools** ne partage pas le point de vue de Mme l'Echevine De Brouwer quant à la capacité de réaction de la commune. En effet, la police des permis d'urbanisme et d'environnement incombe autant à la commune qu'à la Région. Cela signifie que les fonctionnaires communaux sont habilités à dresser des procès-verbaux, voire à prendre des mesures de contrainte pouvant aller, après mise en demeure, jusqu'à la pose de scellés sur l'établissement, lorsqu'ils constatent une carence inadmissible de la part de la Région.

**M. Desmet** remercie Mme l'Echevine De Brouwer pour ses explications, qu'il estime néanmoins incomplètes. En effet, selon lui, cette zone présente un réel danger pour le voisinage car la concentration de véhicules accidentés est susceptible de favoriser la diffusion d'hydrocarbures dans le sol, voire le déclenchement d'explosions.

De plus, le macadam n'est présent que sur une partie du site, le reste étant seulement recouvert de gravillons.

Cependant, M. Desmet ne souhaite pas qu'on en vienne à mettre les scellés sur ce site car cela reviendrait à annihiler l'activité économique dans un quartier dont il faut préserver la mixité. Mais vu qu'il s'agit d'une zone plutôt commerciale qui avec le temps est devenue plus résidentielle, il convient de sensibiliser le propriétaire du site considéré au respect du cadre environnant.

**Mme l'Echevine De Brouwer** s'engage à assurer un suivi de ce dossier.

Le Conseil prend connaissance.

---

## **Interpellatie van de h. Desmet : parking "Coq-Alseberg".**

**De h. Desmet** meldt dat er zich al jaren tientallen voertuigen (beschadigd of tweedehands) bevinden op de hoek Haanstraat/Alsebergsesteenweg. Garage "Weekend" lijkt er de uitbater van te zijn. Tot een jaar geleden was er op deze site een carwash actief. De hoeveelheid auto's roept vragen op. Wat is de bodemtoestand, gelet op het risico op verontreiniging? Vormt een dergelijke concentratie aan voertuigen - soms erg beschadigd - vlakbij woningen een risico? Was is de bestemming van deze zone? Zijn er vergunningen toegekend aan de uitbater?

**Schepen De Brouwer** heeft bevestigd dat de garage deze zone als parking gebruikt. Aangezien het een vergunning van klasse 1B betreft, is niet de gemeente maar het gewest bevoegd. De bodem is bedekt met een laag macadam in goede staat. De gemeente heeft geen klachten over de hoeveelheid voertuigen ontvangen. De zone wordt niet beheerd door een BBP. Bij problemen zal de gemeente het gewest zeker op de hoogte brengen.

**De h. Cools** vindt dat de gemeente wel kan reageren. De controle op bouw- en milieuvergunningen ligt namelijk zowel bij de gemeente als het gewest. De gemeente kan dus desgevallend wel pv's opstellen en zelfs overgaan tot verzegeling indien nalatigheid vanwege het gewest wordt vastgesteld.

**De h. Desmet** vindt de uitleg van de schepen onvolledig. Hij vindt dat er wel degelijk een gevaar voor de buurt is (brandstof, ontploffing). Er is ook niet overal macadam aanwezig. De rest is bedekt met kiezel.

Hij is geen voorstander van verzegeling maar vindt het wel gepast om de eigenaar te sensibiliseren over de milieugevolgen.

**Schepen De Brouwer** zal dit dossier opvolgen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation de M. Desmet - Parking Coq Alseberg.docx*

---

## 27.06.2019/A/0055 **Interpellation de M. Norré : un tarif enfant au Centre Culturel d'Uccle.**

**M. Norré** regrette que le Centre culturel d'Uccle ne propose pas de tarif réduit pour les plus jeunes, alors que l'accès à la culture s'avère d'une importance cruciale.

Quelle est la raison de l'absence de tarif enfant ?

Le Collège envisage-t-il l'instauration d'un tarif enfant ?

**Mme l'Echevine Ledan** précise que le Collège accorde une grande importance à l'accès des jeunes à la culture.

Le Centre culturel applique un tarif particulier pour les moins de 26 ans mais il n'y a pas de tarif enfant, à l'instar de celui qui existe pour les moins de 12 ans dans les musées. Cependant, le tarif des spectacles « jeunes publics » est adapté pour les familles, de manière à permettre aux enfants, quel que soit leur âge, d'assister à ces spectacles en

compagnie de leurs parents.

Néanmoins, l'instauration éventuelle d'un tarif enfant est à l'étude. Ce sujet a d'ailleurs été abordé le 4 juin dernier, lors de la réunion du nouveau conseil d'administration du Centre culturel, qui accorde une attention particulière au jeune public.

La programmation destinée à ce groupe-cible sera élargie dès l'automne 2020. Ce sera notamment le cas des projections de films. Des réflexions sont aussi menées pour proposer durant les weekends, et moyennant un tarif ad hoc, les spectacles pour enfants présentés dans le cadre de matinées scolaires.

Néanmoins, Mme l'Echevine Ledan souligne que le jeune public assiste rarement à la programmation standard en raison de la nature même des spectacles proposés. Elle insiste aussi sur la nécessité de maintenir l'équilibre financier du Centre culturel qui, pour le moment, n'est pas subsidié par la Fédération Wallonie- Bruxelles.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Norré : een kindertarief in het Cultureel Centrum van Ukkel.**

**De h. Norré** betreurt dat het CCU geen kindertarief aanbiedt. Toegang tot cultuur is nochtans van groot belang. Waarom er is geen dergelijk tarief en overweegt het college dit?

**Schepen Ledan** antwoordt dat het college veel belang hecht aan de toegang tot cultuur voor jongeren.

Het CCU heeft een apart tarief van -26 jaar maar geen tarief voor kinderen zoals in musea. Het tarief voor voorstellingen "jong publiek" is echter aangepast aan gezinnen zodat kinderen ongeacht hun leeftijd samen met hun ouders eraan kunnen deelnemen.

Een kindertarief wordt momenteel bestudeerd. Ook deze doelgroep krijgt meer aandacht vanaf het najaar 2020. Er wordt ook bekeken om weekendvoorstellingen tegen een ad hoc tarief aan te bieden voor kinderen tijdens schooldagen.

De schepen benadrukt nog dat er weinig jong publiek deelneemt aan de standaardprogrammatie omwille van de aard van de voorstellingen. Ze wijst er eveneens op dat het CCU financieel gezond moet blijven omdat het momenteel geen subsidies ontvangt van de Fédération Wallonie- Bruxelles.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation de M. Norré - tarif enfant CCU.docx*

---

### **27.06.2019/A/0056 Interpellation de M. Norré : l'interdiction d'accès des chiens de compagnie dans l'enceinte de la Maison communale.**

**M. Norré** rappelle que les chiens de compagnie sont interdits dans l'enceinte de la Maison communale.

Quelles sont les raisons qui justifient cette interdiction ?

Depuis quand cette interdiction est-elle d'application ?

Y a-t-il eu des problèmes ou des dépôts de plaintes avant l'instauration de cette interdiction ?

**M. le Bourgmestre** répond qu'en vertu d'une ordonnance de 2008, les lieux publics ne sont pas accessibles aux animaux, à l'exception des chiens-guides pour personnes malvoyantes.

Cette règle doit donc être respectée mais le personnel de la Maison communale fait preuve d'une certaine souplesse dans son application, en autorisant par exemple les personnes âgées accompagnées d'un petit chien inoffensif à accéder aux guichets avec leur petit animal.

**M. Norré** remercie M. le Bourgmestre pour sa réponse, en précisant que l'ordonnance de 2008 elle-même permet une certaine latitude dans l'application de la norme : la présence d'animaux est totalement interdite dans les supermarchés et éventuellement admissible dans d'autres lieux.

M. Norré invite la commune à conserver une attitude souple et tolérante en ce domaine.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Norré : toegangsverbod voor honden in het Gemeentehuis.**

**De h. Norré** geeft aan dat huisdieren in het gemeentehuis niet toegelaten zijn. Waarom dit verbod? Werden er sinds de invoering van dit verbod klachten ingediend?

**De burgemeester** antwoordt dat openbare plaatsen niet voor dieren toegankelijk zijn krachtens een ordonnantie van 2008, met uitzondering van blindengeleidehonden. Het personeel van het gemeentehuis is echter flexibel hierin en laat bijvoorbeeld senioren met een klein hondje toe tot de loketten.

**De h. Norré** vermeldt dat deze ordonnantie eveneens enige soepelheid toelaat en verzoekt het college een zekere tolerantie te blijven aanhouden.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation de M. Norré - interdiction chiens de compagnie.docx*

*Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.*

*Céline Fremault entre en séance / treedt in zitting.*

---

27.06.2019/A/0057

### **Interpellation de M. Norré : les initiatives de la commune en vue du Championnat d'Europe de football 2020.**

**M. Norré** regrette que la commune n'ait rien organisé à l'occasion de la Coupe du monde de football 2018.

Il estime que c'est un mauvais signal à l'égard de la jeunesse ucquoise car une initiative de la commune dans le cadre de cet événement sportif aurait permis de lutter contre le préjugé selon lequel Uccle est une commune plutôt vouée à une population âgée.

Dès lors, quelles seront les initiatives de la commune à l'occasion de l'Euro 2020 ?

**M. Cools**, sans avoir de position a priori, est quelque peu réservé à l'égard de la



proposition de M. Norré, quoiqu'il soit lui aussi un amateur de football, car l'expérience du dernier Euro montre que ce type d'événement génère de réelles nuisances pour les riverains, et notamment pour les étudiants en période d'examens.

Il faut donc analyser la situation avec prudence avant de se lancer dans une éventuelle participation à cet événement.

Par ailleurs, certains lieux seraient peut-être plus appropriés que d'autres pour l'organisation d'une telle manifestation avec écran géant : l'hippodrome serait probablement un choix plus judicieux que la place de Saint-Job pour éviter les nuisances sonores.

**M. Cohen** partage tout à fait le point de vue de M. Cools. L'organisation de tels rassemblements pose des problèmes en termes de nuisances, de sécurité, etc. De plus, l'implication des forces de police et les opérations de nettoyage génèrent des coûts qui sont loin d'être négligeables.

**M. le Bourgmestre** répond que depuis plusieurs années, Uccle organise de nombreux événements sur son territoire : les 10 km d'Uccle, les Fêtes médiévales, Homborch en fête, Le Parvis fait son cinéma, etc. Ces manifestations, qui rencontrent un succès populaire, favorisent la convivialité.

La manifestation organisée sur la place de Saint-Job à l'occasion de la Coupe du monde de football 2014 a été couronnée de succès. Cependant, entre 2014 et 2018, la situation a changé, notamment sur le plan de la sécurité avec la menace terroriste, qui demeure présente même si elle est moins évoquée dans les médias. En 2018, le Collège a évoqué une éventuelle participation de la commune d'Uccle à cet événement et a jugé unanimement que ce ne serait pas raisonnable, eu égard aux problèmes logistiques complexes qui auraient été générés par la présence de plusieurs milliers de personnes.

Par ailleurs, M. le Bourgmestre rappelle que le dispositif de 2014 a été mis en place par une société privée, l'administration communale n'ayant pas vocation à être une « société d'événements », sans compter les énormes montants exigés pour les droits de retransmission sur écran géant.

De plus, il est sans doute préférable que les communes bruxelloises participent à tour de rôle à ce type d'événement, afin d'assurer un certain équilibre.

Cependant, si une agence privée sollicitait la commune pour l'Euro 2020, le Collège examinerait soigneusement la proposition, sans a priori, avec les forces de police et l'ensemble des acteurs communaux concernés.

**M. Norré** remercie le Collège pour son attitude ouverte à l'égard de sa suggestion.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Norré : gemeentelijke initiatieven in het kader van het Europees voetbalkampioenschap 2020.**

**De h. Norré** betreurt dat de gemeente niets heeft georganiseerd in het kader van de wereldcup voetbal in 2018. Dit geeft een verkeerd signaal naar de Ukkelse jeugd toe. Welke initiatieven voorziet de gemeente in het kader van Euro 2020?

**De h. Cools** geeft aan dat er uit de ervaring tijdens de laatste Euro is gebleken dat dergelijke evenementen toch overlast veroorzaken bij de inwoners, in het bijzonder voor studenten tijdens de examenperiodes. Sommige plaatsen lijken beter geschikt voor grote bijeenkomsten met reuzeschermen (zoals de hippodroom in plaats van het Sint-Jobsplein)

om geluidsoverlast te vermijden.

**De h. Cohen** deelt deze mening. Grote bijeenkomsten zorgen voor overlast en veiligheidsproblemen en er zijn ook aanzienlijke kosten verbonden aan de inzet van de politie en de schoonmaakdiensten.

**De burgemeester** antwoordt dat de gemeente verschillende evenementen organiseert op zijn grondgebied: de 10 km van Ukkel, Homborchfeest, ... Deze activiteiten zijn een groot succes en bevorderen het samenleven. De manifestatie op het Sint-Jobsplein tijdens de wereldcup voetbal 2014 heeft tevens veel succes gekend. Door de terreurdreiging is de toestand op het vlak van veiligheid sindsdien veranderd. In 2018 was het college van mening dat een dergelijke manifestatie niet redelijk zou zijn omwille van de complexe logistieke problemen.

Hij wijst er nog op dat het in 2014 een initiatief was van een privéfirma. Indien een firma een voorstel voor Euro 2020 indient, zal dit zorgvuldig onderzocht worden in samenspraak met alle betrokken gemeentediensten.

**De h. Norré** bedankt het college voor deze aanpak.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Intepellation de M. Norré - euro 2020.docx*

---

27.06.2019/A/0058

**Proposition de motion introduite par Mme Goetghebuer, M. Cools, Mmes Culer, Fremault, MM. Norré et De Bock : femmes et espace public.**

### **Projet de motion**

Motion déposée par Lise Goetghebuer pour le groupe Ecolo, Marc Cools pour le groupe Uccle en Avant, Diane Culer pour le groupe MR, Céline Fremault pour le groupe cdH, Cédric Norré pour le groupe PS, Emmanuel De Bock pour le groupe DéFi.

Considérant les inégalités entre les femmes et les hommes ;

Considérant la création de la compétence scabinale « Egalité des genres » et la Déclaration de politique générale où il est inscrit que « la Commune promouvra l'égalité des chances et des genres en luttant contre les discriminations structurelles », que « le genre sera intégré dans l'action de la Commune qui pratiquera du gendermainstreaming » et que « des réflexions seront portées quant au partage de l'espace public » ;

Considérant la signature de la Charte pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale par le Conseil communal et le Plan d'action qui en découlera ;

Considérant la proposition de résolution au Parlement de la Région Bruxelles-Capitale relative à l'attribution de noms de femmes dans l'espace public, inscrite à la session ordinaire du 6 juillet 2019 afin de lancer une étude en la matière et d'élaborer des propositions de noms ;

Considérant que cette proposition de résolution vise l'attribution de noms de femmes aux rues, aux chemins, aux places, aux bâtiments publics, aux salles communales, aux monuments, aux arrêts de tram, métro, bus, etc. ;

Considérant qu'à Bruxelles, seulement 3,6% des rues portent le nom de femmes contre 26 % pour les hommes et qu'à Uccle le chiffre concernant les femmes tombe à 2% ;

Considérant la tendance à la féminisation de l'espace public dans différentes communes européennes et bruxelloises comme la Ville de Bruxelles, Saint-Gilles ou Etterbeek ;

Considérant que la féminisation des noms de rue participerait à une meilleure reconnaissance et une amélioration de la place des femmes dans un espace public qui reste majoritairement masculin, selon une étude de Brussels Studies ;

Le Conseil communal demande au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- de privilégier dans le futur, dans ses propositions au Conseil communal, des noms de femmes lors de l'octroi de nouvelles dénominations de rues, pour tendre vers la parité homme-femme ;
- d'établir sur un mode participatif, une liste de femmes, ayant de préférence un lien avec Uccle ainsi qu'une courte explication sur l'importance de leur action ;
- d'initier des réflexions similaires lors, par exemple, du choix des œuvres d'art exposées dans la commune, afin de représenter davantage d'artistes féminines dans l'espace public ;
- de communiquer la présente motion au Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale.

**Mme Goetghebuer** précise que la commune d'Uccle peut s'enorgueillir d'avoir donné des noms de femmes célèbres à des artères importantes : les noms de Marie Depage, Edith Cavell et Isabelle Gatti de Gamond sont familiers des Ucclois, même si tous ne connaissent pas les détails de leur existence ou les raisons de leur notoriété.

Néanmoins, la répartition entre les sexes des noms de rue rendant hommage à des personnalités demeure profondément inégalitaire, les femmes étant réduites à la portion congrue. La part des femmes à Uccle est même inférieure à la moyenne observée sur le territoire de la Région bruxelloise.

Les noms de rues sont aussi des témoins de l'histoire d'une ville, d'une commune ou d'un quartier. Cette sous-représentation des femmes laisserait à penser qu'elles ont joué un rôle mineur par rapport aux hommes.

Dans ce contexte, la féminisation de l'espace public permet de sortir la moitié de la population de l'invisibilité et de rappeler que les Uccloises comptent autant que les Ucclois.

Cette motion a pour objectif d'inciter le Collège à privilégier l'attribution de noms de femmes dans l'espace public dès qu'il en aura l'occasion.

Mme Goetghebuer remercie les autres formations politiques pour leur attitude constructive lors de l'élaboration de cette motion.

**M. Cools** estime aussi qu'il faut privilégier l'octroi de noms de femmes aux nouvelles artères. Cependant, en raison de la configuration urbanistique, il est rare que de nouvelles rues soient créées. Au cours des 12 dernières années, seules quelques rues ont reçu des noms de personnes, parmi lesquelles on peut citer, pour les femmes, les noms de Jacqueline Harpman, femme de lettres, et Andrée De Jong, grande figure de la Résistance, et, pour les hommes, François Englert, prix Nobel de physique, et le comte de Launoy.

Lorsque les conseillers communaux auront à se prononcer sur le nom d'une rue, ils devront veiller à honorer des femmes dont le parcours mérite d'être retenu.

Pour M. Cools, cette préoccupation est d'autant plus importante que selon lui, contrairement aux idées reçues, le statut de la femme a tendance à régresser depuis plusieurs années, et cette régression se manifeste notamment par la recrudescence du harcèlement de rue dont les femmes sont victimes, y compris à Uccle, et dont on ne parlait guère auparavant.

**Mme l'Echevine De Brouwer** veillera à privilégier le nom de femmes ayant un lien avec Uccle quand il s'agira de donner un nom à des voiries, des allées dans les parcs, des salles dans les bâtiments communaux, etc.

De même, dans le cas où l'administration communale serait amenée à changer la dénomination de rues existantes, les noms de femmes seront aussi privilégiés.

Mme l'Echevine De Brouwer insiste aussi sur le fait qu'outre les inégalités entre hommes et femmes, il existe aussi des inégalités entre femmes, qu'il faut prendre en considération : inégalités entre bourgeoises et ouvrières, entre femmes valides et femmes handicapées, entre femmes blanches et femmes de couleur, etc.

De plus, elle précise qu'on a gardé la trace de témoignages de harcèlement remontant au XIXème siècle. Ce phénomène n'est donc absolument pas nouveau mais n'a acquis une visibilité qu'à partir du moment où le combat des femmes a permis une libération de la parole. Par conséquent, le harcèlement envers les femmes est structurel et non ponctuel.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Ontwerp van motie ingediend door Mevr. Goetghebuer, de h. Cools, Mevr. Culer, Fremault, de hh. Norré en De Bock : Vrouwen en openbare ruimte.**

**Ontwerp van motie**

Motie ingediend door Lise Goetghebuer voor Ecolo, Marc Cools voor Uccle en Avant, Diane Culer voor MR, Céline Fremault voor cdH, Cédric Norré voor de PS en Emmanuel De Bock voor DéFi.

Gelet op de ongelijkheden tussen mannen en vrouwen;

Gelet op de invoering van de schepenbevoegdheid Gendergelijkheid en de algemene beleidsverklaring die aangeeft dat de gemeente gelijke kansen nastreeft, structurele discriminatie wil bestrijden, gender geïntegreerd zal worden in de gemeentelijke beslissingsvoering via gendermainstreaming en er nagedacht zal worden over de verdeling van de openbare ruimte;

Gelet op de ondertekening van het Europees charter voor gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak en het daarbij horende actieplan;

Gelet op het voorstel van resolutie van het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de toekenning van vrouwennamen aan de openbare ruimte (gewone zitting van 6 juli 2019) teneinde een studie te lanceren over dit voorstel en een namenlijst op te stellen;

Aangezien dit voorstel van resolutie vrouwennamen wil toekennen aan straten, wegen, pleinen, openbare gebouwen, gemeentezalen, monumenten, haltes (tram, bus metro), ...;

Aangezien slechts 3,6% van de Brusselse straten een vrouwennaam heeft en 26% een mannennaam en er in Ukkel nog minder vrouwennamen gebruikt worden (2%);

Gelet op de trend tot vervrouwelijking van de openbare ruimte in verschillende Europese en Brusselse steden zoals Brussel-Stad, Sint-Gillis en Etterbeek;

Aangezien de vervrouwelijking van straatnamen kan bijdragen aan een betere erkenning van de plaats van vrouwen in de openbare ruimte die voornamelijk mannelijk blijft volgens een studie van Brussels Studies;

De gemeenteraad vraagt aan het college van burgemeester en schepenen:

- dat de gemeenteraad een voorkeur geeft aan vrouwennamen voor toekomstige benamingen van wegen om te streven naar een evenwicht man-vrouw;
- een lijst met vrouwennamen op te stellen, bij voorkeur die een band met Ukkel hebben, met een korte uitleg over het belang van hun handelingen;
- een gelijkaardig aanpak te voorzien bij bijvoorbeeld de keuze van in de gemeente tentoongestelde kunstwerken om meer vrouwen te vertegenwoordigen in de openbare ruimte;
- deze motie over te maken aan de minister-president van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Mevr. Goetghebuer** geeft aan dat enkele belangrijke Ukkelse wegen reeds een vrouwennaam dragen: Marie Depage, Edith Cavell en Isabelle Gatti de Gamond. Vrouwen blijven echter erg ondervertegenwoordigd. Straatnamen hebben een historische waarde en dit zou opgevat kunnen worden als het feit dat vrouwen een minderwaardige rol hebben gespeeld. Deze motie moet het college aanzetten om via de vervrouwelijking van de openbare ruimte aan te tonen dat zowel mannelijke als vrouwelijke Ukkelaars even bekwaam zijn.

**De h. Cools** vindt eveneens dat nieuwe wegen een vrouwennaam moeten krijgen. Er worden echter maar weinig nieuwe wegen gecreëerd omwille van de stedenbouwkundige inrichting. Gemeenteraadsleden moeten voor nieuwe wegen vrouwen eren die zich verdienstelijk hebben opgesteld. De laatste jaren lijkt het statuut van de vrouw erop achteruit te gaan, o. a. te merken door meer geweld tegenover vrouwen op straat, ook in Ukkel.

**Schepen De Brouwer** zal een voorkeur geven aan vrouwennamen die een band met Ukkel hebben voor nieuwe wegen, paden, gemeentelijke zalen, ... en eventueel ook wanneer huidige benamingen veranderd moeten worden.

Ze vermeldt dat er ook binnen de vrouwen ongelijkheden zijn (sociale status, inkomen, ...). Geweld tegen vrouwen is niet nieuw maar krijgt nu wel meer zichtbaarheid. Het is ook een probleem van structurele aard.

De motie wordt unaniem goedgekeurd.

De Raad keurt het punt goed.  
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

27.06.2019/A/0059 **Question écrite 19/17 de Mme Vandeputte relative au suremballage.**

Le suremballage, un sujet un peu différent de celui de la motion « Zéro plastique » adoptée dernièrement par le Conseil, mais néanmoins convergent dans l'esprit.

Je souhaiterais avoir des informations à propos des « douceurs » qui nous sont proposées pendant nos séances de conseil communal et vous soumetts donc quelques questions :

Est-ce que ce même genre de choses se trouvent aussi proposées à l'occasion de réunions que tiennent nos échevines et échevins ou fonctionnaires communaux ?

Pourquoi des sucreries ?

Sachant tout le tort que le sucre provoque sur nos santés, ne pourrait-on envisager, à tout le moins, des produits plus naturellement et faiblement sucrés et/ou une alternative salée ou neutre ?

Je suppose que ces friandises relèvent de commandes qui sont conclues suite à des appels d'offres et à des remises de prix et qu'elles le sont pour une certaine période.

Pourriez-vous dire pour quel terme court encore le contrat de ces livraisons ?

Pourriez-vous dire s'il est prévu de revoir le cahier des charges pour les prochains appels d'offres de sorte à taquiner nos palais de produits dépourvus de tout emballage individuel, relevant d'une production plus locale et d'un mode de fourniture le plus écologique possible en termes de livraison des produits ?

Ceci permettrait de retenir une alternative plus recommandable tant sur le plan de la santé que sur celui de la politique de la réduction des déchets et pourrait ainsi être utilisée également au sein des services communaux à l'occasion de réunions ce qui participerait à distiller un message constructivement positif et exemplatif en matière sanitaire et environnemental.

### **Réponse:**

Les biscuits sont commandés dans le cadre du marché « Location de machines à café et la fourniture de leurs consommables » (novembre 2017 – novembre 2021). Il ne s'agit donc pas de l'objet principal du marché (par lequel nous commandons également du café fairtrade et bio) mais d'un poste relativement secondaire. Le fournisseur ne propose que ce type de friandises et d'emballage.

Ces produits peuvent être servis lors des réunions des échevin-e-s.

Cependant et dans un premier temps, rien ne nous oblige à continuer à commander et consommer ces douceurs emballées individuellement. Nous devons toutefois vider les stocks, ce qui explique leur présence actuelle. Dans le cadre du prochain marché public, nous pourrions émettre des conditions liées à la limitation et l'absence d'emballage. Seront également pris en compte les caractères biologique, local et équitable dans les conditions d'un futur marché public « Location de machines à café et la fourniture de leurs consommables ».

### ***Effets du sucre sur l'organisme***

Le sucre est naturellement présent dans les fruits et les légumes, mais il est aussi ajouté à des produits tels que les biscuits, la crème glacée, les bonbons, etc. Le sucre blanc n'est pas en soi nocif, mais les experts s'entendent pour dire qu'une consommation excessive de sucre ajouté pose un risque pour la santé. Tous les sucres fournissent la même quantité d'énergie, un gramme équivaut à environ quatre calories.

Toutefois, la source de sucre peut amener l'organisme à digérer et à libérer le sucre différemment :

- Le sucre d'origine naturelle présent dans les fruits, les légumes et les autres aliments est accompagné d'autres nutriments, notamment des fibres solubles. Lorsqu'on mange une pomme, l'organisme absorbe tous les nutriments contenus dans cette pomme en plus du sucre. De plus, les fibres solubles contribuent à la libération

lente du sucre dans la circulation sanguine. Ainsi, les experts affirment que le sucre d'origine naturelle ne présente pas de risque pour la santé.

- On trouve du sucre ajouté dans des produits, comme les biscuits, les bonbons et les boissons gazeuses, qui ne contiennent pas d'autres nutriments. Ce sucre est absorbé directement par l'organisme et est rapidement transformé en gras. Avec le temps, l'accumulation de ces calories non nutritives ne fait que contribuer à une prise de poids, ce qui fait augmenter les risques pour la santé.

Les fabricants tentent de nous séduire avec mille et une mentions : « source de fibres », « source de fer », « source d'oméga-3 », « source de calcium », « sans sucre ajouté », etc. Ils attirent ainsi notre attention sur certaines « qualités » des biscuits, mais tentent aussi de nous en faire oublier les défauts.

Certains biscuits du commerce dits « riches en fibres » le sont grâce à l'ajout d'inuline ou d'extrait de chicorée (source d'inuline). Ce sont bien des fibres, mais elles n'ont pas les propriétés des fibres de la farine de blé entier, de l'avoine, des légumineuses et des fruits sur la satiété et la régularité intestinale, notamment.

Le Conseil prend connaissance.

---

#### **Schriftelijke vraag 19/17 van Mevr. Vandeputte betreffende de oververpakking.**

Oververpakking, een onderwerp dat nauw aansluit bij de motie “Zero plastic”, die onlangs door de raad aangenomen werd.

Ik zou graag wat informatie hebben over de zoetigheden die tijdens de gemeenteraad op tafel liggen:

- Worden ze ook aangeboden tijdens vergaderingen van schepenen en personeelsleden?
- Waarom suikergoed?
- Kunnen er geen natuurlijkere, suikerarme, hartige of neutrale producten overwogen worden?

Deze lekkernijen worden besteld via een overheidsopdracht. Hoe lang loopt deze overeenkomst nog? Zal het bestek voor deze opdracht aangepast worden met het oog op lokale producten in bulk en een zo ecologisch mogelijke levering ervan?

Zo kunnen we kiezen voor een gezonder alternatief en de afvalberg verkleinen en tonen we onze personeelsleden het goede voorbeeld.

#### **Antwoord:**

De koekjes worden besteld in het kader van de opdracht “Huur van koffiemachines en leveren van de voorraad ervoor” (november 2017 – november 2021). Het is een bijkomstige post van deze opdracht, maar de leverancier biedt enkel dit soort lekkernijen en verpakkingen aan.

Deze producten kunnen ook tijdens vergaderingen van schepenen op tafel staan.

We zijn niet verplicht deze individueel verpakte zoetigheden te blijven bestellen, maar we hebben er nog in voorraad. Bij de volgende overheidsopdracht kunnen we voorwaarden formuleren rond afvalvermindering. We houden ook rekening met het biologische, lokale en fairtrade-aspect bij een volgende overheidsopdracht.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*19 17 Vandeputte suremballage.docx*

---

27.06.2019/A/0060 **Question écrite 19/18 de Mme Fraiteur concernant l'achat groupé de cadenas contre le vol de vélos.**

Suite à l'article paru dans le Wolvendael du mois d'avril 2019 page 114, relatant les moyens de lutter contre le vol de vélos, des Ucclois m'ont contactée afin de savoir si la commune ne pourrait organiser un achat groupé du type de cadenas « Bordo Alarm » préconisés dans l'article, afin d'obtenir une baisse de prix de celui-ci.

En effet, ce type d'alarme reviendrait à 130 euros environ.

Je vous remercie pour votre réponse.

## **Réponse:**

Le succès du vélo auprès d'un public toujours plus nombreux et diversifié, dont on ne peut que se réjouir, s'accompagne malheureusement d'un accroissement des vols de vélos, tant dans les espaces publics que privés.

À Uccle, ces vols concernent plus spécifiquement le domaine privé, comme relevé en séance du Conseil communal, le 26 avril 2018, à l'occasion d'une interpellation des conseillers Mme Marion Van Offelen et M. Jérôme Toussaint.

Le compte-rendu de cette séance du Conseil communal nous apprend en l'occurrence que « *selon un rapport du GRACQ, la commune d'Uccle est confrontée à un plus grand nombre de vols de vélos dans l'espace privé : communs d'immeubles, garages, caves. Ceci a été confirmé par la police locale, interrogée sur ce point par M. Toussaint et Mme Van Offelen*<sup>[1]</sup>. »

La lutte contre ce phénomène passe notamment par une responsabilisation des usagers, comme cela se fait pour les campagnes de prévention des risques de cambriolage. Les associations de cyclistes, entre autres, sensibilisent le public aux mesures essentielles de nature à décourager les voleurs. Des conseils précieux sont prodigués par exemple sur les sites web d'associations qui ont pignon sur rue à Bruxelles : le GRACQ ([www.gracq.org/comment-eviter-le-vol](http://www.gracq.org/comment-eviter-le-vol)) et PROVÉLO ([www.provelo.org/fr/page/conseils-eviter-vol-votre-velo1](http://www.provelo.org/fr/page/conseils-eviter-vol-votre-velo1)). Le site de Bruxelles Mobilité prodigue, lui aussi, une information complète sur le sujet ([www.mobilite-mobiliteit.brussels/fr/se-deplacer/velo/prevention-contre-le-vol](http://www.mobilite-mobiliteit.brussels/fr/se-deplacer/velo/prevention-contre-le-vol)).

Selon ces diverses sources de référence, seuls les cadenas en U offrent la meilleure



protection mécanique contre le vol, cela dans le cadre d'un bon usage (roue et cadre attachés ensemble à un point fixe), y compris à l'intérieur (logements, locaux à vélos collectifs, garages, caves).

Notre Commune également participe à cette nécessaire sensibilisation du public. Le Service de Prévention a déjà mis en place et continuer de mener plusieurs actions :

- insertion de la thématique du vol de vélos dans le Plan Stratégique de Sécurité et Prévention conclu avec le SPF Intérieur ;
- étiquetage, par les Gardiens de la Paix, des arceaux vélo à l'aide d'un autocollant montrant la bonne manière de l'attacher avec un cadenas en U (2 campagnes en 2018, une nouvelle action à venir en août 2019) ;
- intégration systématique des conseils liés aux vélos lors des visites du Conseiller en Prévention Vol, ainsi que dans le rapport écrit consécutif à ces visites ;
- gravure des vélos par les Gardiens de la Paix soit à la demande des citoyens sur rendez-vous, soit lors d'événements, tels Homborch en fête, la Journée sans voiture. Lors de ces événements, le Service de Prévention accueille le public sur stand « vélo » où l'on peut trouver notamment des brochures relatives au choix d'un bon cadenas et à la manière de l'utiliser. À noter que le Service de Prévention compte abandonner progressivement la gravure (inadaptée au revêtement du cadre de certains vélos récents) pour la remplacer par le nouveau dispositif universel d'identification par autocollant mybike.brussels, lancé par la Région de Bruxelles-Capitale.
- lors de leurs patrouilles, les Gardiens de la paix sensibilisent les Ucclois à la manière d'attacher leur vélo et encouragent les citoyens qui font état d'un vol à porter plainte systématiquement, y compris en ligne via police-on-web.

Le Service de Prévention poursuivra ses actions à son niveau afin de lutter contre les vols de vélo. S'agissant de proposition d'un achat groupé de cadenas, comme de tout autre matériel, en revanche, une telle action n'entre pas dans ses prérogatives.

Rappelons, en premier lieu, que la Commune n'a aucunement été associée à la rédaction de l'article du magazine *Wolvendael* auquel vous faites référence (numéro d'avril 2019, page 114). Cet article relève de la seule politique et responsabilité rédactionnelles du magazine lui-même. Les conseils prodigués dans les pages non communales du *Wolvendael* quant à tel produit ou tel service ne sont donc pas cautionnés par les services communaux.

À propos du modèle de cadenas vanté dans l'article en question, une rapide recherche menée sur Internet semble mettre en question les qualités de ce cadenas en termes de sécurisation. Des tests disponibles en ligne aboutissent en effet à un bilan mitigé. Par rapport au cadenas en U, la structure du cadenas décrit dans le magazine (forme plate, de type « mètre pliant ») offre une moindre résistance à une attaque à la pince et l'insertion du dispositif électronique fragiliserait encore l'antivol. La plus-value éventuelle de l'alarme dans certains cas est à mettre en regard des nuisances qu'elle provoque par sa sensibilité entraînant des déclenchements intempestifs.

En second lieu, sur le plan pratique, l'éventualité d'un achat groupé via le Service de Prévention se heurte à des obstacles juridiques qui rendent sa concrétisation difficile. D'une part, la dépense liée à cet achat groupé ne pourrait que très difficilement se justifier auprès des pouvoirs subsidiaires du Service de la Prévention. D'autre part, d'une manière plus générale, la Centrale des marchés de la Commune, consultée en la matière, souligne qu'il serait hasardeux pour la Commune de recommander l'achat d'un modèle ou d'une marque de cadenas plutôt que d'un autre. Cela pour deux raisons :

- en tant que pouvoir public, la Commune est tenue de respecter la législation relative aux marchés publics, avec l'obligation d'une mise en concurrence. En effet, à moins qu'il n'y ait une exclusivité pour un produit spécifique, il y a obligation d'ouvrir le marché aux différents fournisseurs potentiels. Or, différents modèles de cadenas avec alarme, existent sur le marché : une recherche sur Internet permet ici aussi de se renseigner sur ces équipements ;
- dans le cas de figure qui nous intéresse, en recommandant l'achat d'un modèle en particulier, la commune s'exposerait de plus, en temps qu'acheteur public et interlocuteur de son vendeur, à gérer les éventuels dysfonctionnements du matériel acquis.

Pour ces différentes raisons, il n'est pas envisageable pour la Commune de donner suite à la proposition que vous nous relayez au travers de votre question.

---

[1] Source : Interpellation de M. Toussaint et Mme Van Offelen : Protégeons nos vélos !, compte rendu en ligne du Conseil communal d'Uccle du 26 avril 2018, <http://www.uccle.be/les-elus/conseil/2018/04-26>.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag 19/18 van Mevr. Fraiteur betreffende een groepsaankoop van fietsslotsen.**

Kan de gemeente een groepsaankoop van BORDO-hangsloten organiseren voor een lagere prijs? Dit soort alarm kost ongeveer € 130.

## **Antwoord:**

Door het groeiende succes van de fiets zijn er ook meer fietsdiefstallen. In Ukkel worden fietsen vooral gestolen op privédomein.

We proberen de gebruikers te sensibiliseren via preventiecampagnes. Fietsersverenigingen geven ook tips om diefstal tegen te gaan.

Enkel U-vormige hangsloten bieden de beste bescherming tegen diefstal, wanneer het wiel en het frame samen bevestigd zijn aan een vast aanhechtingspunt.

De Preventiedienst blijft verschillende sensibiliseringsacties voeren:

- Opname van fietsdiefstal in het Strategisch veiligheids- en preventieplan;
- Stickers op de fietsbogen met aanwijzingen om de fiets vast te maken (2 campagnes in 2018, nieuwe actie in augustus 2019);
- Tips voor fietsers tijdens bezoeken van de diefstalpreventieadviseur en in het verslag van het bezoek;
- Fietsen graveren door de gemeenschapswachten (wordt vervangen door de nieuwe identificatiesticker mybike.brussels van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest);

- Fietsstand tijdens evenementen met brochures over het correct gebruik van een degelijk slot;
- De gemeenschapswachten sensibiliseren de burgers over het correct vastmaken van hun fiets;
- Burgers stimuleren een klacht in te dienen bij diefstal.

De Preventiedienst blijft antidiefstalacties voeren, maar een groepsaankoop van hangsloten is geen prioriteit. Bovendien bestaan er op internet twijfels over de beveiliging van de voornoemde sloten. Ze kunnen gemakkelijker met een tang doorgeknipt worden dan U-vormige sloten en het gevoelige alarm kan afgaan op ongepaste momenten.

Een eventuele groepsaankoop via de Preventiedienst zou ook juridische moeilijkheden opleveren. De uitgaven voor deze groepsaankoop kunnen moeilijk verantwoord worden tegenover de subsidiërende overheid. Bovendien mag de gemeente niet aanbevelen een bepaald merk of model te kopen:

- Alle overheden moeten de wetgeving inzake overheidsopdrachten naleven. De opdracht moet dus geopend worden voor verschillende mogelijke leveranciers;
- Bij de aankoop van een specifiek model zou de gemeente ook verantwoordelijk zijn voor het slecht functioneren van het materiaal.

Om deze redenen kan de gemeente geen gevolg geven aan uw voorstel.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage  
19 18 Fraitteur vol vélos.docx*

---

27.06.2019/A/0061 **Question écrite 19/19 de M. Minet concernant la circulation des camions rue Langeveld.**

En son temps, j'ai déjà signifié la dangerosité de la circulation dans le rétrécissement indiqué par une plaque de signalisation (au n°46) au niveau du bas de la rue Langeveld. Quand bien même le Plan Communal de Mobilité rend obligatoire la zones 30 à cet endroit des automobilistes se permettent encore et toujours des vitesses bien supérieures. Cette zone particulièrement dangereuse provoque aussi, et ce à cause de l'étroitesse des trottoirs, une circulation dangereuse et embarrassante de camions souvent surdimensionnés.

A cet effet, force a été de constater que le mardi 30 avril 2019, aux environs de 16 heures, un véhicule-camion encombrant et lourd de 40 tonnes (?), d'une longueur approximative de 15 à 20 mètres et d'une largeur de 2,80 mètres, s'est vu bloqué par le stationnement réglementaire d'un véhicule (côte du Hoef). A cet endroit, la largeur des trottoirs se situe entre 1m ou 67 voire 61 cm. Après mon appel à Police-Secours et la venue d'un motard de la police, le propriétaire de la voiture a pu être identifié et n'a pas manqué de venir déplacer son véhicule. (Illustration non conforme) :

Les camions de ces dimensions devraient évidemment être interdits de circulation dans

cette zone. Pouvez-vous envisager de placer un panneau régimentaire d'interdiction de circulation suivant la réglementation ad hoc ?

Je vous en remercie.

**Réponse:**

Un règlement de limitation de tonnage pour les véhicules de 3,5 tonnes a déjà été pris en 2000.

La Police s'est rendue sur place et a pu constater que le panneau ad hoc était absent.

Il est possible qu'il ait été retiré suite à des travaux et non remis en place par l'entrepreneur.

Le nécessaire va être fait pour qu'un nouveau panneau soit installé.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag 19/19 van de heer Minet betreffende het verkeer van vrachtwagens Langeveldstraat.**

In de versmalde zone 30 onderaan de Langeveldstraat blijven bestuurders te snel rijden. Er rijden ook vaak te grote vrachtwagens, wat gevaarlijk is wegens de smalle trottoirs.

Zo reed zich onlangs een vrachtwagen van 40 ton, 15 tot 20 meter lang en 2,80 meter breed, vast door een reglementair geparkeerd voertuig (kant Hoef). De trottoirs zijn er 61 cm tot 1 meter breed. Afbeelding ter illustratie:

Kan er een verkeersbord geplaatst worden om vrachtwagens met deze afmetingen in deze zone te verbieden?

**Antwoord:**

In 2000 werd al een beperking tot 3,5 ton opgelegd. Het verkeersbord ontbreekt, waarschijnlijk is het verwijderd bij werken. Er zal een nieuw verkeersbord geplaatst worden.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*19 19 Minet camions.docx*

---

27.06.2019/A/0062

**Question écrite 19/20 de Mme Margaux concernant la situation du placement des abris tram et bus.**

Le 20 septembre dernier j'interrogeais l'Echevin de la mobilité et des travaux sur la disparition des abris de bus et de tram dans la commune.

J'ai reçu une réponse écrite le 16 octobre m'indiquant que suite au changement de fournisseur d'abris, 170 abris au total avaient été ou seraient démontés et que 200 nouveaux abris seraient installés.

La réponse parlait d'un retard d'un mois dans la fourniture des abris du design Norman

Foster et hydra. Des solutions provisoires seraient mises en places pour que les usagers soient protégés.

Selon les délais mentionnés au plus tard fin novembre tous les abris auraient dû être placés. Il semble pourtant qu'à ce jour certains abris ne soient toujours pas placés ou finalisés et que certains chantiers de remplacement aient été laissés à l'abandon.

Il en va ainsi des chantiers de remplacement sur l'avenue Brugmann aux arrêts Vanderkindere, Messidor et Boetendael côté impair pour lesquels les vitres latérales sont toujours manquantes.

Les usagers ont donc passer l'hiver à attendre quotidiennement leur transport dans un espace réduit et battu par le vent et le froid.

Que s'est-il passé ? Pourquoi aucune solution n'a pu être trouvée et qu'est-il prévu pour la suite ?

Pourriez-vous nous exposer un état de la situation générale du remplacement des abris et du réaménagement consécutif des arrêts ?

De plus en lien ou non avec ces remplacements, des bornes d'achat de tickets ont été supprimées sur plusieurs arrêts de la commune dont ceux de l'avenue Brugmann.

Leur réinstallation a-t-elle été demandée à la STIB ?

En vous remerciant pour vos explications,

### **Réponse**

Les opérations de démontage et de remplacement ont été prévues progressivement mais n'ont malheureusement pas pu être réalisées directement à la suite l'une de l'autre. En effet, la technique d'ancrage des nouveaux abris (massifs de scellement) n'est pas la même que celle des anciens (dalles de béton), ce qui nécessite des travaux préparatoires importants, impliquant en outre des intervenants différents. De plus, le délai de démontage (2 jours) n'est pas du même ordre que le délai nécessaire pour la pose des nouveaux abris (7 jours). Ce délai de 7 jours est obligatoire pour permettre un séchage suffisant du béton de fondation et est incompressible. Les démontages ont donc été réalisés anticipativement afin de ne pas compromettre la pose des nouveaux abris.

Deux modèles d'abris sont prévus en fonction des artères où ils sont installés : le design Norman Foster et le modèle Hydra. Un retard de fourniture des structures des abris du design Norman Foster ainsi que de certains abris du modèle Hydra réalisés sur mesure (abris doubles, sans paroi de retour,...) étant malheureusement à déplorer, le planning initial de remplacements d'abris n'a pu être respecté. Des problèmes de fourniture de certains éléments nécessaires au montage des abris sont également apparus et ont empêché le respect des délais annoncés.

Certains abris déjà démontés ne pouvant être remplacés dans des délais acceptables, nos services ont analysé, en collaboration avec la STIB, les situations les plus problématiques et ont convenu avec JCDecaux d'équiper, en fonction de la configuration des lieux et des chiffres de fréquentation, certains arrêts d'abris du modèle Hydra plus courts en attendant les définitifs (arrêts Carrefour Stalle, Coghén, Keyembempt, Houzeau,...) et, pour les arrêts pour lesquels des abris du design Norman Foster sont prévus, des abris provisoires (arrêts Héros, Globe,...).

Après une interruption lors des vacances d'hiver, les opérations de montage ont repris et sont à présent terminées. Il demeure toutefois quelques arrêts où la pose s'est révélée impossible vu l'exiguïté des lieux, comme à l'arrêt « Globe » (direction « Héros ») où un abri supplémentaire n'a pu être installé, ou est en attente pour diverses raisons (chantier en cours, réaménagement programmé,...). C'est notamment le cas des arrêts de bus au square des Héros où des abris doubles doivent être installés à la fin du chantier du bassin d'orage de Vivaqua et après le réaménagement des quais par la Région. En attendant cette pose définitive, un abri provisoire y a été installé.

Au total, 187 abris ont donc actuellement été installés.

La position, le type (publicitaire ou non) mais aussi le nombre nécessaire d'abris ont été étudiés pour chaque arrêt en fonction des données de fréquentation, de l'espace disponible, de la configuration des lieux... Le Règlement Régional d'Urbanisme imposant un passage libre minimum de 1,50 m pour les piétons (pouvant être réduit ponctuellement à 1,20 m), certains abris ont dû être équipés de parois de retour réduites, voire même sans glace retour, pour respecter cette norme. Cette dernière solution est utilisée en dernier recours mais a dû être retenue notamment à l'arrêt « Boetendael » (direction « Héros ») où la largeur du passage libre descendrait à moins de 100 cm, même en cas de parois de retour rétrécies. En plus de ne pas être conforme au RRU, une telle situation serait surtout source de danger à proximité immédiate du passage des trams et autres véhicules empruntant le site spécial franchissable, ce que nous ne pouvons tolérer. Décision a donc été prise, en concertation avec la STIB, de ne pas placer de parois de retour à cet abri.

Des parois réduites ont par contre bien été installées aux arrêts « Vanderkindere » et « Messidor » (direction « Héros »).

Pour des raisons techniques, certains automates de vente ont dû être démontés par la STIB en même temps que les abris. Pour permettre leur repose, de nouvelles connexions doivent être réalisées. Ce travail nécessite l'obtention préalable d'autorisations régionales et devrait être réalisé dans les prochaines semaines.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Schriftelijke vraag 19/20 van Mevr. Margaux betreffende de tram- en bushokjes.**

De bus- en tramhokjes in de gemeente worden vervangen. Sommige hokjes zijn nog steeds niet geplaatst of volledig afgewerkt. Wat is er aan de hand? Kunt u een stand van zaken geven van de vervanging van de schuilhokjes en de aanleg van de haltes?

Bovendien werden aan verschillende haltes de ticketautomaten verwijderd. Zal de MIVB nieuwe plaatsen?

### **Antwoord:**

De werken hebben vertraging opgelopen omdat de verankeringstechniek van de nieuwe en oude hokjes verschilt. Het duurt 2 dagen om de hokjes af te breken en 7 dagen om een nieuw te plaatsen. Deze termijn is nodig om het funderingsbeton te laten drogen. Daarom werden eerst alle hokjes afgebroken.

De levering van de nieuwe hokjes heeft ook vertraging opgelopen, waardoor de

oorspronkelijke planning niet nageleefd kon worden. Daarnaast zijn er ook problemen opgetreden bij de levering van bevestigingsonderdelen.

Samen met de MIVB hebben onze diensten de meest problematische haltes onderzocht. JCDecaux zal tijdelijke hokjes plaatsen aan bepaalde haltes, op basis van de reizigersaantallen.

Na een onderbreking tijdens de kerstvakantie zijn de werken hervat en momenteel afgerond. Wegens plaatsgebrek konden aan enkele haltes geen hokjes geplaatst worden. Er zijn momenteel 187 hokjes geplaatst.

De locatie, het type en het aantal schuilhokjes werd per halte bestudeerd op basis van de reizigersaantallen, de beschikbare plaats, de ligging, ... Sommige hokjes hebben kleinere afmetingen om een doorgang van 1,50 meter voor voetgangers vrij te laten.

Om technische redenen heeft de MIVB enkele ticketautomaten afgebroken. De aansluitingen moeten vernieuwd worden, waarvoor toelating van het gewest nodig is. De nieuwe automaten zullen de komende weken geïnstalleerd worden.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*19 20 Margaux abris bus suite.docx*

---

27.06.2019/A/0063

**Question écrite 19/25 de M. Cools concernant le contrôle par un réviseur des A.S.B.L. communales.**

A l'initiative d'un précédent Collège l'initiative heureuse, même si elle n'est pas obligatoire par la loi, a été prise de faire « superviser » les différentes asbl communales par un réviseur d'entreprise. Un marché public a été organisé par la commune pour la désignation de ce réviseur. Pouvez-vous m'informer du champ exact de la mission de ce réviseur et quelles asbl communales y sont soumises.

Je croyais jusqu'il y a peu que c'était toutes les asbl communales or il est apparu lors de la récente assemblée générale de l'asbl Prévention et Animation Socio-culturelle qu'il n'y avait pas d'intervention d'un réviseur dans cette asbl.

Même si celle-ci est une asbl particulière, c'est le cas aussi d'une asbl comme le Centre culturel qui est contrôlée par un réviseur. Ne devrait-il pas en être de même pour l'asbl PAS, dont l'Echevin de Tutelle est l'Echevin de l'Action sociale, et la mission de supervision du réviseur précité être élargie à cette asbl.

**Réponse:**

Un marché avait été conclu pour 3 ans du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2011 qui avait pour objet le contrôle de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises des ASBL communales d'Uccle. Il s'agissait des ASBL suivantes : Association culturelle et artistique d'Uccle, Val d'Uccle, Service Ucclois de la Jeunesse, Service Ucclois du 3ème âge, Ferme Rose, Promotion des Parcs publics et des Espaces Verts Publics, Animation-Prévention

socio-culturelle, Piscine Longchamp, Agence locale de l'Emploi, Parascolaire d'Uccle, Agence Immobilière Sociale.

Le Collège avait décidé en séance du 8 mai 2012 de prolonger ce marché pour 1 an. Depuis lors ce marché n'a pas été reconduit.

Ce marché consistait en un contrôle de régularité comptable en conformité avec les législations comptables, fiscale et sociale.

La description des services peut se résumer à :

- contrôler la régularité des enregistrements comptables ;
- contrôler l'absence d'erreurs significatives dans les comptes ;
- s'assurer de la structure de présentation des comptes selon les usages ;
- s'assurer de l'adéquation des règles d'évaluation aux normes généralement acceptés ;
- contrôler la régularité comptable ;
- assister à l'établissement et la vérification des comptes selon le schéma fourni ;
- guider à la réalisation des documents susmentionnés ;
- aider les asbl à résoudre les problèmes rencontrés ayant suscité des remarques.

Les travaux étaient entrepris au siège de l'ASBL en présence de la personne responsable de la comptabilité afin d'apporter assistance et un guidage permanent.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag 19/25 van de heer Cools betreffende de controle van de gemeentelijke V.Z.W.'s door een bedrijfsrevisor.**

Er werd door het college beslist de gemeentelijke vzw's te laten controleren door een bedrijfsrevisor. Wat is de precieze opdracht van deze revisor? Welke gemeentelijke vzw's zullen gecontroleerd worden?

**Antwoord:**

Er werd een opdracht gesloten voor 3 jaar (1 januari 2009 – 31 december 2011) voor de boekhoudkundige controle van de gemeentelijke vzw's door een bedrijfsrevisor. Het betreft de volgende vzw's:

- Association culturelle et artistique d'Uccle
- Val d'Uccle
- Service Ucclois de la Jeunesse
- Service Ucclois du 3ème âge
- Ferme Rose
- Promotion des Parcs publics et des Espaces Verts Publics
- Animation-Prévention socio-culturelle
- Piscine Longchamp



- Agence locale de l'Emploi
- Parascolaire d'Uccle
- Agence Immobilière Sociale

De opdracht werd in 2012 verlengd met 1 jaar, maar is daarna niet meer verlengd.

Deze opdracht omvatte een boekhoudkundige controle overeenkomstig de geldende boekhoudkundige, fiscale en maatschappelijke wetgeving, meer bepaald:

- Controle van de regelmatigheid van de boekhoudkundige inschrijvingen;
- Controle op significante fouten in de rekeningen;
- Gebruikelijke voorstellingsstructuur van de rekeningen;
- Overeenstemming van de evaluatieregels met de algemeen aanvaarde normen;
- Controle van de boekhoudkundige regelmatigheid;
- Hulp bij het opstellen en controleren van de rekeningen volgens een bepaald schema;
- Hulp bij het opstellen van de voornoemde documenten;
- De vzw's bijstaan om problemen op te lossen.

De werkzaamheden vonden plaats op de zetel van de vzw in aanwezigheid van de verantwoordelijke voor de boekhouding teneinde bijstand en advies te verlenen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*19 25 Cools réviseur asbl.docx*

Levée de la séance à 23:55  
Opheffing van de zitting om 23:55

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,

Le Collège,  
Het College,

Laurence Vainsel

Serge Minet